Industrie Canada Industry Canada

L'Observateur économique régional

Accompagné du rapport spécial intitulé « La structure économique, la productivité et la performance des régions du Canada sur le plan de l'innovation »

Décembre 2002

APME – MEPA

Canada

103-02345/

Table des matières

Page

L'Observateur économique régional

Faits saillants 3

Colombie-Britannique 5
Alberta 7
Saskatchewan 9
Manitoba 11
Ontario 13
Québec 15
Nouveau-Brunswick 17
Nouvelle-Écosse 19
Île-du-Prince-Édouard 21
Terre-Neuve-et-Labrador 23
Territoires 25

Annexe statistique 26

Rapport spécial

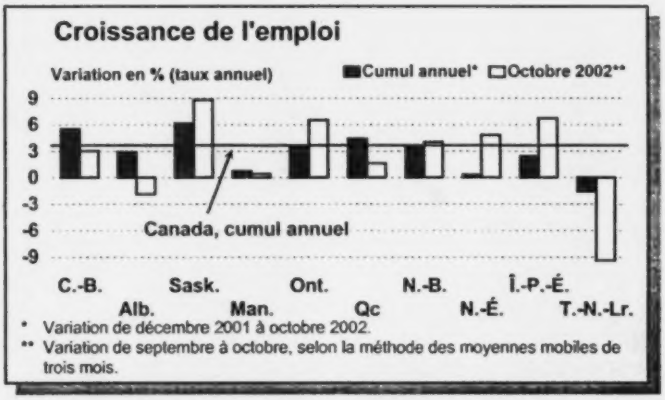
La structure économique, la productivité et la performance des régions du Canada sur le plan de l'innovation 31

L'Observateur économique régional présente un examen semestriel de la situation économique des provinces et territoires du Canada. Il n'a pas pour objet d'interpréter ou d'évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables de l'Observateur s'efforcent de présenter des renseignements factuels, et ce, de manière informée et équilibrée. Le présent rapport est fondé sur les données qui étaient connues au 8 novembre 2002 et qui proviennent de Statistique Canada, de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et de l'Association canadienne de l'immeuble. Il a été préparé par Jenness Cawthray, Stéphane Crépeau, Anik Dufour, Arif Mahmud, Susan Moore et Patrick Taylor sous la direction de Miodrag Jovanovic et de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque. Veuillez communiquer vos commentaires à Miodrag Jovanovic, par téléphone (613-996-0474) ou par Internet (jovanovic.miodrag@ic.gc.ca).

Marché du travail

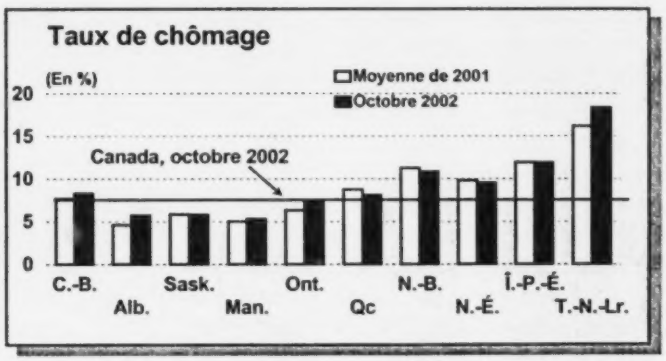
La situation du marché du travail s'est sensiblement améliorée cette année dans toutes les régions canadiennes, sauf au Manitoba, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve. Les industries de la construction, de l'hébergement et de la restauration ainsi que du commerce sont principalement à l'origine de la faiblesse observée dans ces provinces. Par ailleurs, le Québec, la Colombie-Britannique et l'Alberta ont bénéficié d'une performance exceptionnelle de l'industrie de la construction. De plus, la Colombie-Britannique, l'Alberta, l'Ontario et l'Île-du-Prince-Édouard sont les provinces qui ont le plus profité du redressement du secteur de la fabrication.

Les récentes tendances de l'emploi, selon la moyenne mobile de trois mois d'octobre comparée à celle du mois précédent, sont également très différentes d'une province à l'autre. Une nette intensification du rythme de création d'emplois a été observée en Saskatchewan, en Ontario, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard. Par contre, les récentes tendances de l'emploi sont de beaucoup inférieures aux taux cumulatifs jusqu'à ce jour, observés à Terre-Neuve, en Alberta et au Québec.



Malgré les bons résultats récoltés par plusieurs provinces cette année sur le plan de l'emploi, les taux de chômage des provinces ont très peu changé en octobre, comparativement aux niveaux moyens de 2001.

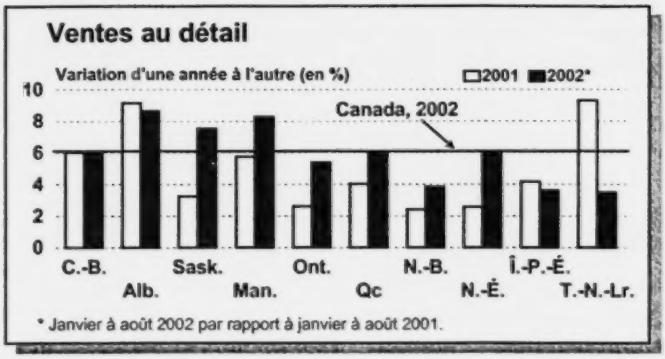
Depuis le début de l'année, la hausse de la population active a été plus importante que l'augmentation du nombre d'emplois en Ontario, en Alberta et au Manitoba, ce qui a eu pour effet de neutraliser toute incidence positive sur le taux de chômage de ces provinces. À Terre-Neuve, d'importantes pertes d'emplois enregistrées durant la deuxième moitié de l'année ont fait grimper le taux de chômage au-dessus de la barre des 18 %. Par contre, la bonne conjoncture de l'emploi a fait fléchir le taux de chômage au Québec.



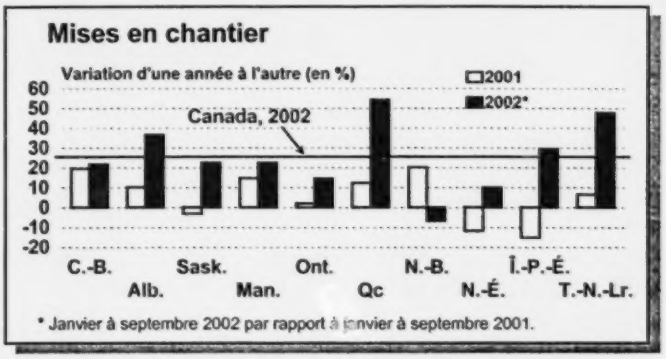
Dépenses de consommation

Grâce au maintien plus longtemps que prévu des taux d'intérêt à des creux historiques, les dépenses de consommation ont continué d'être la principale source d'alimentation de l'économie dans la plupart des régions du Canada.

La croissance des ventes au détail a été plus vive cette année dans plusieurs provinces, la Saskatchewan, la Nouvelle-Écosse et l'Ontario connaissant un redressement marqué. Par contre, un ralentissement important a été observé à Terre-Neuve. Dans l'ensemble, la croissance des ventes au détail a été généralement forte cette année dans les provinces de l'Ouest, bonne dans les provinces du Centre et modérée dans la plupart des provinces atlantiques.



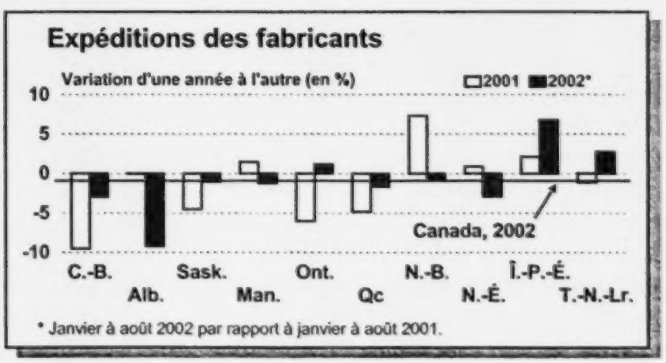
Depuis le début de l'année, le marché du logement affiche une performance impressionnante dans la plupart des provinces. Au cours des trois premiers trimestres de l'année, les mises en chantier ont été supérieures de plus de 20 % à celles observées durant la même période l'an dernier dans sept des dix provinces avec, en tête, le Québec, Terre-Neuve et l'Alberta. Au Nouveau-Brunswick, les mises en chantier sont inférieures à leurs niveaux d'il y a un an, mais cette comparaison a été établie avec les résultats de 2001, qui étaient les meilleurs au Canada.



Activité industrielle

L'envergure et la nature de la structure industrielle varient énormément d'une province à l'autre. Il n'est donc pas surprenant de constater des différences importantes dans les tendances des provinces au chapitre des livraisons des fabricants.

Depuis le début de l'année, la relance de l'activité industrielle est particulièrement évidente en Ontario et en Colombie-Britannique, deux provinces gravement touchées par le ralentissement économique de 2001. À l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve, le niveau d'activité s'est accru par rapport aux niveaux de l'an dernier grâce à l'importance des livraisons de produits alimentaires. La plus forte contraction, d'une année à l'autre, des expéditions des fabricants a été observée en Alberta, dont les livraisons de produits chimiques ont largement diminué.



Marché du travail

La situation de l'emploi connaît une nette amélioration

- Après avoir essuyé d'importantes pertes au deuxième trimestre de 2001, l'emploi en Colombie-Britannique s'est fortement redressé puisque plus de 86 000 emplois ont été créés durant les dix premiers mois de 2002. Environ la moitié des nouveaux emplois sont des emplois à temps plein et plus des deux tiers sont situés à Vancouver.

- La remontée a été particulièrement marquée dans les industries de la construction, de la fabrication et de la finance, qui ont gagné 62 000 emplois cette année après en avoir perdu 23 000 au dernier trimestre de 2001.

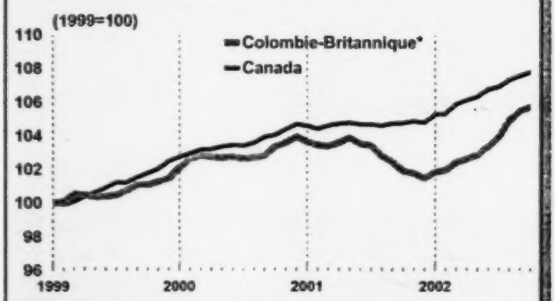
- Le rythme de création d'emplois observé depuis le début de 2002 ne pourra vraisemblablement pas se poursuivre. Déjà, les données d'octobre montrent une certaine décélération du rythme de croissance de l'emploi. De nouvelles pertes d'emplois dans les industries des loisirs et du tourisme sont principalement à l'origine de ce ralentissement, alors que les gains enregistrés par les industries de la construction et de la finance ainsi que par les industries primaires ont contribué à maintenir la tendance croissante.

Le taux de chômage décroît sensiblement

- Grâce à une vigoureuse croissance de l'emploi tout au long de l'année, le taux de chômage en Colombie-Britannique s'est replié pour passer à 8,3 % en octobre, après avoir atteint un sommet de 9,7 % en décembre 2001.

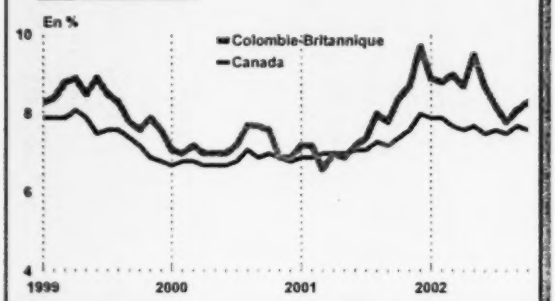
- Le taux de chômage a atteint un creux de 7,8 % en août, mais il s'est, par la suite, quelque peu redressé puisque la croissance de la population active a été supérieure à celle de l'emploi d'août à octobre.

Tendances de l'emploi



* Moyenne mobile de trois mois.

Taux de chômage



Nombre d'emplois selon l'industrie

(En milliers)	Niveau Oct. 2002	Variation depuis le mois dernier (2)	Variation depuis déc. 2001	Variation en % depuis (1) le mois dernier	Variation en % depuis déc. 2001
Ensemble des industries	**1999.6**	**4.9**	**86.6**	**3.0**	**5.5**
Secteur des biens	**415.3**	**5.6**	**54.2**	**17.6**	**18.3**
Agriculture	33.3	1.2	8.2	59.5	40.4
Ressources naturelles (3)	41.7	1.7	2.8	69.5	8.7
Services publics	11.4	-0.4	1.4	-35.1	17.0
Construction	129.4	3.4	22.0	38.2	25.1
Fabrication	199.5	-0.4	19.8	-2.2	13.4
Secteur des services	**1584.3**	**-0.8**	**32.4**	**-0.5**	**2.5**
Commerce	321.7	-0.7	3.5	-2.6	1.3
Transport/entreposage	115.0	0.7	14.8	8.1	18.0
FASI (4)	128.4	3.2	19.8	36.4	22.3
Services professionnels/scientifiques	134.9	1.1	3.9	10.4	3.6
Gestion d'entreprises/services administratifs	71.2	-0.5	-0.8	-8.3	-1.3
Services d'enseignement	138.5	-0.5	-3.4	-4.1	-2.9
Soins de santé/assistance sociale	223.8	0.5	11.6	2.6	6.6
Information/culture/loisirs	100.2	-3.0	-3.2	-28.3	-3.7
Hébergement/services de restauration	165.3	-2.1	-12.3	-13.8	-8.3
Autres services	97.1	0.5	-3.2	7.1	-3.8
Administrations publiques	88.1	0.1	1.4	1.4	1.9

1) Les taux sont calculés sur une année afin de faciliter la comparaison entre les périodes.
2) Les variations mensuelles sont calculées selon la méthode des moyennes mobiles de trois mois.
3) Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz.
4) Finance, assurances, services immobiliers et services de location.

Source : Statistique Canada

Activité économique et prix

Les expéditions des fabricants se redressent

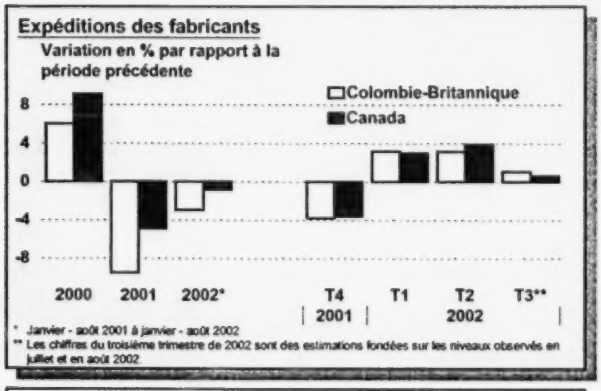
- Depuis le début de l'année, les expéditions des fabricants de la Colombie-Britannique ont augmenté à peu près au même rythme que la moyenne nationale. Toutefois, le total des expéditions pour les huit premiers mois de l'année est inférieur de 3 % à celui observé pour la même période en 2001, année au cours de laquelle les expéditions avaient diminué de 10 %. Des reculs sont particulièrement évidents dans les produits de papier ainsi que dans les ordinateurs et les produits électroniques et électriques.

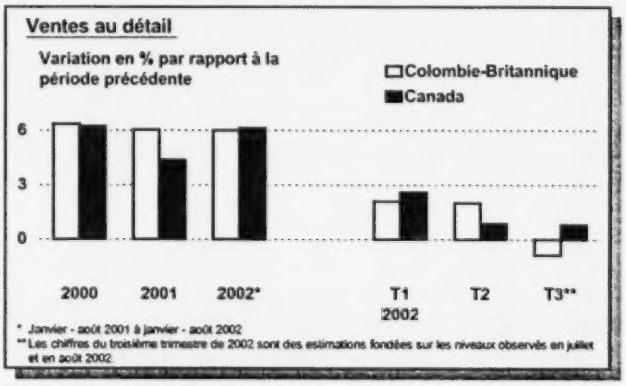
Les mises en chantier grimpent et le commerce de détail reste vigoureux

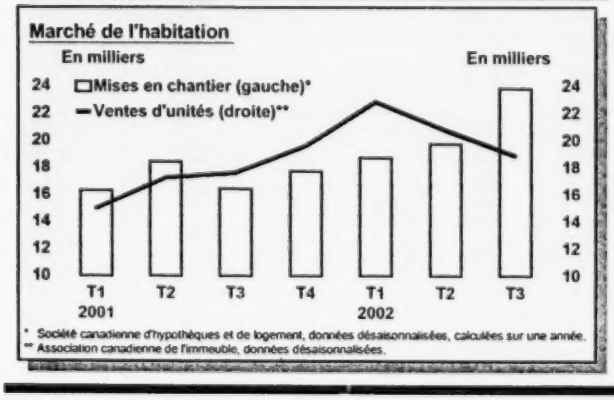
- Pour les huit premiers mois de l'année, les ventes au détail sont supérieures de 6 % à ce qu'elles étaient durant la même période en 2001, résultat qui se compare avec celui du Canada. Après un solide deuxième trimestre, des signes de faiblesse sont apparus durant les deux premiers mois du troisième trimestre en raison de la diminution de 0,9 % des ventes au détail.

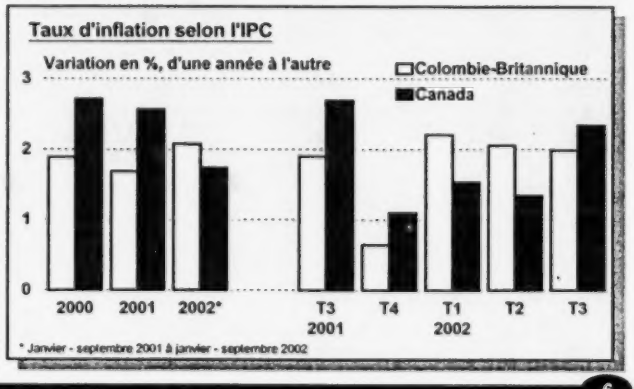
- Les mises en chantier ont grimpé, augmentant de 24 % (taux annuel) au troisième trimestre de 2002. Elles poursuivent ainsi la tendance croissante amorcée il y a un an. Malgré un ralentissement, qui a suivi un sommet enregistré au premier trimestre, les reventes de logements aux trois premiers trimestres restent supérieures de 25 % à celles observées pour la même période l'an dernier.

- L'inflation selon l'Indice des prix à la consommation (IPC) est restée près de la barre des 2 % depuis le début de l'année, des pressions à la hausse étant principalement exercées par les composantes alcool, aliments et dépenses du ménage.









Marché du travail

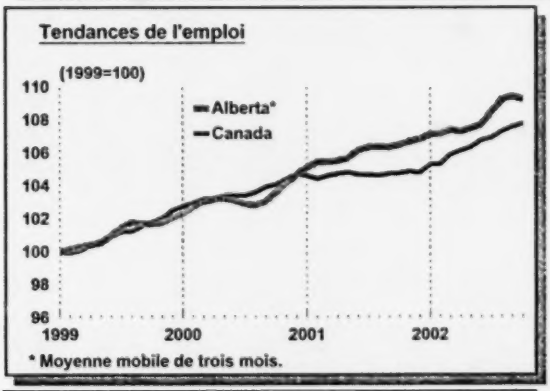
La croissance de l'emploi garde un bon rythme en Alberta

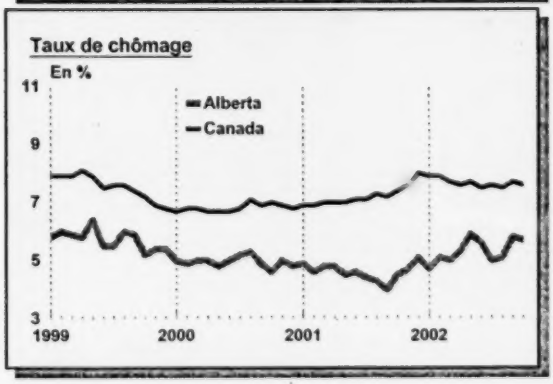
- Depuis le début de l'année, plus de 39 000 emplois ont été créés en Alberta. Les gains ont surtout été observés dans la région d'Edmonton, tandis que l'emploi est resté stable à Calgary. Les nouveaux emplois sont répartis assez également entre les diverses industries, les deux tiers environ des principaux groupes industriels connaissant une vive croissance de l'emploi depuis le début de l'année. Par contre, des pertes importantes, représentant plus de 34 000 emplois, ont été observées dans deux grandes branches de l'économie albertaine, soit les ressources naturelles et le commerce.

- Après avoir fortement progressé au cours de l'été, la croissance de l'emploi s'est affaiblie ces derniers mois en Alberta. Les données d'octobre montrent de nouveaux reculs de l'emploi dans les services professionnels et scientifiques, le commerce, les services d'enseignement et les autres services. Plus volatile, l'industrie des services publics fait état de pertes d'emplois importantes depuis quelque temps.

Le taux de chômage s'accroît en raison du plus grand nombre de personnes à la recherche d'un emploi

- Depuis le début de l'année, le taux de chômage a gagné 0,6 point de pourcentage, étant donné que la population active a augmenté davantage que l'emploi. Néanmoins, à 5,7 % en octobre, le taux de chômage est l'un des plus faibles au pays.





Nombre d'emplois selon l'industrie

(En milliers)	Niveau Oct. 2002	Variation depuis le mois dernier (2)	Variation depuis déc. 2001	Variation en % depuis (1) le mois dernier	Variation en % depuis déc. 2001
Ensemble des industries	**1683.2**	**-2.7**	**39.1**	**-1.9**	**2.9**
Secteur des biens	**462.8**	**-0.6**	**11.0**	**-1.5**	**2.9**
Agriculture	63.6	0.8	6.6	17.8	14.1
Ressources naturelles (3)	90.6	-0.1	-19.1	-1.4	-20.5
Services publics	16.6	-1.1	1.6	-50.1	12.9
Construction	143.8	-0.2	12.5	-1.7	11.5
Fabrication	148.2	0.0	9.4	-0.3	8.2
Secteur des services	**1220.4**	**-2.1**	**28.2**	**-2.1**	**2.8**
Commerce	245.8	-1.1	-15.1	-5.3	-6.9
Transport/entreposage	102.0	0.7	2.3	9.1	2.8
FASI (4)	87.4	-0.9	7.7	-10.9	11.7
Services professionnels/scientifiques	118.0	-3.2	-2.0	-26.8	-2.0
Gestion d'entreprises/services administratifs	61.0	1.6	8.8	39.5	20.6
Services d'enseignement	103.2	-1.1	-1.8	-11.7	-2.1
Soins de santé/assistance sociale	163.3	0.6	8.5	4.6	6.6
Information/culture/loisirs	71.8	1.8	10.0	36.3	19.7
Hébergement/services de restauration	120.3	0.5	8.7	4.8	9.4
Autres services	78.2	-2.2	-4.4	-27.8	-6.4
Administrations publiques	69.6	1.3	5.8	26.7	11.0

1) Les taux sont calculés sur une année afin de faciliter la comparaison entre les périodes.
2) Les variations mensuelles sont calculées selon la méthode des moyennes mobiles de trois mois.
3) Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz.
4) Finance, assurances, services immobiliers et services de location.

Source : Statistique Canada

Activité économique et prix

Les expéditions des fabricants renouent avec la croissance

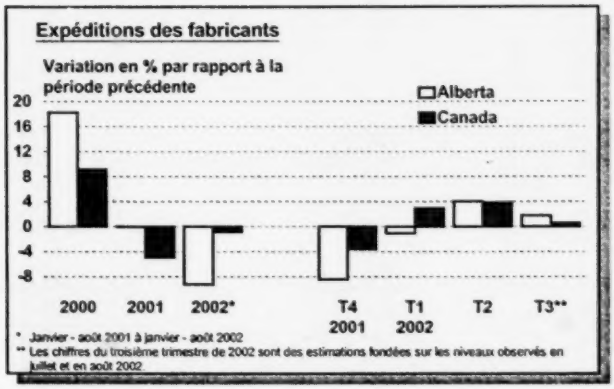
- Depuis quelque temps, les expéditions se redressent quelque peu même si, pour les huit premiers mois de l'année, elles sont inférieures de 9,2 % aux niveaux élevés enregistrés durant la même période l'an dernier. Les expéditions ont fléchi dans la plupart des secteurs avec, en tête, les industries des ordinateurs et des produits électroniques, des produits du pétrole et du charbon et des produits chimiques.

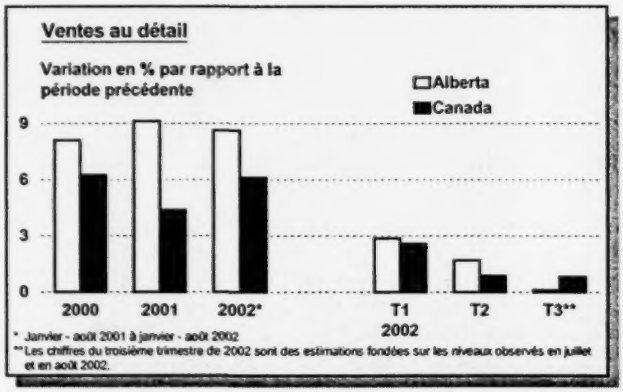
Les dépenses de consommation restent vigoureuses

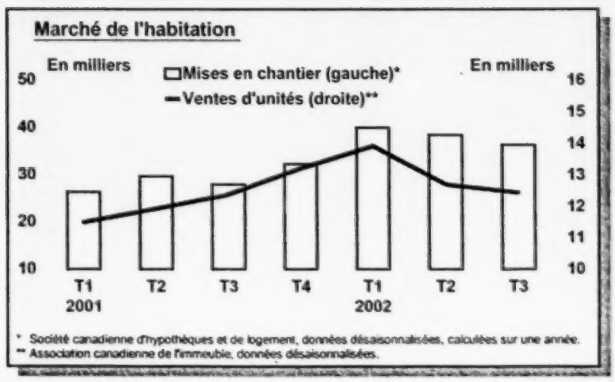
- Les importants gains d'emplois et la hausse des revenus ont continué à soutenir les dépenses de consommation en Alberta en 2002. Pour les huit premiers mois de l'année, le commerce de détail a augmenté de 8,6 % par rapport à la même période l'an dernier. Il s'agit de la meilleure performance au Canada.

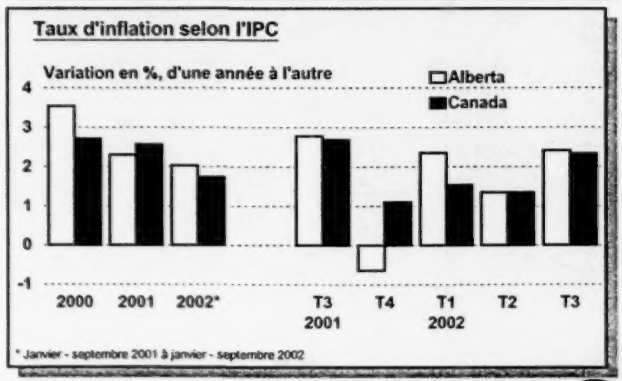
- Malgré le ralentissement noté durant les trois derniers trimestres, l'industrie du logement est restée forte cette année. Elle profite non seulement des faibles taux d'intérêt, mais aussi de la vive croissance de la population.

- En glissement annuel, le rythme de l'inflation s'est atténué pour se situer à 2,0 % pour les neuf premiers mois de 2002, étant donné que la baisse des prix de l'énergie et du logement a plus que compensé l'augmentation des prix du transport et de l'alcool. Cependant, les données relatives à l'IPC de septembre montrent des pressions inflationnistes à mesure que s'estompent les effets de la baisse des prix de l'énergie et du logement.









Marché du travail

Le redressement de l'emploi est très marqué

- En Saskatchewan, la croissance de l'emploi est vigoureuse depuis le début de l'année, ce qui a permis à la province de récupérer presque toutes les pertes d'emplois qui ont suivi le sommet atteint en mai 2000. Environ 23 400 emplois ont été créés durant les dix premiers mois de l'année, dont à peu près un tiers sont des emplois à temps plein. Néanmoins, le niveau actuel de l'emploi dans la province n'est supérieur que de 1 % environ au niveau d'il y a trois ans.

- Dans l'industrie de l'agriculture, l'emploi s'est vivement ressaisi en 2002, même si les niveaux actuels sont encore inférieurs d'environ 20 % aux sommets enregistrés en 2000. Les gains notables dans les services d'enseignement et le commerce comptent pour beaucoup dans cette remontée.

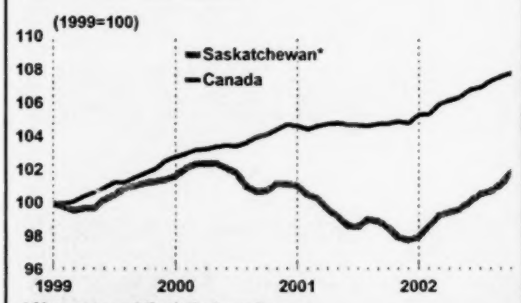
- Bien que les taux de croissance reviendront probablement, à un moment donné, à des niveaux auxquels on est plus habitué, les récentes données montrent que l'emploi a maintenu sa vitesse de croisière dans neuf des 16 grands groupes industriels.

Ce qui contribue à garder le taux de chômage sous la barre des 6 %

- Durant la première partie de l'année, les gains d'emplois ont été assez importants pour annuler la croissance de la population active et faire fléchir le taux de chômage, celui-ci passant de 6,2 % en décembre 2001 à 5,3 % en juin. Cependant, une certaine faiblesse est toujours présente dans le secteur de la fabrication.

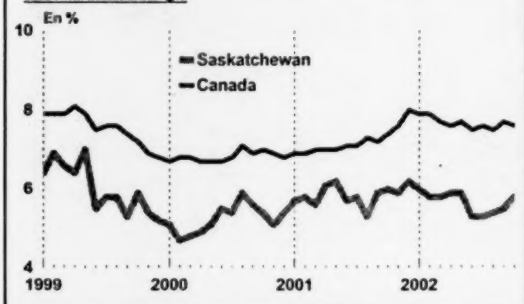
- Depuis quelque temps, toutefois, la croissance de la population active a été plus forte que celle de l'emploi, ce qui a fait monter le taux de chômage, celui-ci passant à 5,8 % en octobre.

Tendances de l'emploi



* Moyenne mobile de trois mois.

Taux de chômage



Nombre d'emplois selon l'industrie

(En milliers)	Niveau Oct. 2002	Variation depuis le mois dernier (2)	Variation depuis déc. 2001	Variation en % depuis (1) le mois dernier	Variation en % depuis déc. 2001
Ensemble des industries	**489.6**	**3.4**	**23.4**	**8.8**	**6.1**
Secteur des biens	**129.8**	**1.8**	**7.7**	**18.9**	**7.6**
Agriculture	54.0	1.0	7.7	26.9	20.3
Ressources naturelles (3)	15.5	0.3	-0.1	26.7	-0.8
Services publics	5.6	0.6	2.0	378.5	69.9
Construction	26.4	0.4	-0.2	20.4	-0.9
Fabrication	28.3	-0.5	-1.6	-17.1	-6.4
Secteur des services	**359.8**	**1.6**	**15.7**	**5.4**	**5.5**
Commerce	78.4	0.0	4.8	0.0	7.9
Transport/entreposage	24.5	0.2	-0.5	10.4	-2.4
FASI (4)	27.3	-0.7	0.3	-26.8	1.3
Services professionnels/scientifiques	18.1	0.3	0.2	22.6	1.3
Gestion d'entreprises/services administratifs	12.3	0.7	0.3	105.2	3.0
Services d'enseignement	40.2	2.0	5.1	90.3	17.7
Soins de santé/assistance sociale	56.4	-0.9	1.9	-17.5	4.2
Information/culture/loisirs	19.6	0.0	2.9	2.0	21.2
Hébergement/services de restauration	33.5	0.4	0.9	17.4	3.3
Autres services	23.3	-0.3	1.8	-12.6	10.1
Administrations publiques	26.4	-0.1	-1.9	-4.5	-8.0

1) Les taux sont calculés sur une année afin de faciliter la comparaison entre les périodes.
2) Les variations mensuelles sont calculées selon la méthode des moyennes mobiles de trois mois.
3) Forestene, pêche, mines, pétrole et gaz.
4) Finance, assurances, services immobiliers et services de location.

Source : Statistique Canada

Activité économique et prix

L'activité industrielle ne réussit pas à maintenir son rythme

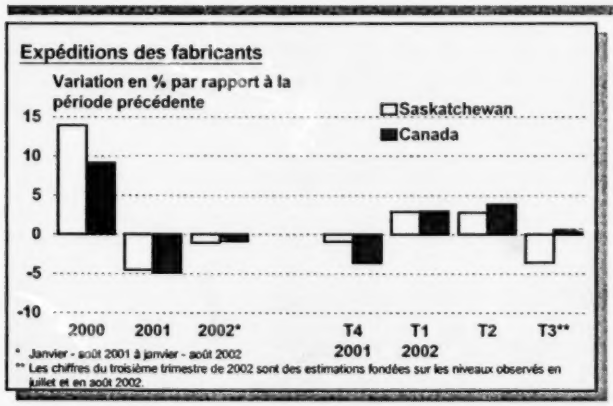
- Après avoir atteint un sommet en novembre 2000, les expéditions des fabricants ont fléchi tout au long de 2001, puis elles se sont redressées en partie en 2002. Cette nouvelle vigueur ne s'est pas prolongée jusqu'en juillet et août, où les expéditions sont tombées 3,6 % sous les niveaux du deuxième trimestre. Depuis le début de 2002, les expéditions de produits chimiques et de machines ont subi les plus fortes baisses, lesquelles ont été atténuées par la hausse des expéditions de produits alimentaires.

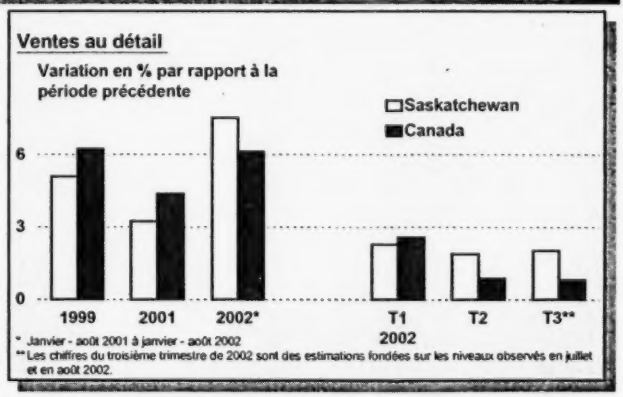
Les dépenses de consommation se ravivent en 2002 et l'inflation reste élevée

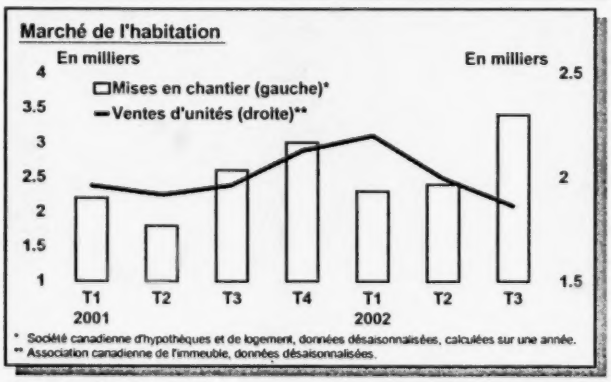
- Pour les huit premiers mois de 2002, les ventes au détail se sont accrues de 7,5 % comparativement à la même période en 2001, grâce aux importantes ventes de l'industrie de l'automobile, ainsi que celles des pharmacies et des magasins de meubles et de vêtements.

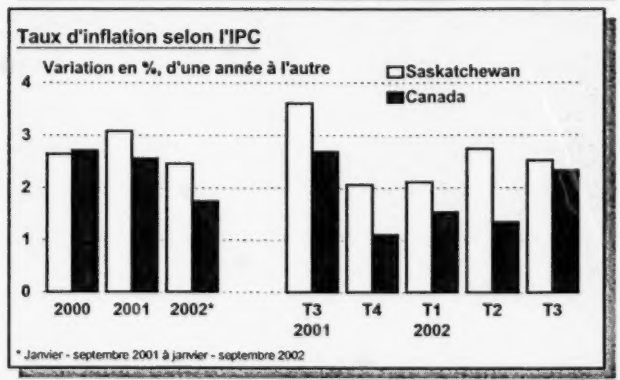
- Les mises en chantier n'ont cessé de progresser en 2002, ce qui témoigne du renforcement du marché du travail. Toutefois, les reventes de logements se sont affaiblies aux deuxième et troisième trimestres, après avoir atteint leurs plus hauts niveaux en plus de cinq ans.

- Après avoir connu la plus forte inflation au Canada en 2001, avec un taux de 3,1 %, la Saskatchewan a vu son taux d'inflation passer à 2,5 % pour les neuf premiers mois de 2002, à la faveur de la diminution des prix de l'énergie et des pressions sur les coûts des logements. Cependant, on peut s'attendre à ce que des pressions inflationnistes se manifestent à mesure que s'estompe l'effet de la déflation de l'énergie.









Marché du travail

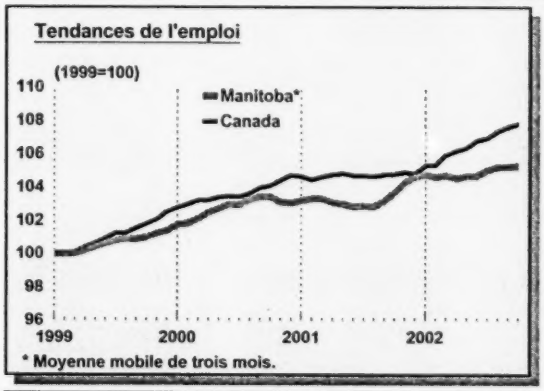
La croissance de l'emploi reste faible

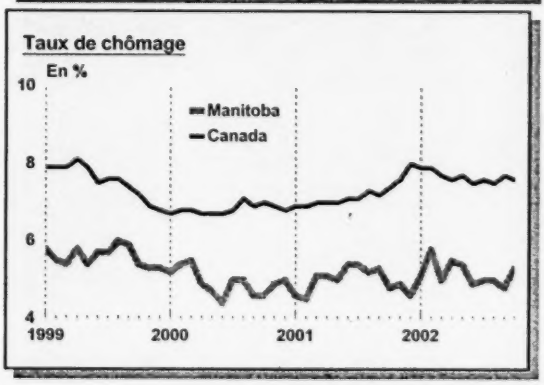
- Pour les dix premiers mois de l'année, 3 500 nouveaux emplois, tous des emplois à temps partiel, ont été recensés au Manitoba. Les gains ont été concentrés dans les industries des services d'enseignement, des soins de santé et d'autres services, alors que les plus graves pertes ont été enregistrées par les industries de la construction et du commerce.

- Après une légère accélération au troisième trimestre, la croissance de l'emploi s'est de nouveau modérée en octobre, les deux tiers environ des principaux groupes industriels ayant emprunté une trajectoire descendante. Néanmoins, les soins de santé, les services de gestion d'entreprises, l'hébergement et la restauration ont gardé une certaine vigueur.

Le taux de chômage reste bien inférieur à la moyenne canadienne

- Au Manitoba, le taux de chômage s'est élevé à 5,3 % en octobre après avoir oscillé entre 4,8 % et 5,8 % depuis le début de l'année. À son niveau actuel, le taux de chômage est le plus faible au pays, soit 2,3 points de pourcentage sous la moyenne nationale. Toutefois, selon les récentes données sur le marché de l'emploi, il y aurait intensification de la croissance de la population active. À moins d'une remontée de l'emploi, cette tendance pourrait se traduire par des hausses du taux de chômage.





Nombre d'emplois selon l'industrie

(En milliers)	Niveau Oct. 2002	Variation depuis le mois dernier (2)	Variation depuis déc. 2001	Variation en % depuis (1) le mois dernier	Variation en % depuis déc. 2001
Ensemble des industries	**569.0**	**0.2**	**3.5**	**0.4**	**0.7**
Secteur des biens	**137.1**	**-0.8**	**-6.5**	**-0.8**	**-5.4**
Agriculture	32.2	0.1	1.8	3.8	7.1
Ressources naturelles (3)	5.9	-0.3	-1.3	-41.5	-21.3
Services publics	6.1	-0.1	0.2	-21.6	4.1
Construction	24.0	-0.3	-6.0	-14.9	-23.5
Fabrication	69.0	-0.1	-1.1	-2.4	-1.9
Secteur des services	**431.9**	**1.0**	**10.0**	**2.6**	**2.9**
Commerce	85.0	-0.6	-3.8	-8.5	-5.1
Transport/entreposage	34.7	-0.2	-0.2	-7.6	-0.7
FASI (4)	28.6	-0.3	1.8	-12.9	8.1
Services professionnels/scientifiques	24.2	-0.3	0.8	-14.0	4.1
Gestion d'entreprises/services administratifs	19.7	0.9	2.1	73.1	14.5
Services d'enseignement	42.3	0.2	2.7	4.7	8.2
Soins de santé/assistance sociale	75.7	1.4	5.4	25.3	9.3
Information/culture/loisirs	23.2	-0.9	-1.8	-37.0	-8.6
Hébergement/services de restauration	36.4	0.8	-1.6	33.3	-5.0
Autres services	27.4	0.4	4.9	21.9	26.7
Administrations publiques	34.6	-0.3	-0.4	-9.8	-1.4

1) Les taux sont calculés sur une année afin de faciliter la comparaison entre les périodes.
2) Les variations mensuelles sont calculées selon la méthode des moyennes mobiles de trois mois.
3) Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz.
4) Finance, assurances, services immobiliers et services de location.

Source : Statistique Canada

Activité économique et prix

Les expéditions des fabricants restent relativement stables

- Au Manitoba, les expéditions des fabricants ont été moins gravement touchées par le ralentissement économique de 2001 qu'elles ne l'ont été en moyenne au Canada. Par conséquent, le redressement des expéditions pour le premier semestre de 2002 semble beaucoup plus faible au Manitoba qu'il ne l'est en moyenne au Canada.

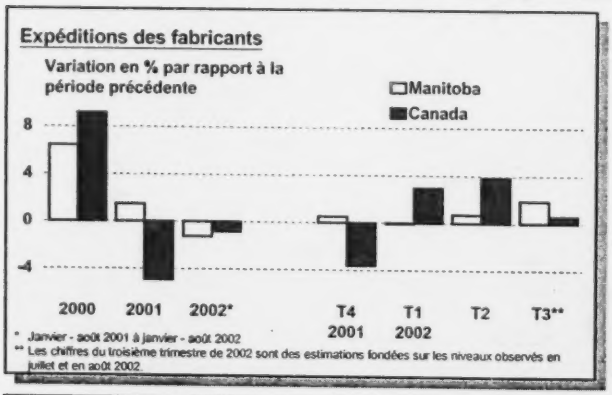
- Néanmoins, la tendance des expéditions totales pour les huit premiers mois de 2002 est semblable à la moyenne nationale, c'est-à-dire qu'elle est inférieure de 1,3 % à ce qu'elle était pour la même période l'an dernier. Les expéditions des industries de produits chimiques, du transport et de l'impression sont celles qui ont le plus reculé, alors que les expéditions d'aliments, de machines et de vêtements ont beaucoup augmenté.

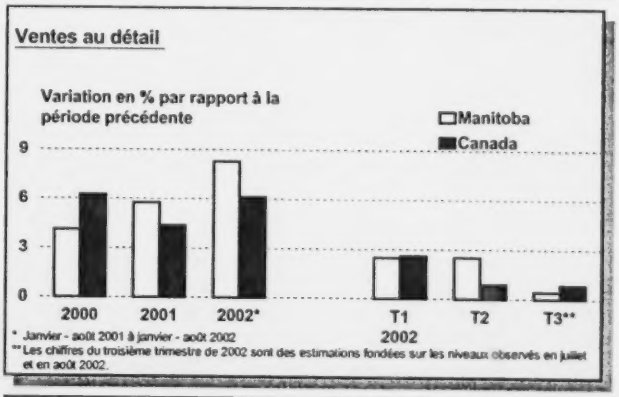
Les dépenses de consommation restent vigoureuses

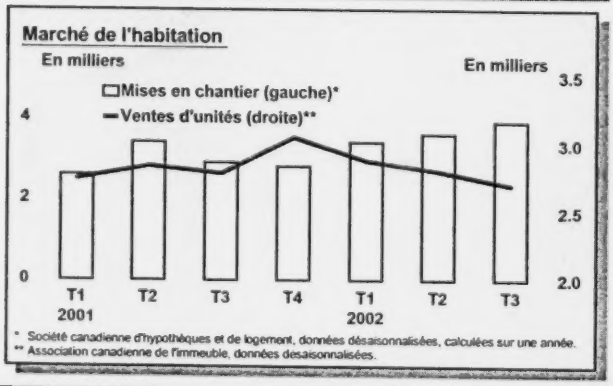
- Par rapport à l'an dernier, les ventes au détail se sont accrues de 8,3 % au cours des huit premiers mois de 2002. Comparativement au premier semestre de 2001, les ventes des pharmacies, des magasins de meubles et des concessionnaires d'automobiles ont grimpé cette année.

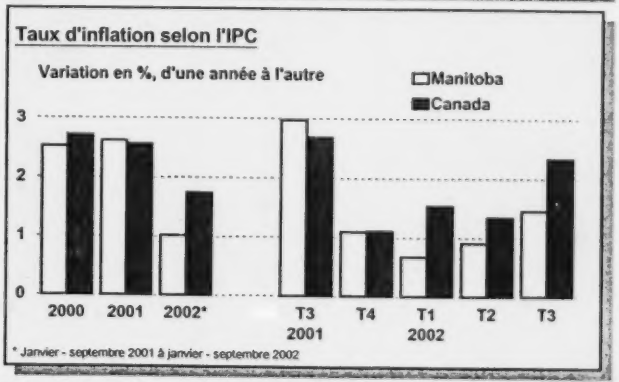
- Les mises en chantier ont vivement progressé durant les trois premiers trimestres de 2002 et ont atteint leur niveau le plus élevé depuis la fin de 1994. Toutefois, les reventes de logements se sont atténuées, après avoir atteint un sommet inégalé depuis cinq ans à la fin de 2001.

- L'inflation, mesurée d'une année à l'autre, pour les neuf premiers mois de 2002 s'est établie à 1,0 %, soit de loin le taux le plus faible au Canada. Il s'agit aussi d'une nette baisse par rapport à 2,6 %, taux enregistré en 2001. Les pressions haussières sur les prix, qui ont été constatées dans les données de l'IPC de septembre pour les autres régions du Canada, ne se sont pas produites au Manitoba puisque les prix de l'énergie sont restés inférieurs de plus de 5 % aux niveaux observés en septembre 2001. Cependant, on ne s'attend pas à ce que cela se prolonge, car la déflation de l'énergie devrait bientôt arriver à terme.









Marché du travail

La croissance de l'emploi augmente sa cadence

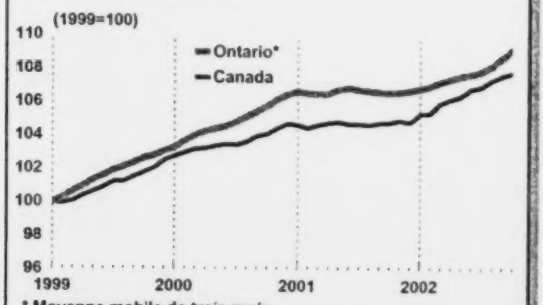
- La croissance de l'emploi s'est faite plus importante durant la deuxième partie de l'année, ce qui a porté à 170 000 le nombre de nouveaux emplois depuis le début de 2002. Près de la moitié de ces gains sont le fait du secteur de la fabrication, bien que les industries de l'hébergement et de la restauration, des services d'enseignement et du transport y aient joué un rôle notable. L'Ontario est à l'origine d'environ 60 % de tous les emplois à temps plein créés au Canada cette année.

- Dix des 16 principaux groupes industriels ont contribué à l'atteinte de ces bons résultats. Ce sont surtout les industries de l'information, de la culture et des loisirs ainsi que du commerce qui ont affiché de faibles résultats.

L'augmentation de la population active fait monter le taux de chômage

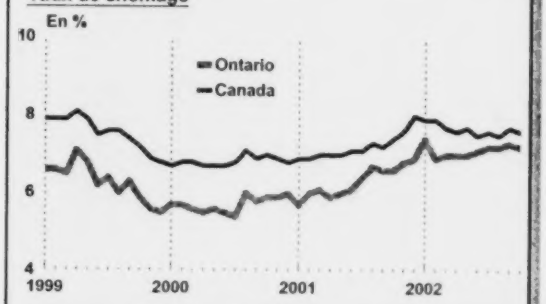
- Bien qu'importants, les gains au chapitre de l'emploi en Ontario n'ont pas réussi à annuler la hausse sensible de la population active dans la province. Par conséquent, le taux de chômage s'est maintenu à un niveau relativement élevé tout au long de l'année. Il s'est établi à 7,2 % en octobre.

Tendances de l'emploi



* Moyenne mobile de trois mois.

Taux de chômage



Nombre d'emplois selon l'industrie

(En milliers)	Niveau Oct. 2002	Variation depuis le mois dernier (2)	Variation depuis déc. 2001	Variation en % depuis (1) le mois dernier	Variation en % depuis (1) déc. 2001
Ensemble des industries	**6139.5**	**32.1**	**169.4**	**6.5**	**3.4**
Secteur des biens	**1665.9**	**8.5**	**94.3**	**6.3**	**7.2**
Agriculture	84.4	2.8	7.5	52.7	11.8
Ressources naturelles (3)	34.5	0.3	-3.8	11.0	-11.8
Services publics	46.8	-1.9	-1.9	-36.2	-4.7
Construction	361.6	4.4	11.2	16.1	3.8
Fabrication	1138.8	3.0	81.4	3.2	9.3
Secteur des services	**4473.5**	**23.6**	**75.0**	**6.6**	**2.0**
Commerce	911.6	-2.5	-16.6	-3.2	-2.1
Transport/entreposage	292.1	-0.1	20.6	-0.3	9.2
FASI (4)	400.8	1.4	13.7	4.1	4.3
Services professionnels/scientifiques	441.9	4.9	4.9	14.6	1.3
Gestion d'entreprises/services administratifs	271.7	8.4	13.0	49.0	6.1
Services d'enseignement	382.8	3.8	27.8	12.8	9.5
Soins de santé/assistance sociale	568.7	0.8	12.9	1.8	2.8
Information/culture/loisirs	281.2	-2.7	-9.2	-10.8	-3.8
Hébergement/services de restauration	385.6	10.2	28.3	39.5	9.6
Autres services	248.1	-0.2	-13.6	-0.8	-6.2
Administrations publiques	289.1	-0.3	-6.7	-1.2	-2.7

1) Les taux sont calculés sur une année afin de faciliter la comparaison entre les périodes.
2) Les variations mensuelles sont calculées selon la méthode des moyennes mobiles de trois mois.
3) Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz.
4) Finance, assurances, services immobiliers et services de location.

Source : Statistique Canada

Activité économique et prix

Les expéditions des fabricants se redressent fortement

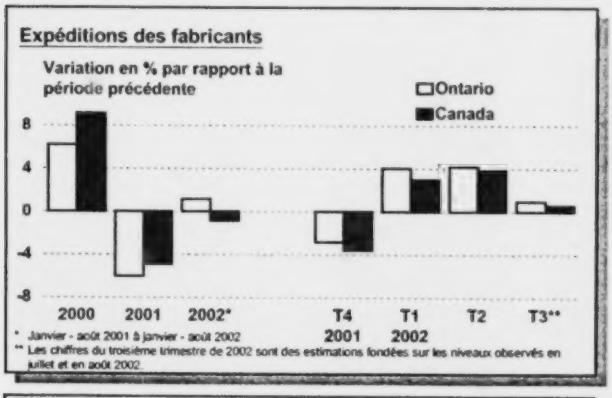
- Après avoir été durement frappées par le ralentissement économique de 2001, les expéditions des fabricants de l'Ontario se sont fortement ressaisies au premier semestre de l'année. Dans l'ensemble, les expéditions pour les huit premiers mois de l'année sont supérieures de 1,1 % à celles enregistrées pour la même période l'an dernier. Les expéditions des industries de produits de cuir, de produits du bois et de première transformation des métaux sont celles qui ont connu la plus forte hausse par rapport à 2001, alors que celles des industries des ordinateurs et des produits électriques et électroniques ont subi les plus graves reculs.

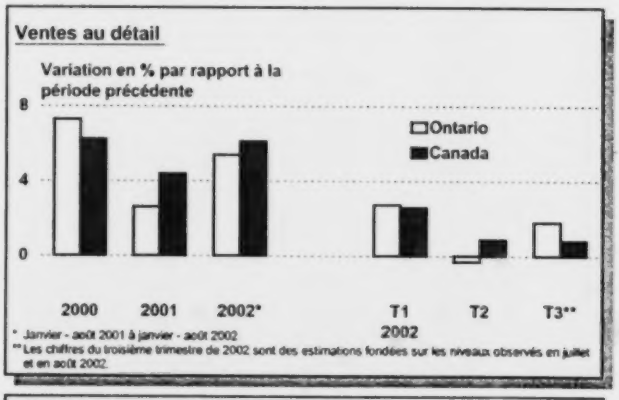
L'activité reste vigoureuse dans le commerce de détail et le secteur du logement

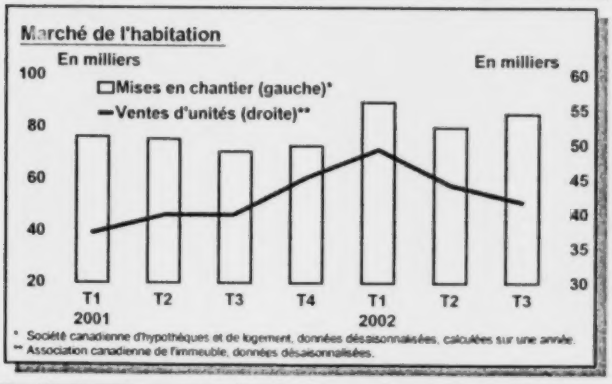
- En Ontario, les ventes au détail se sont légèrement repliées au deuxième trimestre de l'année, puis elles se sont redressées, ce qui a permis à la province de réduire son écart de croissance avec la moyenne nationale. Durant les huit premiers mois de 2002, les ventes ont augmenté de 5,4 % par rapport à l'an dernier, soit plus du double du taux de croissance enregistré en 2001.

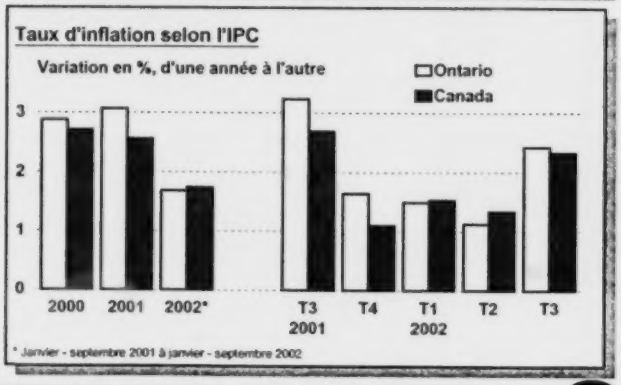
- Le marché du logement a conservé sa vigueur durant les trois premiers trimestres de 2002. Depuis le début de l'année, les mises en chantier ont atteint des niveaux record, puisqu'elles sont supérieures de près de 15 % à ce qu'elles étaient pendant la même période en 2001. Bien que suivant une trajectoire descendante, les reventes de logements enregistrées aux trois premiers trimestres étaient supérieures d'environ 16 % à ce qu'elles étaient durant la même période l'an dernier.

- Mesurée d'une année à l'autre, l'inflation s'est établie à 1,7 % pour les neuf premiers mois de 2002, comparativement à 3,1 % en 2001. Cependant, selon les plus récentes données de l'IPC, l'inflation prendrait de l'ampleur à mesure que s'estompe l'effet de la déflation de l'énergie. En septembre, l'inflation selon l'IPC se serait fixée à 2,8 %.









Marché du travail

La croissance de l'emploi fait une pause après un début d'année vigoureux

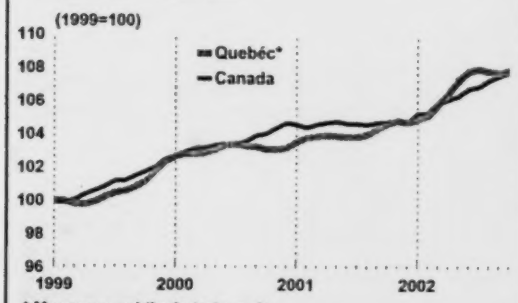
- Depuis le début de l'année, près de 128 000 emplois ont été créés au Québec, dont les trois quarts sont des emplois à temps partiel. Les gains les plus importants ont été recensés dans la construction, les services professionnels, le commerce, les services d'enseignement et les soins de santé. Pour leur part, les industries de la finance ainsi que de l'information, de la culture et des loisirs accusent les plus graves reculs.

- Le Québec est intervenu pour environ 40 % de tous les emplois créés au Canada durant le premier semestre de 2002. Depuis ce temps, toutefois, la croissance de l'emploi dans la province est presque nulle. Cette pause s'explique par le fait que la réduction des effectifs des industries de la fabrication, des ressources naturelles, de l'information, de la culture et des loisirs ainsi que de la finance a été beaucoup plus importante que le nombre de nouveaux emplois dans les soins de santé et les autres services.

Le taux de chômage diminue pour se situer à un demi-point seulement au-dessus de la moyenne nationale

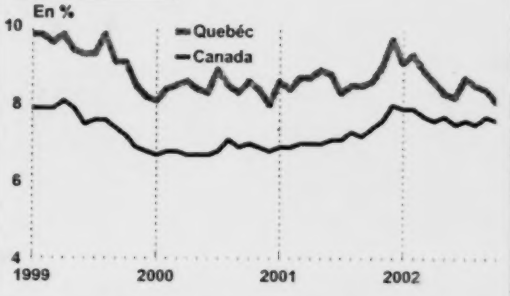
- La création d'emplois, presque deux fois plus importante que la hausse de la population active depuis le début de l'année, a fait fléchir le taux de chômage, celui-ci passant de 9,7 % en décembre 2001 à 8,1 % en octobre 2002. Le taux n'est donc supérieur que de 0,5 point de pourcentage à la moyenne nationale, soit une performance inégalée depuis au moins 1976.

Tendances de l'emploi



* Moyenne mobile de trois mois.

Taux de chômage



Nombre d'emplois selon l'industrie

(En milliers)	Niveau Oct. 2002	Variation depuis le mois dernier (2)	Variation depuis déc. 2001	Variation en % depuis (1) le mois dernier	Variation en % depuis déc. 2001
Ensemble des industries	3614.3	4.9	127.9	1.6	4.4
Secteur des biens	949.3	-0.2	50.3	-0.3	6.8
Agriculture	64.1	0.7	2.8	15.3	5.5
Ressources naturelles (3)	38.3	-2.7	0.8	-52.4	2.6
Services publics	31.6	0.8	3.4	35.0	14.6
Construction	169.6	3.8	28.9	31.9	25.1
Fabrication	645.7	-2.8	14.3	-5.1	2.7
Secteur des services	2665.0	5.1	77.6	2.3	3.6
Commerce	603.6	8.0	24.1	17.7	5.0
Transport/entreposage	151.6	-0.2	-5.5	-1.8	-4.2
FASI (4)	183.7	-2.5	-15.8	-14.6	-9.4
Services professionnels/scientifiques	222.8	-1.0	26.9	-5.4	16.7
Gestion d'entreprises/services administratifs	119.9	-2.3	8.6	-20.0	9.3
Services d'enseignement	238.0	-1.4	22.1	-6.7	12.4
Soins de santé/assistance sociale	412.7	0.6	19.0	1.8	5.8
Information/culture/loisirs	149.2	-4.9	-11.5	-31.2	-8.5
Hébergement/services de restauration	205.9	2.5	4.4	16.1	2.6
Autres services	172.3	6.1	10.9	57.2	8.2
Administrations publiques	205.2	0.2	-5.5	1.0	-3.1

1) Les taux sont calculés sur une année afin de faciliter la comparaison entre les périodes.
2) Les variations mensuelles sont calculées selon la méthode des moyennes mobiles de trois mois.
3) Forestene, pêche, mines, pétrole et gaz.
4) Finance, assurances, services immobiliers et services de location.

Source : Statistique Canada

Activité économique et prix

Les expéditions des fabricants remontent lentement

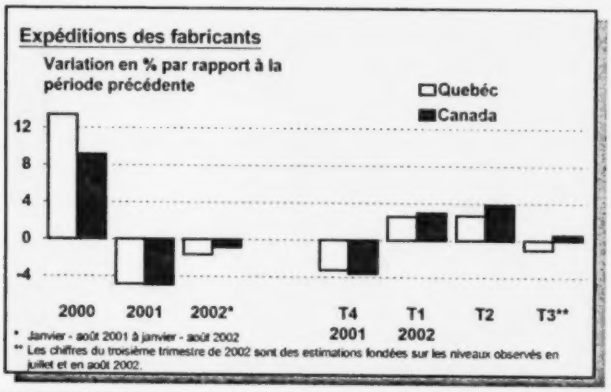
- Après un bond de 13,4 % en 2000 et une baisse de 4,8 % en 2001, les expéditions des fabricants avaient entrepris une légère remontée en 2002, s'étant accrues de 4,3 % de décembre 2001 à août 2002. Les expéditions d'ordinateurs, de produits électroniques, de produits de cuir et de produits imprimés sont celles qui ont le plus reculé par rapport à 2001, tandis que les expéditions de produits électriques et de meubles ont augmenté.

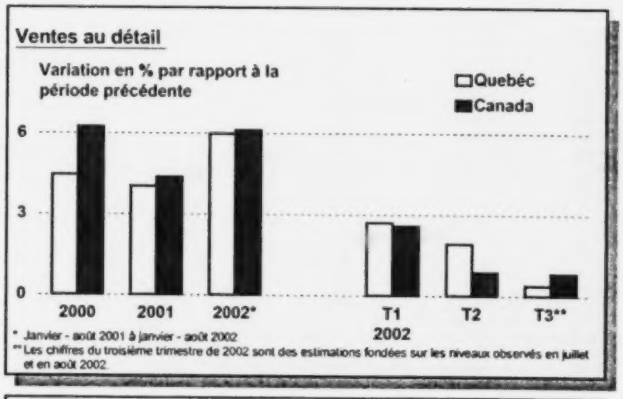
Dans les secteurs du commerce de détail et du logement, l'activité reste vigoureuse

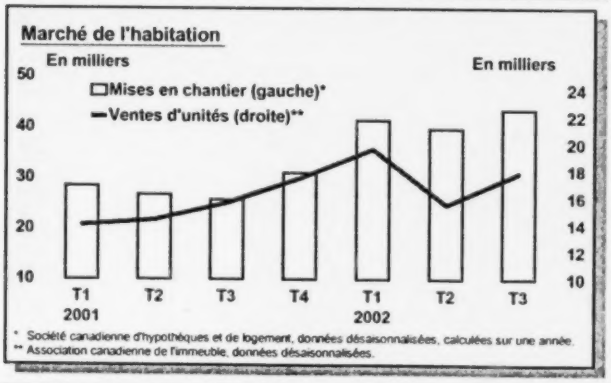
- Les ventes au détail, qui avaient commencé énergiquement l'année 2002, ont ralenti durant les deux premiers mois du troisième trimestre. Pour les huit premiers mois de l'année, les ventes ont affiché une hausse de 6,0 % par rapport à l'an dernier. Ces résultats sont semblables à la moyenne nationale.

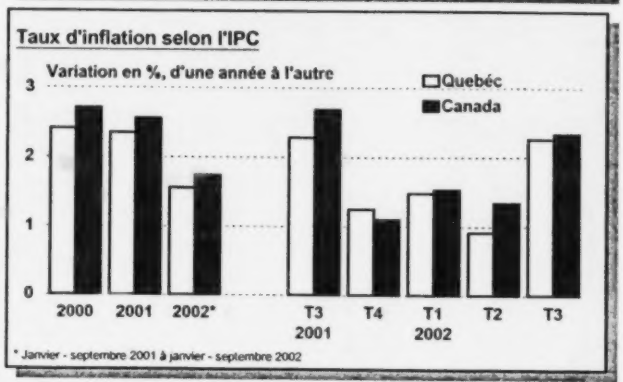
- Le marché du logement est en plein essor depuis le début de l'année. Au troisième trimestre, les mises en chantier ont atteint un sommet inégalé depuis le premier trimestre de 1992, alors que les reventes de logements pour les trois premiers trimestres de l'année sont supérieures de 20 % à celles observées pour la même période de 2001.

- L'inflation selon l'IPC s'est établie à 1,5 % pour les neuf premiers mois de 2002, soit légèrement sous la moyenne nationale, par opposition à 2,4 % en 2001. Toutefois, comme dans la plupart des régions du pays, la déflation de l'énergie a perdu de l'ampleur, ce qui a fait remonter le taux d'inflation en septembre, celui-ci se rapprochant de celui de 2001.









Marché du travail

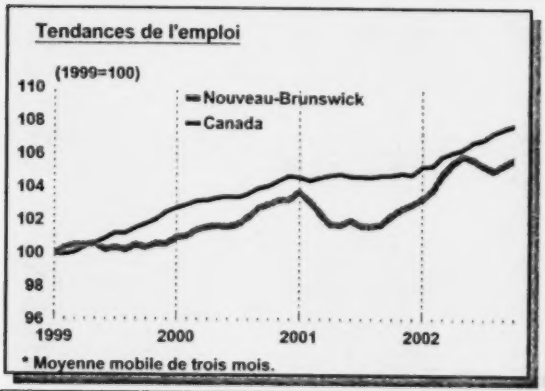
La croissance de l'emploi reprend après avoir légèrement reculé

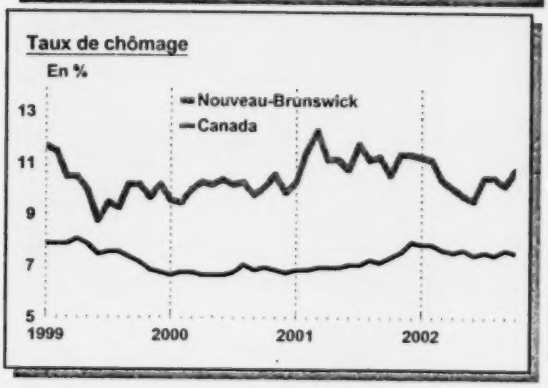
- Au Nouveau-Brunswick, l'emploi s'est amélioré de 3,5 % (taux annuel) durant les dix premiers mois de l'année, ce qui constitue de loin la meilleure performance des provinces atlantiques. Près de 10 000 emplois ont été créés durant cette période, et les gains les plus forts ont été observés dans les soins de santé, les services de gestion d'entreprises et les services professionnels.

- Après les très bons résultats récoltés au début de l'année, la situation de l'emploi au Nouveau-Brunswick s'est gravement détériorée durant l'été, des pertes substantielles étant notées dans les industries de l'hébergement et de la restauration, de la fabrication et du transport. Dernièrement, toutefois, la bonne performance affichée par le commerce, les services de gestion d'entreprises et les services professionnels a contribué à ramener le taux annuel de croissance de l'emploi aux alentours des 4 %. Par contre, les récentes données montrent à nouveau des signes de faiblesse dans le secteur de la fabrication, qui a été incapable de maintenir les gains importants enregistrés au début de l'année.

La croissance de la population active exerce une pression sur le taux de chômage

- Après avoir atteint un creux inégalé depuis trois ans (9,6 %) en juin, le taux de chômage s'est à nouveau redressé pour s'établir à 10,8 % en octobre. Cette récente hausse est entièrement attribuable à l'arrivée massive de nouveaux membres de la population active, laquelle correspond à plus de trois fois le nombre de nouveaux emplois. En octobre, le taux de chômage de la province a dépassé la moyenne nationale de 3,2 points de pourcentage. Cet écart est semblable à celui observé au cours des cinq dernières années.





Nombre d'emplois selon l'industrie

(En milliers)	Niveau Oct. 2002	Variation depuis le mois dernier (2)	Variation depuis déc. 2001	Variation en % depuis (1) le mois dernier	Variation en % depuis déc. 2001
Ensemble des industries	**346.9**	**1.1**	**9.9**	**4.0**	**3.5**
Secteur des biens	**78.6**	**-0.4**	**-1.7**	**-6.4**	**-2.5**
Agriculture	5.4	0.3	0.9	92.2	24.5
Ressources naturelles (3)	10.8	-0.1	-2.8	-10.4	-24.2
Services publics	4.8	0.2	-0.1	85.1	-2.4
Construction	20.0	0.2	1.1	15.3	7.0
Fabrication	37.6	-1.0	-0.8	-27.2	-2.5
Secteur des services	**268.3**	**1.6**	**11.6**	**7.3**	**5.4**
Commerce	54.3	0.8	0.8	18.8	1.8
Transport/entreposage	18.8	-0.3	-1.2	-17.0	-7.2
FASI (4)	15.0	-0.5	0.9	-32.4	7.7
Services professionnels/scientifiques	14.9	0.7	2.5	81.6	24.7
Gestion d'entreprises/services administratifs	21.9	0.5	4.0	33.2	27.4
Services d'enseignement	21.4	0.1	-1.7	3.8	-8.8
Soins de santé/assistance sociale	44.4	0.3	4.6	9.6	14.0
Information/culture/loisirs	12.3	-0.2	0.0	-14.9	0.0
Hébergement/services de restauration	25.4	0.2	0.3	8.3	1.4
Autres services	18.6	0.2	2.1	11.2	15.5
Administrations publiques	21.2	-0.2	-0.7	-8.8	-3.8

1) Les taux sont calculés sur une année afin de faciliter la comparaison entre les périodes.
2) Les variations mensuelles sont calculées selon la méthode des moyennes mobiles de trois mois.
3) Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz.
4) Finance, assurances, services immobiliers et services de location.

Source : Statistique Canada

Activité économique et prix

Les expéditions des fabricants se redressent après avoir chuté à la fin de 2001

- Après avoir reculé de plus de 10 % au quatrième trimestre de 2001, les expéditions des fabricants du Nouveau-Brunswick ont gagné plus de 15 %, ce qui les a ramenées à des niveaux correspondant davantage aux tendances à long terme. Cette reprise a été alimentée par des hausses importantes des expéditions d'aliments et de produits du bois.

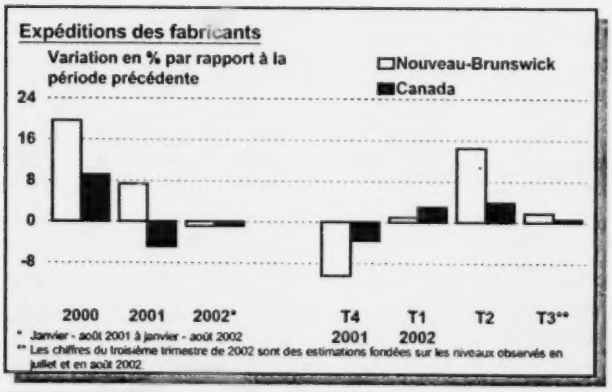
- Toutefois, le total des expéditions pour les huit premiers mois de 2002 demeure inférieur de 0,9 % au niveau correspondant de 2001.

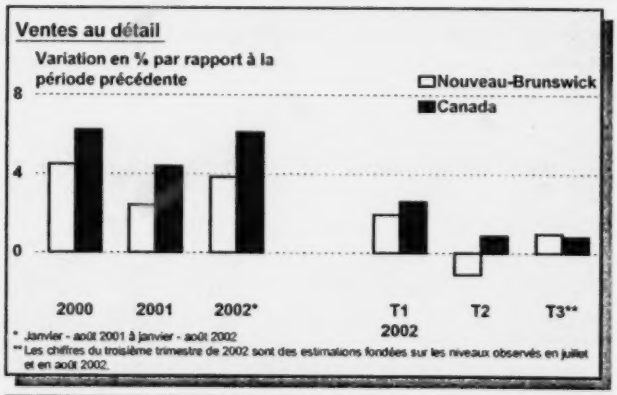
Les dépenses de consommation sont inférieures aux tendances nationales à cause de l'accélération de l'inflation

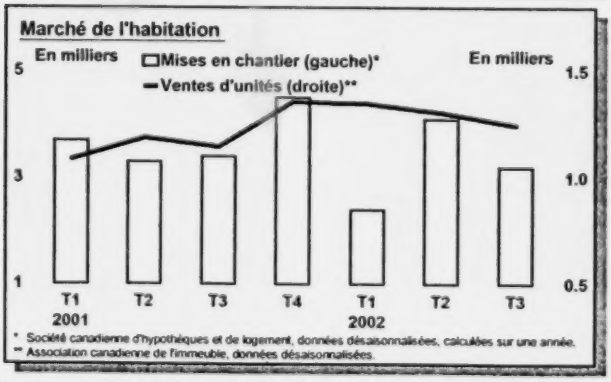
- Pour les huit premiers mois de l'année, les ventes au détail se sont accrues de 3,8 % par rapport à l'an dernier. Elles sont donc inférieures d'environ deux points de pourcentage à la moyenne nationale pour la quatrième année de suite.

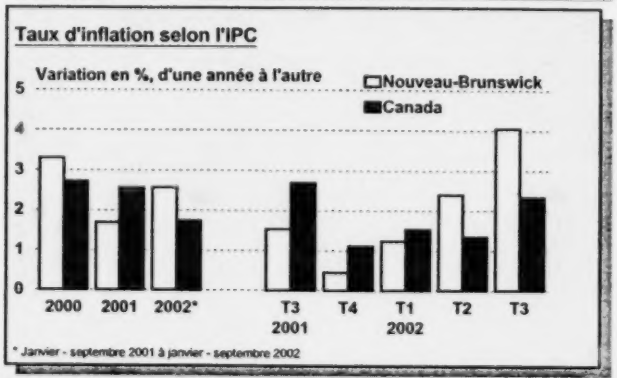
- Dans le secteur du logement, l'activité s'est atténuée en 2002, la moyenne des mises en chantier ayant diminué d'environ 7 % durant les trois premiers trimestres de l'année par rapport aux niveaux élevés enregistrés l'an dernier. Les reventes de logements, qui ont été importantes et stables durant les trois premiers trimestres de 2002, sont supérieures d'environ 14 % à ce qu'elles étaient durant la même période en 2001.

- Pour les neuf premiers mois de 2002, l'inflation s'est établie à 2,6 %, soit beaucoup plus que le taux d'inflation de 2001, qui était de 1,7 %. Cette hausse est largement attribuable au renchérissement de l'alcool, des aliments et du transport. On constate d'autres pressions inflationnistes dans les récentes données de l'IPC, lesquelles montrent une inflation de 4,1 % en septembre en raison de l'augmentation des prix de l'énergie.









Marché du travail

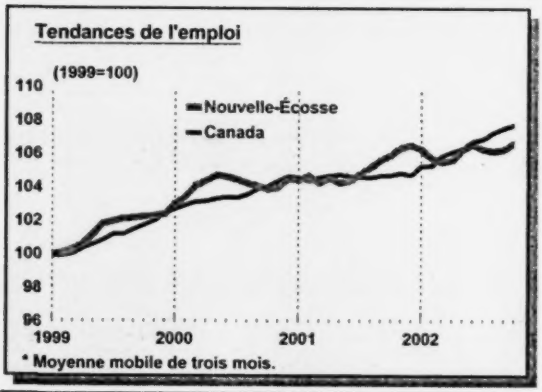
La croissance de l'emploi reste faible

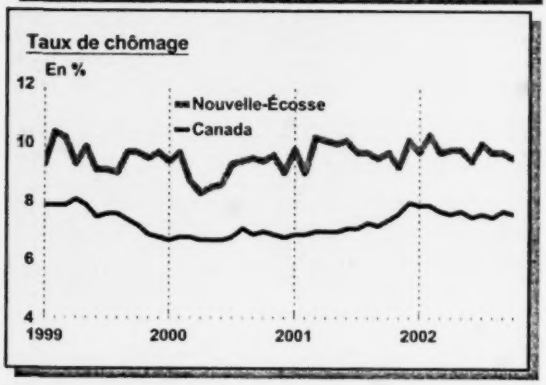
- La croissance de l'emploi en Nouvelle-Écosse est quasi-inexistante depuis le début de l'année puisqu'on n'y dénombre que 1 000 emplois créés en dix mois. Tous les nouveaux emplois sont des emplois à temps partiel, la province ayant perdu presque 5 000 emplois à temps plein depuis le début de l'année. La hausse de l'emploi dans les services de gestion d'entreprises, les industries de la fabrication et les autres services a été annulée par les diminutions notées dans l'hébergement et la restauration, et le transport.

- Les plus récentes données montrent une certaine amélioration de la situation du marché du travail, comme en témoigne la hausse importante des effectifs des administrations publiques, du commerce et des autres services. Par contre, un recul a été observé dans les industries de la fabrication, de l'information, de la culture et des loisirs, et d'autres pertes ont été recensées dans les soins de santé.

Le taux de chômage diminue un peu

- Dans la foulée de la récente augmentation du nombre d'emplois, le taux de chômage en Nouvelle-Écosse a quelque peu diminué ces derniers mois pour s'établir à 9,5 % en octobre. À cette date, le taux de chômage était légèrement inférieur au taux moyen de la province pour 2001, soit 9,8 %, et 1,9 point de pourcentage au-dessus de la moyenne nationale.





Nombre d'emplois selon l'industrie

(En milliers)	Niveau Oct. 2002	Variation depuis le mois dernier (2)	Variation depuis déc. 2001	Variation en % depuis (1) le mois dernier	Variation en % depuis déc. 2001
Ensemble des industries	**428.5**	**1.7**	**1.0**	**4.8**	**0.3**
Secteur des biens	**94.3**	**-0.2**	**-1.4**	**-2.5**	**-1.8**
Agriculture	7.7	0.3	0.5	59.0	8.4
Ressources naturelles (3)	12.8	-0.2	-0.7	-13.7	-6.2
Services publics	3.3	0.1	1.2	31.8	72.0
Construction	25.0	0.2	-1.0	9.9	-4.6
Fabrication	45.6	-0.5	1.5	-12.6	4.1
Secteur des services	**334.2**	**1.9**	**-0.5**	**7.0**	**-0.2**
Commerce	76.3	0.6	-0.6	9.4	-0.9
Transport/entreposage	19.4	-0.1	-2.2	-4.1	-12.1
FASI (4)	22.4	0.3	1.4	19.7	8.1
Services professionnels/scientifiques	18.4	0.1	1.4	4.5	10.0
Gestion d'entreprises/services administratifs	21.9	0.1	2.5	7.7	15.7
Services d'enseignement	32.4	0.2	-0.9	7.7	-3.2
Soins de santé/assistance sociale	51.4	-0.5	-1.1	-10.2	-2.5
Information/culture/loisirs	17.3	-0.5	0.7	-28.4	5.1
Hébergement/services de restauration	29.5	0.0	-3.4	1.3	-12.3
Autres services	20.8	0.6	1.7	39.9	10.8
Administrations publiques	24.2	0.9	0.0	60.0	0.0

1) Les taux sont calculés sur une année afin de faciliter la comparaison entre les périodes.
2) Les variations mensuelles sont calculées selon la méthode des moyennes mobiles de trois mois.
3) Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz.
4) Finance, assurances, services immobiliers et services de location.

Source : Statistique Canada

Activité économique et prix

L'activité industrielle reprend de la vigueur

- Durant la dernière partie de 2002, les expéditions des fabricants se sont raffermies et ont même atteint des niveaux particulièrement élevés en août. Des gains importants ont été réalisés dans les expéditions de biens non durables, surtout le papier, les aliments, les boissons et le tabac.

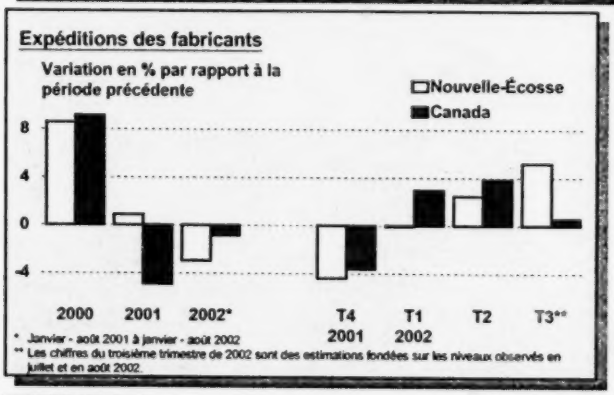
- Le total des expéditions pour les huit premiers mois de 2002 était inférieur de 2,9 % au total observé pour la même période de 2001, mais aussi élevé que celui des huit premiers mois de 2000.

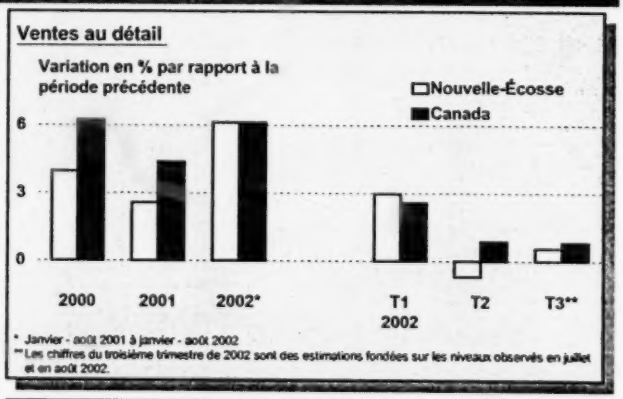
Les dépenses de consommation fléchissent dans la foulée d'une accélération de l'inflation

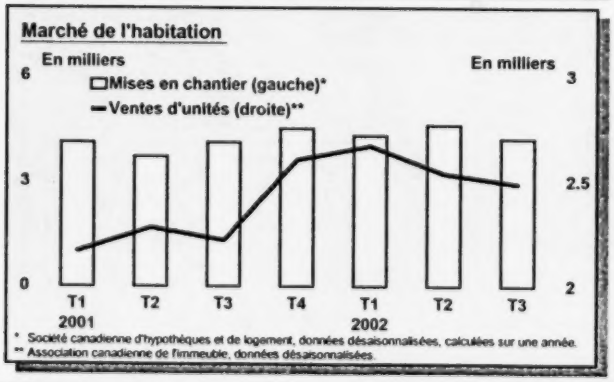
- Les ventes au détail dans la province ont été vigoureuses durant les huit premiers mois de 2002, ayant enregistré une hausse de 6,1 % comparativement à 2001. Toutefois, la nette modération de la croissance des ventes après le premier trimestre de cette année témoigne d'une certaine faiblesse.

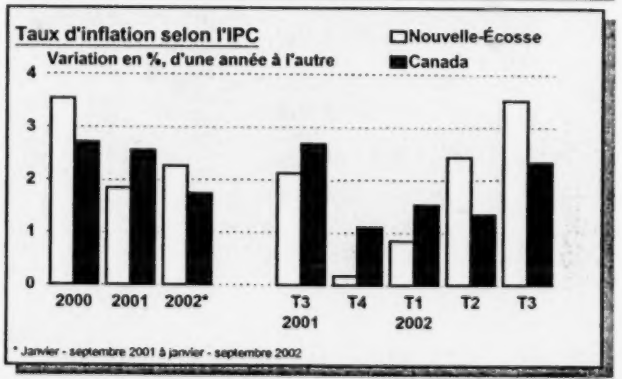
- Au cours des trois premiers trimestres de l'année, les mises en chantier ont progressé de 10 % par rapport à la même période l'an dernier, et les reventes de logements ont augmenté de 15 %.

- Pour les trois premiers trimestres, l'inflation a grimpé, passant de 0,8 % au premier trimestre à 3,5 % au troisième. Dans l'ensemble, pour les trois premiers trimestres de 2002, l'inflation, mesurée d'une année à l'autre, s'est fixée à 2,3 % en Nouvelle-Écosse, par opposition à 1,7 % au Canada. À court terme, les récentes données de l'IPC laissent supposer une nouvelle accélération de l'inflation en raison de l'augmentation constante des prix de l'énergie.









Marché du travail

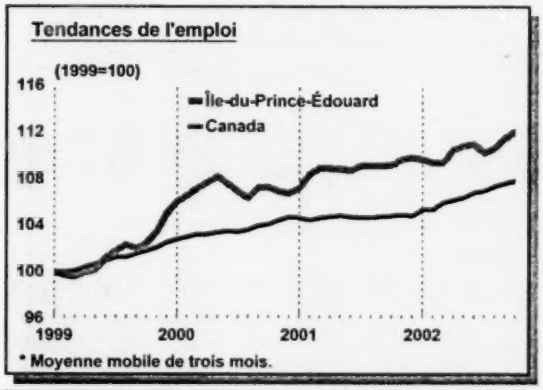
La croissance de l'emploi s'intensifie

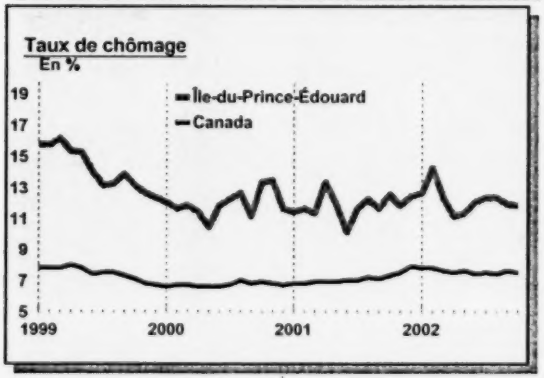
- Depuis le début de l'année, environ 1 300 emplois ont été créés à l'Île-du-Prince-Édouard, dont la presque totalité sont des emplois à temps partiel. Les gains les plus importants ont été recensés dans les industries des services de gestion d'entreprises et de la fabrication, tandis que les pertes les plus marquées ont été subies par les industries de l'hébergement et de la restauration ainsi que de la construction et de l'agriculture.

- Selon les plus récentes données, la croissance de l'emploi reprendrait de la vigueur, une remontée semblant se dessiner dans l'industrie de la construction et des nouveaux emplois étant recensés dans les services de gestion d'entreprises et les administrations publiques.

Le taux de chômage revient donc près des 12 %

- Après avoir atteint un sommet de 14,3 % en février 2002, en raison d'une poussée de croissance de la population active, le taux de chômage est revenu à 11,9 % en octobre. Ce résultat est supérieur de 4,3 points à la moyenne nationale, mais semblable aux résultats des deux dernières années.





Nombre d'emplois selon l'industrie

(En milliers)	Niveau Oct. 2002	Variation depuis le mois dernier (2)	Variation depuis déc. 2001	Variation en % depuis (1) le mois dernier	Variation en % depuis déc. 2001
Ensemble des industries	**67.6**	**0.4**	**1.3**	**6.7**	**2.4**
Secteur des biens	**18.0**	**0.3**	**-0.5**	**22.1**	**-3.2**
Agriculture	3.8	-0.1	-0.7	-18.1	-18.4
Ressources naturelles (3)	2.8	0.1	0.0	56.4	0.0
Services publics	0.4	0.0	0.2	0.0	129.7
Construction	4.6	0.2	-0.8	59.5	-17.5
Fabrication	6.5	0.1	0.8	27.3	17.1
Secteur des services	**49.5**	**0.1**	**1.7**	**-0.6**	**4.3**
Commerce	9.5	-0.1	-0.2	-8.0	-2.5
Transport/entreposage	2.3	-0.1	0.2	-29.4	11.5
FASI (4)	2.2	0.0	0.0	20.4	0.0
Services professionnels/scientifiques	2.8	-0.1	0.1	-23.9	4.5
Gestion d'entreprises/services administratifs	3.2	0.2	1.2	180.5	75.8
Services d'enseignement	4.5	0.0	0.0	0.0	0.0
Soins de santé/assistance sociale	7.8	0.0	0.5	0.0	8.3
Information/culture/loisirs	2.9	0.0	0.2	15.1	9.0
Hébergement/services de restauration	4.9	-0.1	-0.8	-26.3	-16.6
Autres services	3.2	-0.1	0.3	-30.6	12.5
Administrations publiques	6.3	0.2	0.3	48.5	6.0

1) Les taux sont calculés sur une année afin de faciliter la comparaison entre les périodes.
2) Les variations mensuelles sont calculées selon la méthode des moyennes mobiles de trois mois.
3) Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz.
4) Finance, assurances, services immobiliers et services de location.

Source : Statistique Canada

Activité économique et prix

L'activité industrielle se redresse

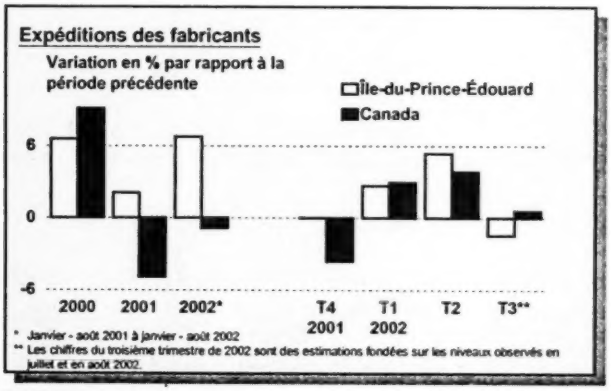
- Pour les huit premiers mois de l'année, les expéditions des fabricants ont progressé de 6,8 % comparativement à la même période l'an dernier. Ces résultats, qui se comparent à ceux obtenus en 2000, sont passablement élevés par rapport à la moyenne nationale. L'augmentation des expéditions de produits alimentaires représente une très grande partie du redressement.

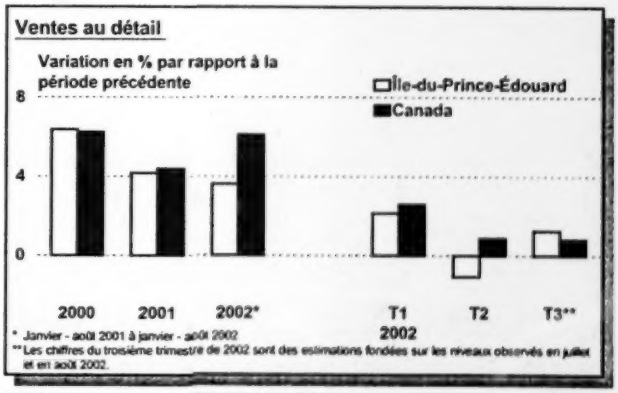
Les dépenses de consommation conservent leur vigueur et l'inflation progresse

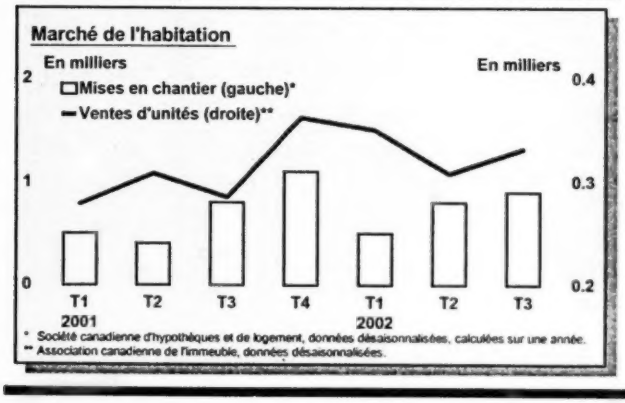
- La croissance du commerce de détail s'est à nouveau atténuée en 2002, s'établissant à 3,6 %, en glissement annuel, pour les huit premiers mois de l'année. Ainsi, l'écart avec la moyenne nationale s'élève à 2,3 points de pourcentage.

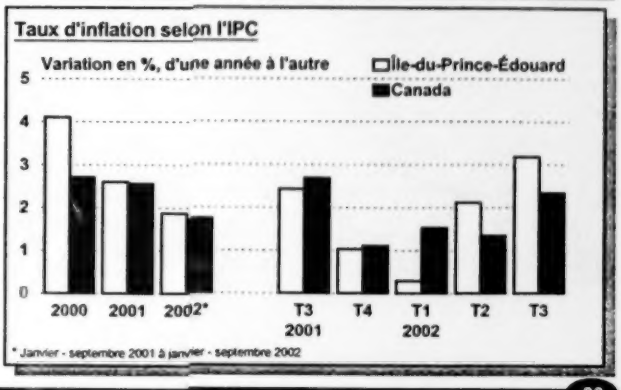
- Au cours des trois premiers trimestres de l'année, les mises en chantier ont progressé de 29 % par rapport à la même période l'an dernier, et les reventes de logements ont augmenté de 14 %.

- L'inflation mesurée par l'IPC s'est accentuée tout au long de l'année, le taux passant à 3,2 % au troisième trimestre par rapport à 0,3 % au premier trimestre en raison de la hausse des prix de l'énergie. À court terme, il est possible que le taux d'inflation continue d'augmenter puisque le renchérissement de l'énergie est susceptible de se poursuivre au cours des prochains mois.









Marché du travail

La conjoncture de l'emploi se détériore malgré un bon début

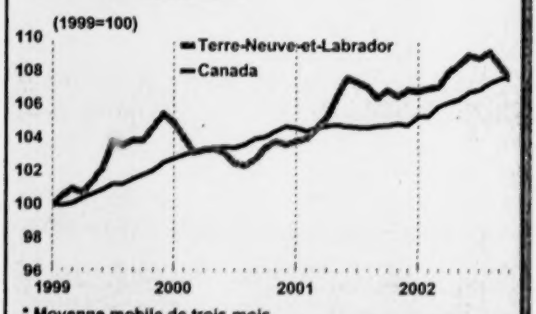
- La province a perdu presque 3 000 emplois à temps plein durant les dix premiers mois de l'année. Les pertes sont surtout attribuables aux industries du commerce, de la fabrication ainsi que de l'information, de la culture et des loisirs. Par contre, les soins de santé, l'agriculture et les services professionnels ont joué un rôle positif.

- Selon les plus récentes données, le recul de l'emploi s'est aggravé en octobre, dix des 16 principaux groupes industriels ayant déclaré des pertes d'emplois. Le secteur de la fabrication affiche les plus faibles résultats. Par contre, le secteur public a joué un rôle positif en augmentant considérablement ses effectifs dans les services d'enseignement, les soins de santé et les administrations publiques.

Le taux de chômage augmente

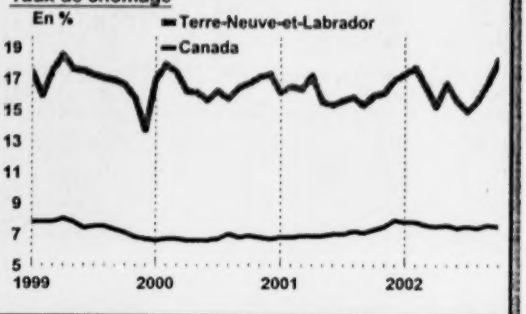
- La récente détérioration de la conjoncture de l'emploi a fait grimper le taux chômage de la province, celui-ci passant d'un creux de 15,0 % en juillet à 18,3 % en octobre. Ce taux, le plus élevé enregistré depuis avril 1999, est supérieur de 2,2 points de pourcentage au niveau moyen de 2001.

Tendances de l'emploi



* Moyenne mobile de trois mois.

Taux de chômage



Nombre d'emplois selon l'industrie

(En milliers)	Niveau Oct. 2002	Variation depuis le mois dernier (2)	Variation depuis déc. 2001	Variation en % depuis (1) le mois dernier	Variation en % depuis déc. 2001
Ensemble des industries	**211.3**	**-1.8**	**-2.9**	**-9.4**	**-1.6**
Secteur des biens	**54.8**	**-1.5**	**-0.3**	**-32.5**	**-0.8**
Agriculture	2.0	0.3	1.5	642.3	427.8
Ressources naturelles (3)	14.5	-0.1	0.5	-7.8	4.3
Services publics	2.5	-0.2	0.1	-53.0	5.0
Construction	9.5	-0.2	-0.8	-20.7	-9.2
Fabrication	15.3	-1.3	-1.6	-59.2	-11.3
Secteur des services	**167.5**	**-0.2**	**-2.8**	**-1.7**	**-1.8**
Commerce	38.0	-0.2	-5.6	-6.2	-15.2
Transport/entreposage	11.4	0.4	-0.6	53.5	-6.0
FASI (4)	6.8	-0.4	-0.9	-48.4	-13.9
Services professionnels/scientifiques	8.3	-0.5	1.4	-46.8	24.8
Gestion d'entreprises/services administratifs	8.4	-0.3	0.9	-29.4	14.6
Services d'enseignement	18.0	0.5	-0.4	43.7	-2.6
Soins de santé/assistance sociale	31.6	0.6	2.3	26.4	9.5
Information/culture/loisirs	5.4	-0.7	-1.5	-70.5	-25.5
Hébergement/services de restauration	12.7	-0.2	0.6	-20.7	6.0
Autres services	10.7	0.1	0.9	16.0	11.1
Administrations publiques	16.0	0.3	0.1	22.9	0.8

1) Les taux sont calculés sur une année afin de faciliter la comparaison entre les périodes.
2) Les variations mensuelles sont calculées selon la méthode des moyennes mobiles de trois mois.
3) Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz.
4) Finance, assurances, services immobiliers et services de location.

Source : Statistique Canada

Activité économique et prix

L'activité industrielle ralentit sa cadence

- Bien qu'elles soient très volatiles, les expéditions des fabricants semblent avoir emprunté une trajectoire décroissante depuis le début de l'année, perdant 3,8 % durant les deux premiers mois du troisième trimestre. Des baisses ont été observées dans les biens durables et non durables, et les métaux de première fabrication ont enregistré le plus grave recul.

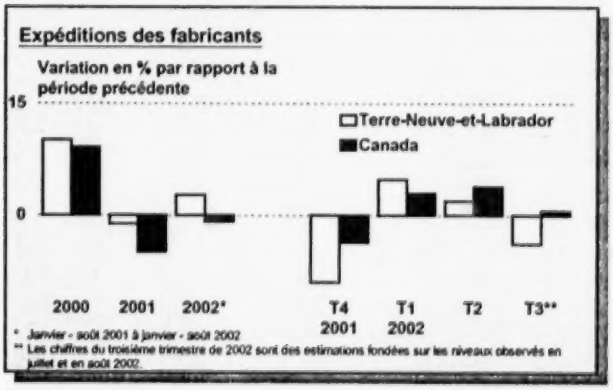
- Toutefois, de janvier à août, les expéditions étaient en hausse de 2,7 % par rapport à la même période l'an dernier.

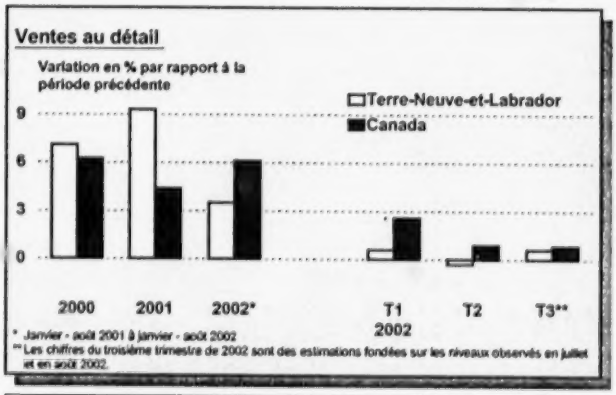
Les dépenses de consommation ralentissent

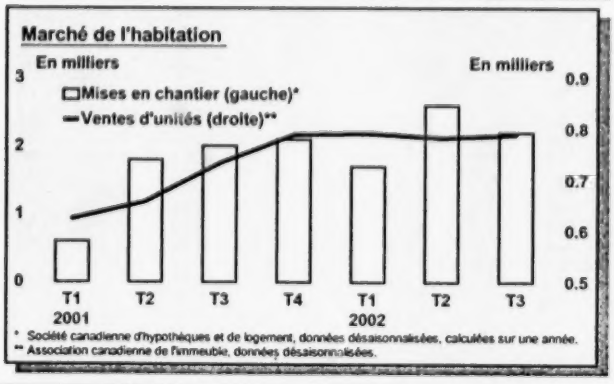
- Pour les huit premiers mois de 2002, les ventes au détail se sont accrues de 3,5 % par rapport à la même période l'an dernier. Il s'agit d'une nette décélération comparativement au taux de croissance enregistré en 2001, soit 9,3 %.

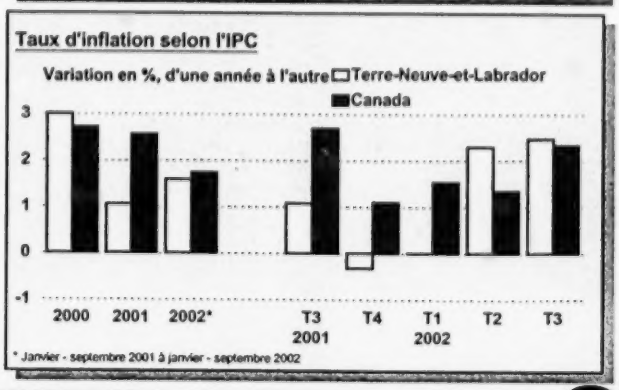
- Les mises en chantier et les reventes de logements sont restées près des niveaux record tout au long des trois premiers trimestres de 2002. En glissement annuel, les mises en chantier ont augmenté de 48 % durant ces mêmes trois trimestres, et les reventes de logements ont augmenté de 17 %.

- Le rythme de l'inflation s'est accéléré tout au long des trois premiers trimestres. Fait à noter, après une inflation presque nulle au premier trimestre, celle-ci s'est établie à 2,5 % au troisième trimestre. Les récentes progressions de l'inflation sont attribuables surtout à la hausse des prix de l'énergie et du logement.









Le Nunavut mène dans la croissance de l'emploi, et les dépenses de consommation restent vigoureuses dans tous les territoires

- Pour les huit premiers mois de l'année, le niveau moyen de l'emploi au Nunavut a augmenté de 5,7 % par rapport à la même période en 2001, soit le taux le plus élevé des territoires. La vive croissance de l'emploi dans les industries de services a plus que compensé la baisse subie dans le secteur des biens.

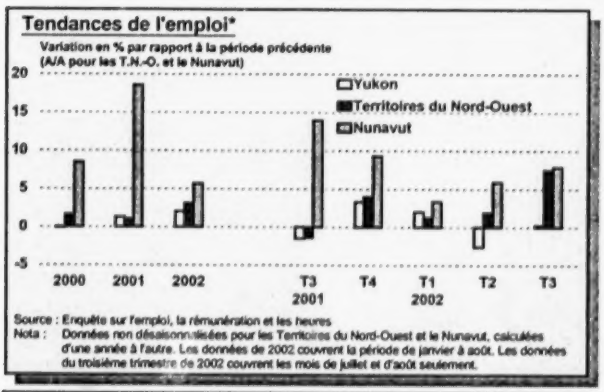
- Dans les Territoires du Nord-Ouest, l'emploi a conservé sa vigueur en 2002, puisque les administrations publiques, les soins de santé et l'assistance sociale ainsi que le transport ont poursuivi leur expansion.

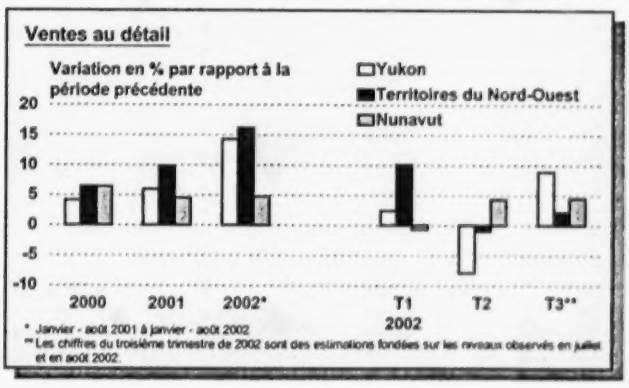
- Au Yukon, la croissance de l'emploi est restée faible en 2002, perdant de la vigueur surtout au deuxième trimestre. Les plus graves reculs ont été observés dans les administrations publiques.

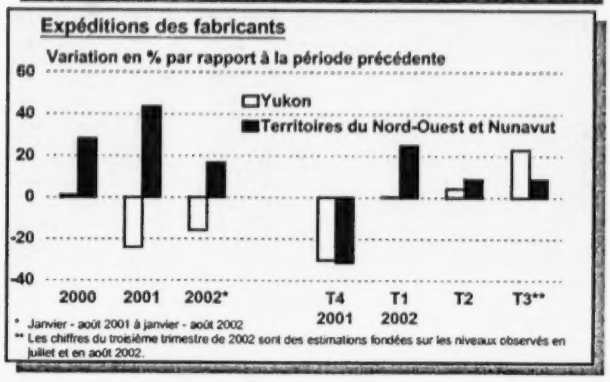
- Durant les huit premiers mois de l'année, les ventes au détail sont montées en flèche, gagnant plus de 15 % par rapport à la même période l'an dernier, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest. Bien que plus faibles que dans les autres territoires depuis le début de l'année, les ventes au détail au Nunavut se sont raffermies aux deuxième et troisième trimestres.

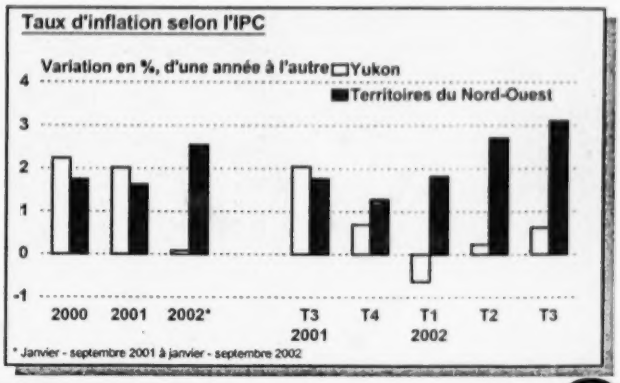
- Les expéditions des fabricants ont diminué d'environ 16 % au Yukon depuis le début de l'année, comparativement à la même période en 2001. Par contre, les expéditions se sont accrues de près de 17 % dans les Territoires du Nord-Ouest (y compris le Nunavut) au cours de la même période.

- Le taux d'inflation selon l'IPC a de nouveau baissé au Yukon, alors qu'il s'est établi au-dessus de la moyenne nationale aux deuxième et troisième trimestres dans les Territoires du Nord-Ouest.









ANNEXE STATISTIQUE

Principales données provinciales

	2000	2001	2001-T3	2002-T3	Oct. 2002
COLOMBIE-BRITANNIQUE					
Expéditions du sect. manuf. (M$) (2)	37,757.3	34,166.4	8,383.2	8,668.3	N/D
Variation en % (1) (2)	6.0	-9.5	-4.5	1.0	N/D
Commerce de détail (M$) (2)	35,820.6	37,979.1	9,518.3	9,998.7	N/D
Variation en % (2)	6.3	6.0	0.6	-0.9	N/D
Mises en chantier (en milliers)	14.4	17.2	16.4	23.8	N/D
Population active (en milliers)	2,099.7	2,103.5	2,099.6	2,171.1	2,180.1
Variation en %	1.0	0.2	-0.3	1.1	0.0
Nombre d'emplois (en milliers)	1,949.1	1,942.4	1,937.1	1,996.2	1,999.6
Variation en %	2.2	-0.3	-1.1	2.1	-0.1
Taux de chômage (%)	7.2	7.7	7.7	8.0	8.3
Taux d'activité (%)	64.9	64.1	63.9	65.2	65.3
Inflation mesurée par l'IPC	1.9	1.7	1.9	2.0	N/D
ALBERTA					N/D
Expéditions du sect. manuf. (M$) (2)	42,574.7	42,551.9	10,692.8	10,256.0	N/D
Variation en % (1) (2)	18.2	-0.1	-0.9	1.7	N/D
Commerce de détail (M$) (2)	31,712.2	34,602.0	8,657.2	9,359.1	N/D
Variation en % (2)	8.1	9.1	0.4	0.1	N/D
Mises en chantier (en milliers)	26.3	29.2	27.9	36.3	N/D
Population active (en milliers)	1,671.4	1,710.7	1,706.8	1,780.3	1,785.8
Variation en %	1.4	2.4	-0.2	1.5	0.4
Nombre d'emplois (en milliers)	1,588.2	1,632.1	1,634.5	1,685.8	1,683.2
Variation en %	2.2	2.8	0.2	1.8	0.4
Taux de chômage (%)	5.0	4.6	4.2	5.3	5.7
Taux d'activité (%)	72.2	72.3	71.9	73.4	73.3
Inflation mesurée par l'IPC	3.5	2.3	2.8	2.4	N/D
SASKATCHEWAN					
Expéditions du sect. manuf. (M$) (2)	7,489.7	7,150.3	1,746.9	1,765.5	N/D
Variation en % (1) (2)	13.9	-4.5	-2.3	-3.6	N/D
Commerce de détail (M$) (2)	8,131.7	8,394.7	2,089.0	2,285.7	N/D
Variation en % (2)	5.1	3.2	-0.1	2.0	N/D
Mises en chantier (en milliers)	2.5	2.4	2.6	3.4	N/D
Population active (en milliers)	511.7	501.5	500.6	510.3	519.8
Variation en %	0.1	-2.0	-0.1	0.7	0.8
Nombre d'emplois (en milliers)	485.0	472.4	472.3	482.7	489.6
Variation en %	1.0	-2.6	0.3	1.0	0.5
Taux de chômage (%)	5.2	5.8	5.7	5.4	5.8
Taux d'activité (%)	67.0	65.8	65.8	67.3	68.6
Inflation mesurée par l'IPC	2.6	3.1	3.6	2.5	N/D
MANITOBA					
Expéditions du sect. manuf. (M$) (2)	11,338.7	11,502.7	2,826.4	2,912.0	N/D
Variation en % (1) (2)	6.4	1.4	-2.8	1.9	N/D
Commerce de détail (M$) (2)	9,396.5	9,936.5	2,492.6	2,693.3	N/D
Variation en % (2)	4.1	5.7	0.7	0.4	N/D
Mises en chantier (en milliers)	2.6	3.0	2.9	3.9	N/D
Population active (en milliers)	583.2	587.1	587.2	597.2	600.9
Variation en %	1.5	0.7	0.5	0.2	0.6
Nombre d'emplois (en milliers)	554.4	557.9	556.0	567.6	569.0
Variation en %	2.2	0.6	0.3	0.5	0.1
Taux de chômage (%)	4.9	5.0	5.3	4.9	5.3
Taux d'activité (%)	67.9	68.1	68.0	69.1	69.5
Inflation mesurée par l'IPC	2.5	2.6	3.0	1.4	N/D

(1) Variation en % d'une période à l'autre, sauf pour l'inflation mesurée par l'IPC. Dans ce cas, il s'agit de variation d'une année à l'autre.
(2) Les chiffres du troisième trimestre de 2002 sont des estimations fondées sur les niveaux observés en juillet et en août 2002.

Principales données provinciales

	2000	2001	2001-T3	2002-T3	Oct. 2002
ONTARIO					
Expéditions du sect. manuf. (M$) (2)	286,726.1	269,435.8	66,657.0	70,865.1	N/D
Variation en % (1) (2)	6.2	-6.0	-3.8	1.0	N/D
Commerce de détail (M$) (2)	106,426.4	109,193.8	27,075.7	28,989.3	N/D
Variation en % (2)	7.3	2.6	-0.9	1.8	N/D
Mises en chantier (en milliers)	71.5	73.3	70.5	85.1	N/D
Population active (en milliers)	6,227.9	6,364.4	6,378.9	6,557.7	6,613.7
Variation en %	2.6	2.2	0.4	1.2	0.2
Nombre d'emplois (en milliers)	5,872.1	5,962.7	5,960.1	6,083.1	6,139.5
Variation en %	3.2	1.5	-0.2	1.0	0.3
Taux de chômage (%)	5.7	6.3	6.6	7.2	7.2
Taux d'activité (%)	67.2	67.3	67.3	68.0	68.3
Inflation mesurée par l'IPC	2.9	3.1	3.2	2.4	N/D
QUÉBEC					N/D
Expéditions du sect. manuf. (M$) (2)	127,532.3	121,362.7	30,206.0	30,469.8	N/D
Variation en % (1) (2)	13.4	-4.8	-1.2	-1.0	N/D
Commerce de détail (M$) (2)	63,480.9	66,036.4	16,362.9	17,613.9	N/D
Variation en % (2)	4.4	4.0	-2.3	0.4	N/D
Mises en chantier (en milliers)	24.7	27.7	25.7	43.5	N/D
Population active (en milliers)	3,753.2	3,806.9	3,799.2	3,934.1	3,934.1
Variation en %	1.4	1.4	0.0	0.1	0.1
Nombre d'emplois (en milliers)	3,437.7	3,474.5	3,479.1	3,598.6	3,614.3
Variation en %	2.4	1.1	0.5	-0.1	0.3
Taux de chômage (%)	8.4	8.7	8.4	8.5	8.1
Taux d'activité (%)	63.2	63.6	63.4	65.2	65.0
Inflation mesurée par l'IPC	2.4	2.4	2.3	2.3	N/D
NOUVEAU-BRUNSWICK					N/D
Expéditions du sect. manuf. (M$) (2)	11,414.4	12,246.6	3,146.1	3,310.6	N/D
Variation en % (1) (2)	19.6	7.3	-3.7	1.9	N/D
Commerce de détail (M$) (2)	6,904.9	7,070.3	1,732.8	1,833.8	N/D
Variation en % (2)	4.5	2.4	-2.4	1.0	N/D
Mises en chantier (en milliers)	3.1	3.5	3.4	3.2	N/D
Population active (en milliers)	371.7	376.7	375.7	385.0	388.8
Variation en %	1.6	1.3	0.2	0.3	0.2
Nombre d'emplois (en milliers)	334.4	334.4	332.7	344.9	346.9
Variation en %	1.8	0.0	-0.2	-0.3	-0.4
Taux de chômage (%)	10.0	11.2	11.4	10.4	10.8
Taux d'activité (%)	61.6	62.2	62.0	63.3	63.9
Inflation mesurée par l'IPC	3.3	1.7	1.5	4.1	N/D
NOUVELLE-ÉCOSSE					N/D
Expéditions du sect. manuf. (M$) (2)	8,488.0	8,562.2	2,143.3	2,206.8	N/D
Variation en % (1) (2)	8.6	0.9	-2.8	5.2	N/D
Commerce de détail (M$) (2)	8,485.0	8,703.4	2,172.9	2,292.2	N/D
Variation en % (2)	3.9	2.6	0.0	0.6	N/D
Mises en chantier (en milliers)	4.4	4.1	4.1	4.2	N/D
Population active (en milliers)	461.6	468.9	470.4	474.3	473.5
Variation en %	2.1	1.6	0.8	-0.1	-0.5
Nombre d'emplois (en milliers)	419.5	423.3	425.0	427.7	426.5
Variation en %	2.7	0.9	1.3	-0.3	-0.3
Taux de chômage (%)	9.1	9.7	9.6	9.8	9.5
Taux d'activité (%)	61.7	62.4	62.6	62.7	62.5
Inflation mesurée par l'IPC	3.5	1.8	2.1	3.5	N/D

(1) Variation en % d'une période à l'autre, sauf pour l'inflation mesurée par l'IPC. Dans ce cas, il s'agit de variation d'une année à l'autre.
(2) Les chiffres du troisième trimestre de 2002 sont des estimations fondées sur les niveaux observés en juillet et en août 2002.

Principales données provinciales

	2000	2001	2001-T3	2002-T3	Oct. 2002
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD					
Expéditions du sect. manuf. (M$) (2)	1,182.0	1,206.7	304.4	324.5	N/D
Variation en % (1) (2)	6.6	2.1	0.6	-1.5	N/D
Commerce de détail (M$) (2)	1,230.1	1,281.3	320.4	332.7	N/D
Variation en % (2)	6.4	4.2	0.1	1.2	N/D
Mises en chantier (en milliers)	0.7	0.7	0.8	0.9	N/D
Population active (en milliers)	73.3	74.7	74.8	76.7	76.6
Variation en %	2.4	1.9	0.5	1.1	-1.2
Nombre d'emplois (en milliers)	64.5	65.9	65.8	67.4	67.6
Variation en %	5.2	2.2	0.4	0.4	-1.0
Taux de chômage (%)	12.0	11.9	11.9	12.3	11.9
Taux d'activité (%)	66.9	67.6	67.6	68.5	68.2
Inflation mesurée par l'IPC	4.1	2.6	2.4	3.2	N/D
					N/D
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR					
Expéditions du sect. manuf. (M$) (2)	2,225.1	2,199.5	590.9	552.6	N/D
Variation en % (1) (2)	10.1	-1.1	6.6	-3.8	N/D
Commerce de détail (M$) (2)	4,522.4	4,942.6	1,259.0	1,272.4	N/D
Variation en % (2)	7.1	9.3	2.5	0.6	N/D
Mises en chantier (en milliers)	1.5	1.8	2.0	2.2	N/D
Population active (en milliers)	245.6	251.9	251.0	256.5	258.6
Variation en %	-0.4	2.6	-1.6	-0.7	0.6
Nombre d'emplois (en milliers)	204.6	211.3	211.5	215.8	211.3
Variation en %	-0.1	3.3	-1.2	-0.6	-1.1
Taux de chômage (%)	16.7	16.1	15.7	15.8	18.3
Taux d'activité (%)	55.8	57.3	57.2	56.5	56.9
Inflation mesurée par l'IPC	3.0	1.1	1.1	2.5	N/D
CANADA					
Expéditions du sect. manuf. (M$) (2)	536,776.9	510,438.0	126,713.1	131,347.0	N/D
Variation en % (1) (2)	9.1	-4.9	-2.9	0.6	N/D
Commerce de détail (M$) (2)	277,033.2	289,130.0	71,925.8	76,952.5	N/D
Variation en % (2)	6.2	4.4	-0.7	0.8	N/D
Mises en chantier (en milliers)	151.7	162.7	156.3	206.5	N/D
Population active (en milliers)	15,999.2	16,246.3	16,244.3	16,743.1	16,831.8
Variation en %	1.8	1.5	0.1	0.8	0.2
Nombre d'emplois (en milliers)	14,909.7	15,076.8	15,074.2	15,469.8	15,549.5
Variation en %	2.6	1.1	-0.1	0.9	0.2
Taux de chômage (%)	6.8	7.2	7.2	7.6	7.6
Taux d'activité (%)	65.9	66.0	65.9	67.0	67.2
Inflation mesurée par l'IPC	2.7	2.6	2.7	2.3	N/D

(1) Variation en % d'une période à l'autre, sauf pour l'inflation mesurée par l'IPC. Dans ce cas, il s'agit de variation d'une année à l'autre.
(2) Les chiffres du troisième trimestre de 2002 sont des estimations fondées sur les niveaux observés en juillet et en août 2002.

Comptes économiques provinciaux

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
PIB réel aux prix du marché (en M de $ enchaînés de 1997)[1]							
Colombie-Britannique	108,194	110,857	114,383	115,883	119,122	124,187	123,912
Variation en %	2.4	2.5	3.2	1.3	2.8	4.3	-0.2
Alberta	98,268	100,264	107,048	112,677	113,651	120,137	122,903
Variation en %	3.1	2.0	6.8	5.3	0.9	5.7	2.3
Saskatchewan	27,269	28,063	29,157	30,398	30,347	31,203	30,797
Variation en %	1.1	2.9	3.9	4.3	-0.2	2.8	-1.3
Manitoba	27,828	28,683	29,751	31,014	31,601	32,399	32,850
Variation en %	0.3	3.1	3.7	4.2	1.9	2.5	1.4
Ontario	340,081	343,826	359,353	376,716	405,352	424,096	430,501
Variation en %	3.5	1.1	4.5	4.8	7.6	4.6	1.5
Québec	180,781	182,564	188,424	194,414	205,856	215,499	217,935
Variation en %	1.7	1.0	3.2	3.2	5.9	4.7	1.1
Nouveau-Brunswick	16,533	16,652	16,845	17,462	18,529	18,785	18,972
Variation en %	3.2	0.7	1.2	3.7	6.1	1.4	1.0
Nouvelle-Écosse	19,410	19,529	20,368	21,127	22,247	22,657	23,233
Variation en %	1.7	0.6	4.3	3.7	5.3	1.8	2.5
Île-du-Prince-Édouard	2,708	2,789	2,800	2,928	3,049	3,168	3,169
Variation en %	6.4	3.0	0.4	4.6	4.1	3.9	0.0
Terre-Neuve-et-Labrador	10,913	10,407	10,533	11,107	11,750	12,440	12,603
Variation en %	2.3	-4.6	1.2	5.4	5.8	5.9	1.3
Yukon	1,065	1,173	1,107	1,093	1,061	1,095	1,125
Variation en %	16.4	10.1	-5.6	-1.3	-2.9	3.2	2.7
T.N-O. (2)	2,494	2,612	2,691	2,797	3,063	3,354	3,902
Variation en %	-1.3	4.7	3.0	3.9	9.5	9.5	16.3
Canada	833,456	846,952	882,733	918,910	968,451	1,012,335	1,027,523
Variation en %	2.8	1.6	4.2	4.1	5.4	4.5	1.5
Population (en milliers)							
Colombie-Britannique	3,784	3,882	3,960	3,997	4,028	4,060	4,102
Variation en %	2.8	2.6	2.0	0.9	0.8	0.8	1.0
Alberta	2,740	2,781	2,837	2,907	2,960	3,010	3,059
Variation en %	1.3	1.5	2.0	2.5	1.8	1.7	1.6
Saskatchewan	1,014	1,020	1,022	1,025	1,026	1,022	1,017
Variation en %	0.4	0.5	0.3	0.3	0.1	-0.4	-0.5
Manitoba	1,130	1,134	1,137	1,138	1,143	1,146	1,149
Variation en %	0.5	0.4	0.2	0.1	0.4	0.3	0.2
Ontario	10,965	11,101	11,250	11,387	11,528	11,698	11,895
Variation en %	1.3	1.2	1.3	1.2	1.2	1.5	1.7
Québec	7,241	7,274	7,303	7,324	7,351	7,382	7,418
Variation en %	0.5	0.5	0.4	0.3	0.4	0.4	0.5
Nouveau-Brunswick	752	753	754	753	756	756	756
Variation en %	0.1	0.2	0.2	-0.1	0.3	0.0	0.0
Nouvelle-Écosse	928	931	935	936	941	942	943
Variation en %	0.1	0.4	0.4	0.2	0.5	0.1	0.1
Île-du-Prince-Édouard	135	136	137	137	138	138	139
Variation en %	0.8	1.0	0.5	0.0	0.6	0.4	0.4
Terre-Neuve-et-Labrador	568	561	554	545	541	538	534
Variation en %	-1.2	-1.3	-1.2	-1.6	-0.8	-0.6	-0.8
Yukon	31	32	32	32	31	31	30
Variation en %	2.8	3.4	0.9	-2.2	-1.5	-1.5	-1.4
T.N-O. (2)	67	68	68	68	68	68	69
Variation en %	2.2	1.5	0.2	-0.4	0.5	0.8	1.4
Canada	29,354	29,672	29,987	30,248	30,509	30,791	31,111
Variation en %	1.1	1.1	1.1	0.9	0.9	0.9	1.0

1) L'indice en chaîne de Fisher est maintenant la méthode officielle utilisée par Statistique Canada pour mesurer les dépenses réelles fondées sur le PIB.
2) Y compris le Nunavut.

La structure économique, la productivité et la performance des régions du Canada sur le plan de l'innovation

Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique
Novembre 2002

Plan

Le présent rapport contient des renseignements documentés concernant divers éléments associés à la performance économique et à la capacité d'innover des régions du Canada. Il est composé de cinq sections :

- **Les profils économiques**
- **Le niveau de vie et la productivité**
- **Les compétences et les gens**
- **Les indicateurs d'innovation**
- **Les annexes**

LES PROFILS ÉCONOMIQUES

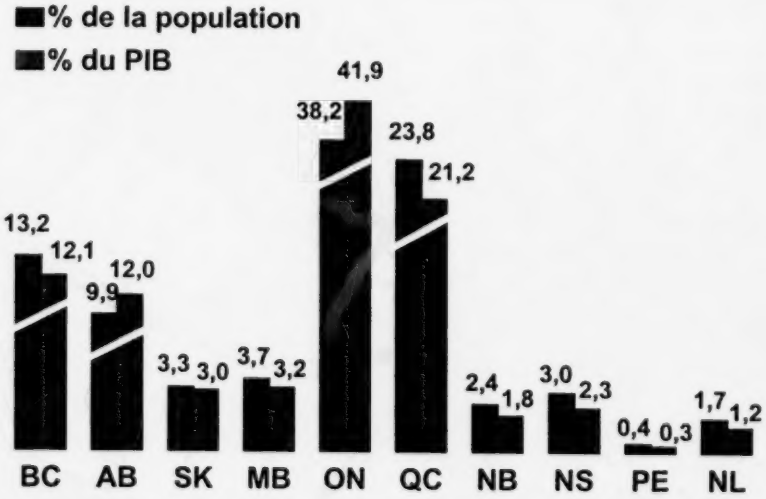
Même si la taille de leurs économies est différente...

La population et l'activité économique du Canada sont concentrées dans deux pôles.

- Les provinces du Centre, soit l'Ontario et le Québec, représentent près des deux tiers du produit intérieur brut (PIB) et de la population du Canada.

- Les deux provinces à l'extrême ouest du pays, la Colombie-Britannique et l'Alberta, comptent près du quart de la population canadienne.

Proportion de la population et du PIB par province, 2001



Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

Nota : Par souci de clarté et d'économie d'espace, nous avons utilisé, dans les graphiques, les indicatifs internationaux établis par Postes Canada pour les provinces et territoires du Canada ainsi que pour les pays.

...les régions du Canada ont profité de l'essor économique de la fin des années 90

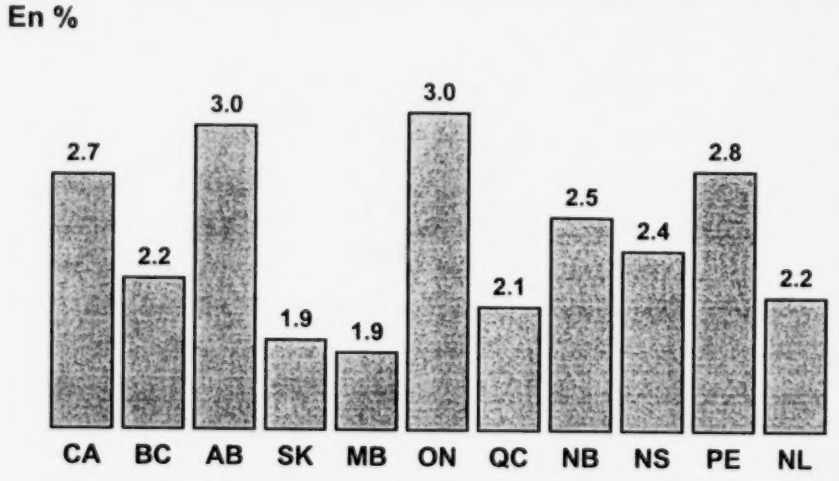
De 1995 à 2001, le PIB du Canada a progressé à un taux annuel moyen de 3,6 %.

- Ce résultat est légèrement plus élevé que celui des États-Unis et largement supérieur à celui des autres pays du G-7.

Toutes les provinces ont enregistré des taux de croissance importants.

- La croissance du PIB des provinces s'est établie entre 2,0 % et 4,0 % par année de 1995 à 2001.

Croissance du produit intérieur brut*
Taux annuel moyen de croissance (TCAM), 1981-2001



	CA	BC	AB	SK	MB	ON	QC	NB	NS	PE	NL
TCAM* 1990-1995	1,7	2,5	3,6	1,8	0,4	1,4	1,1	2,0	0,7	3,0	1,3
TCAM* 1995-2001	3,6	2,3	3,8	2,0	2,8	4,0	3,2	2,3	3,0	2,7	2,4

* PIB réel en dollars enchaînés de 1997.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

Des différences fondamentales existent dans les structures industrielles des provinces atlantiques...

Les économies des provinces atlantiques sont généralement axées sur les services et le secteur public y joue un rôle relativement important.

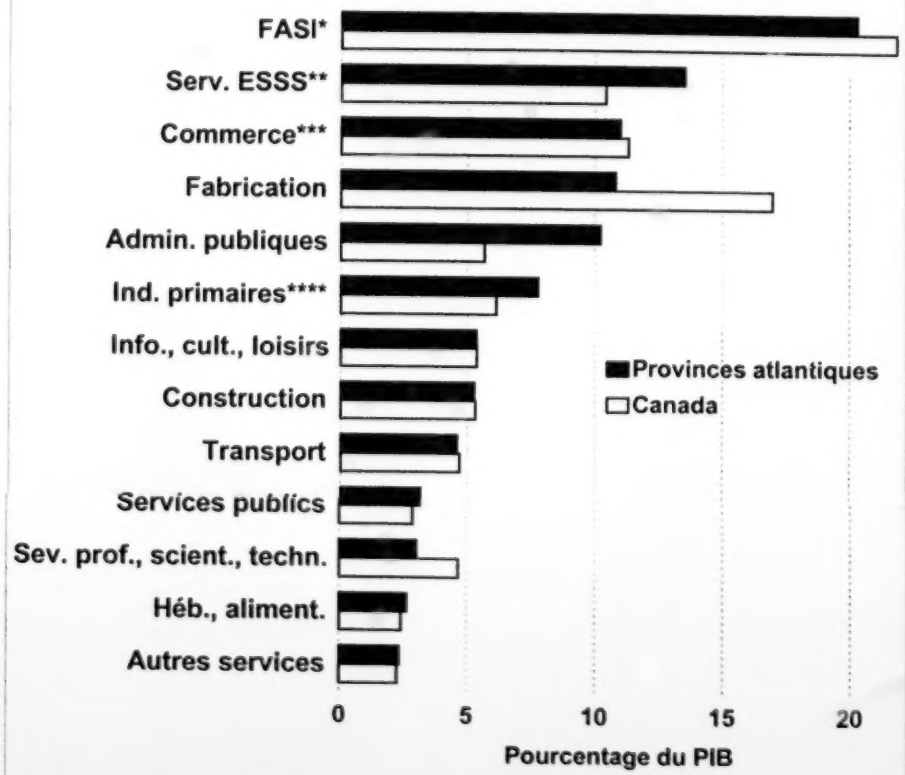
Le secteur de l'exploitation des ressources naturelles, surtout le pétrole et le gaz, domine l'économie de *Terre-Neuve-et-Labrador*. Il est largement responsable de la croissance économique que connaît la province depuis quelque temps.

L'économie de l'*Île-du-Prince-Édouard* est principalement axée sur les services, mais elle dépend aussi d'une industrie agricole spécialisée.

Plus des trois quarts du PIB de la *Nouvelle-Écosse* sont attribuables aux industries de services. Les industries de la fabrication ainsi que de l'information, de la culture et des loisirs de cette province sont également très importantes.

L'économie du *Nouveau-Brunswick* est fortement axée sur la fabrication, et à ce titre, elle arrive au troisième rang au Canada, après le Québec et l'Ontario.

Structure industrielle dans les provinces atlantiques et du Canada
2001



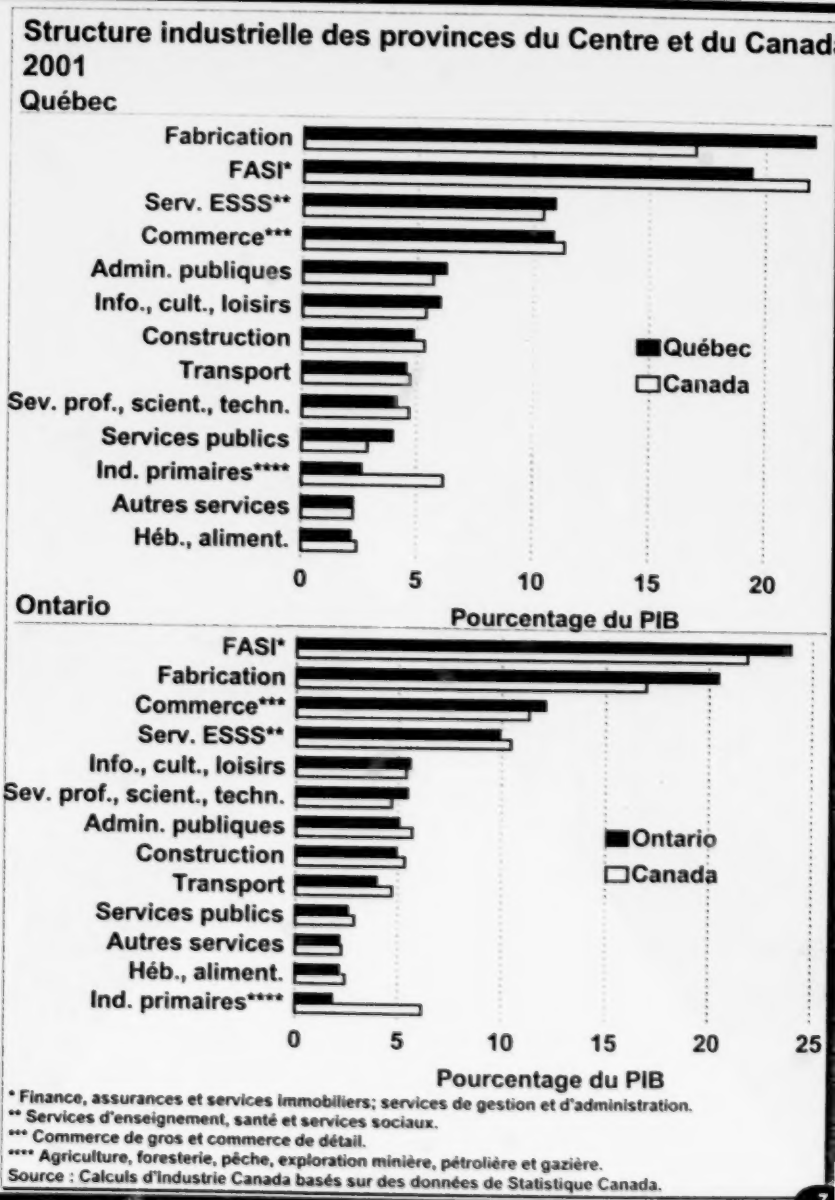
* Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.
Nota : La structure industrielle de chaque province est présentée en annexe.

...tandis que, dans les provinces du Centre, la production est concentrée dans les industries de la fabrication et des FASI...

Le Québec est la province la plus largement tributaire du secteur manufacturier. Les industries de l'information, de la culture et des loisirs occupent également une place importante dans son économie, comparativement aux autres provinces.

L'économie de l'Ontario est bien diversifiée, les industries de la finance, de la fabrication et du commerce y jouant un rôle marquant. L'industrie des technologies de l'information et des communications (TIC) y est particulièrement vigoureuse. En effet, environ la moitié des activités canadiennes dans ce domaine ont lieu en Ontario.

- En outre, l'économie de l'Ontario est celle qui est la plus ouverte sur l'étranger, ses exportations et ses importations, en pourcentage du PIB, se sont d'ailleurs élevées à 96 % en 2000, par rapport à 53 % en 1990.



...enfin, l'exploitation des ressources naturelles a surtout lieu dans les provinces de l'Ouest

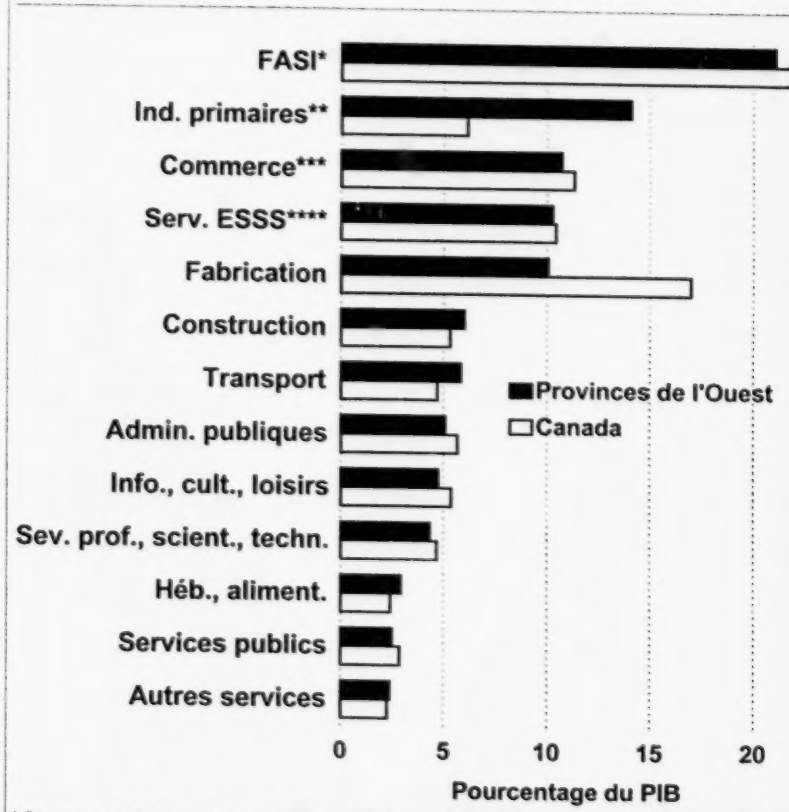
Des provinces des Prairies, le *Manitoba* est celle qui a l'économie la plus diversifiée et la plus axée sur les services. L'industrie du transport et de l'entreposage intervient pour près de 7 % du PIB, soit la proportion provinciale la plus élevée.

Le secteur primaire est celui qui contribue le plus fortement à l'économie de la *Saskatchewan* (24 % de son PIB). De ce pourcentage, environ 60 % est attribuable aux industries de l'exploration minière, pétrolière et gazière.

L'économie de l'*Alberta* est encore fortement tributaire des ressources naturelles. En effet, son secteur primaire, surtout l'exploration pétrolière et gazière, représente 22 % du PIB de la province. Pour sa part, l'industrie de la construction intervient pour plus de 7 % de l'économie, soit le ratio provincial le plus élevé.

L'industrie de la finance représente environ un quart de l'économie de la *Colombie-Britannique*. Les industries de la foresterie et des produits du bois sont aussi très dévelopées en Colombie-Britannique.

Structure industrielle dans les provinces de l'Ouest et du Canada
2001



* Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administratio
** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.
Nota : La structure industrielle de chaque province est présentée en annexe.

LE NIVEAU DE VIE ET LA PRODUCTIVITÉ

Le niveau de vie progresse dans toutes les régions du pays, mais des écarts importants subsistent...

Le PIB par habitant, qui est une mesure du niveau de vie, a augmenté dans toutes les régions, surtout depuis la deuxième moitié des années 90.

- Il a progressé plus rapidement dans les provinces atlantiques que dans les autres régions tout au long de la période de 1981 à 2001. Ainsi, l'écart des quatre provinces atlantiques au chapitre du PIB par habitant s'est quelque peu atténué par rapport à la moyenne nationale depuis 1981.

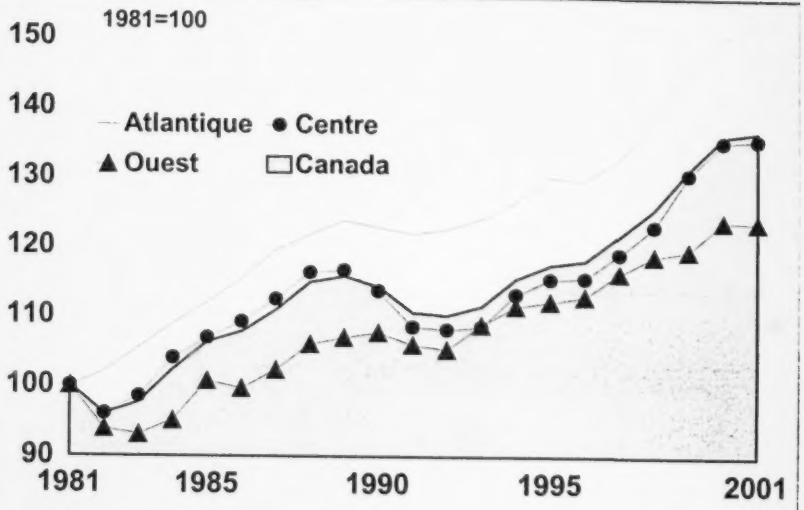
- En Colombie-Britannique, l'écart s'est creusé, car l'économie de cette province est moins performante que la moyenne nationale depuis le milieu des années 90.

Pourtant, certaines provinces affichent un niveau de vie plus élevé que d'autres.

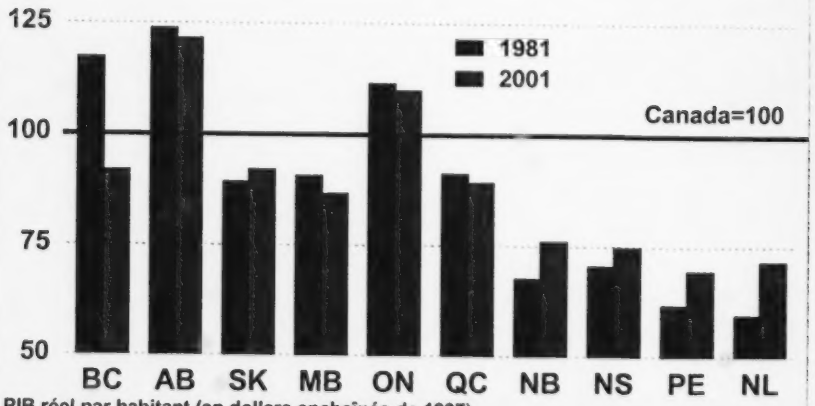
- Le PIB par habitant en Alberta était supérieur de 21 % à la moyenne canadienne en 2001, tandis qu'il était inférieur de 25 % dans les provinces atlantiques.

- L'Alberta et l'Ontario sont les deux seules provinces à afficher un PIB par habitant supérieur à la moyenne.

Tendances du revenu par habitant*, 1981-2001



Revenu par habitant*, 1981 et 2001



* PIB réel par habitant (en dollars enchaînés de 1997).
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.
Nota : Les tendances du PIB par habitant de chaque province sont présentées en anne

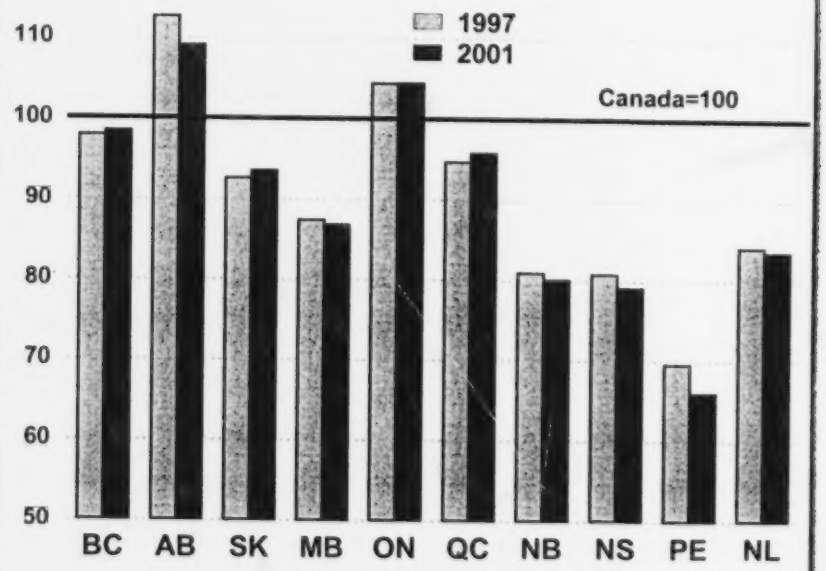
...étant donné que des écarts persistent entre les niveaux de productivité

La productivité du travail, c'est-à-dire le niveau moyen de production par heure travaillée, est un facteur qui détermine en grande partie le niveau de vie.

L'Alberta et l'Ontario, qui affichent les niveaux de vie les plus élevés au Canada, ont également les niveaux de productivité les plus élevés.

Les niveaux de productivité des provinces atlantiques sont généralement inférieurs à ceux des autres provinces.

Productivité relative du travail*, 1997 et 2001
Toutes les industries



* PIB réel (en $ constants de 1997) par heure travaillée.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

La productivité des industries du secteur des entreprises des provinces atlantiques est plus faible qu'ailleurs...

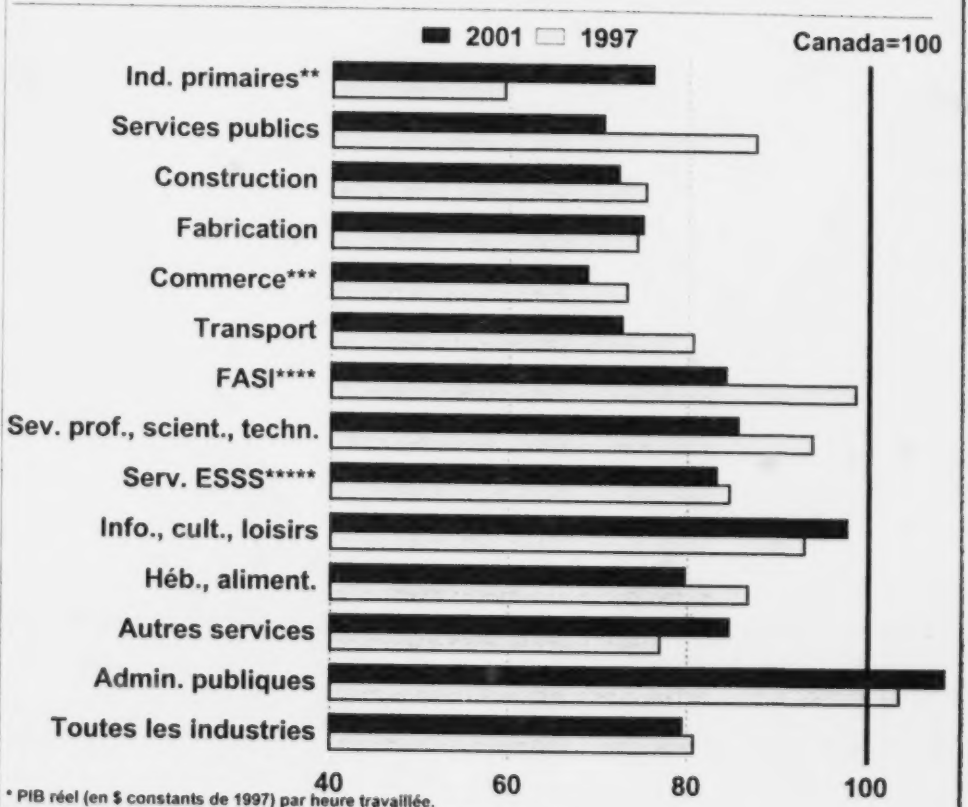
Dans la région de l'Atlantique, le niveau de productivité est inférieur à la moyenne canadienne, et ce, dans toutes les industries du secteur privé.

C'est à Terre-Neuve-et-Labrador que le secteur primaire (principalement l'exploration pétrolière et gazière) est le plus fort, celui-ci affichant une productivité du travail supérieure à celle des autres provinces, sauf l'Alberta.

Entre 1997 et 2001, la productivité relative du travail s'est accrue dans cinq des 13 principaux groupes. Des hausses marquées ont été notées dans les secteurs primaire et public.

- La productivité globale du travail par rapport à la moyenne nationale s'est repliée en 2001 par rapport à 1997.

Productivité relative du travail* par industrie
Provinces atlantiques, 1997 et 2001



* PIB réel (en $ constants de 1997) par heure travaillée.
** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
***** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.
Nota : Les niveaux de productivité par industrie par province sont présentés en annexe.

...au Québec, les industries des services publics et de la construction se tirent bien d'affaire...

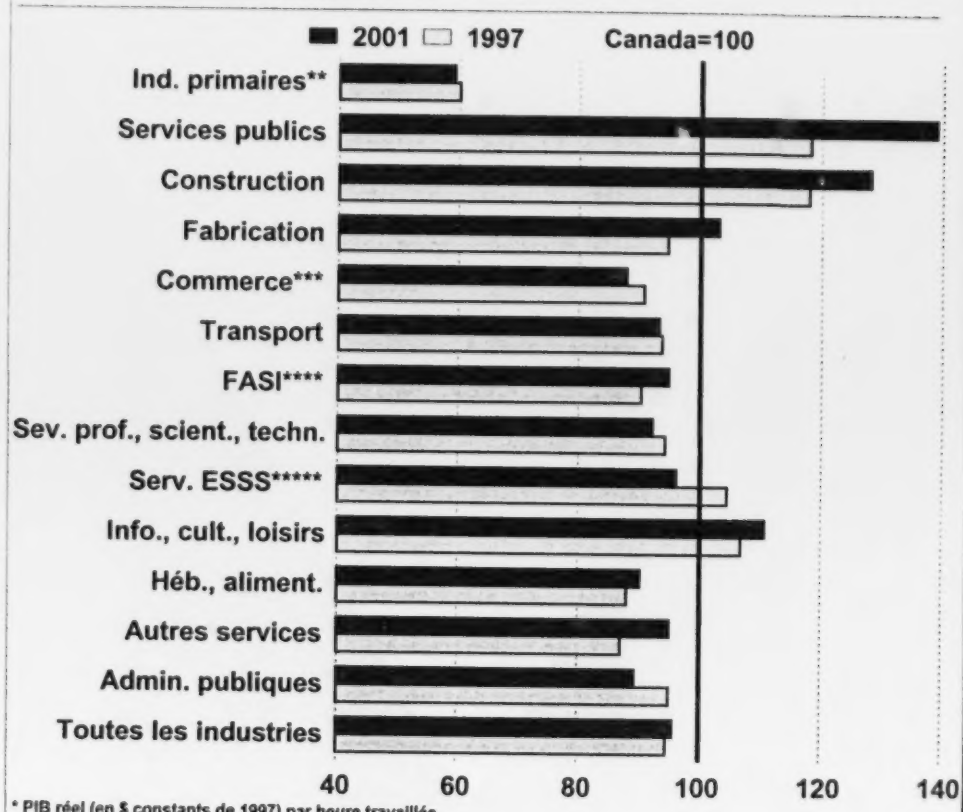
Au Québec, la productivité du travail sectorielle est supérieure à la moyenne nationale dans quatre des 13 principaux groupes industriels.

- Dans les services publics et la construction, la productivité est plus forte au Québec que dans les autres provinces.

En 2001, la plupart des branches de l'économie avaient accru leur niveau de productivité par rapport à la moyenne nationale comparativement à 1997.

- Les services publics, la construction et la fabrication ont enregistré les plus fortes avances.

Productivité relative du travail* par industrie
Québec, 1997 et 2001



* PIB réel (en $ constants de 1997) par heure travaillée.
** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
***** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

...en Ontario, le niveau de productivité d'environ la moitié des industries est supérieur à la moyenne nationale...

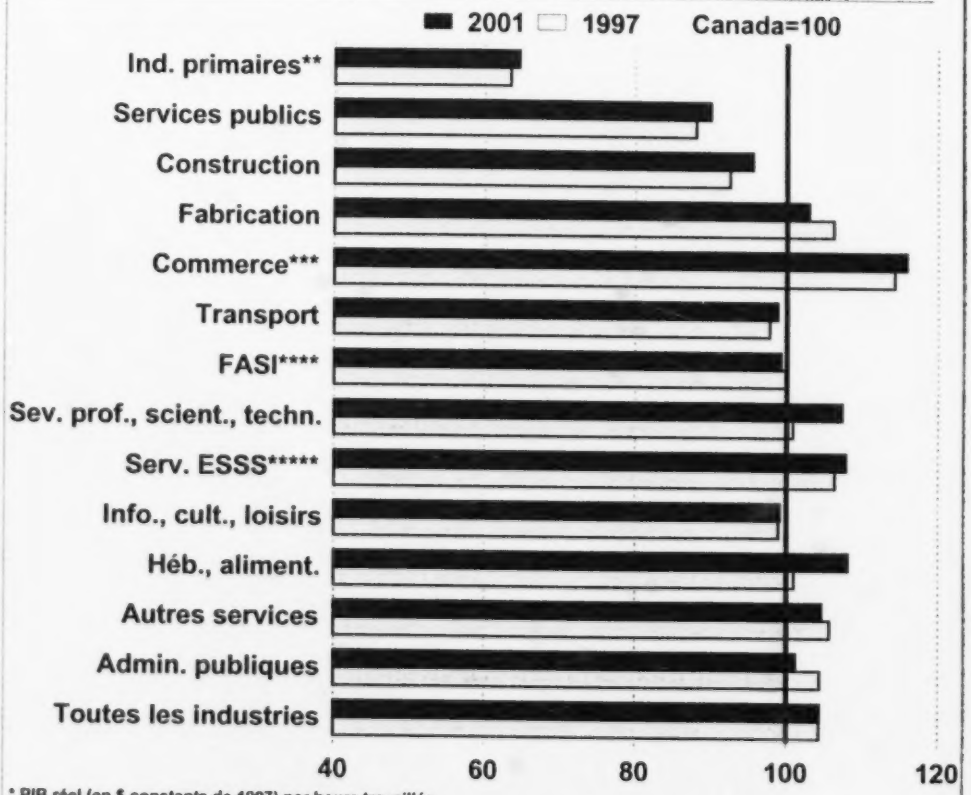
En Ontario, le niveau de productivité globale est supérieur de près de 5 % à la moyenne nationale, le niveau moyen de productivité étant supérieur dans sept des 13 principales industries.

- Le commerce est l'industrie la plus productive de l'Ontario, son niveau étant supérieur de 16 % à la moyenne nationale.

La productivité globale du travail relative n'avait pas changé en 2001 par rapport à 1997.

- La baisse de productivité par rapport à la moyenne observée dans les industries de la fabrication et des administrations publiques a annulé la plupart des hausses enregistrées par d'autres industries.

Productivité relative du travail* par industrie
Ontario, 1997 et 2001



* PIB réel (en $ constants de 1997) par heure travaillée.
** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
***** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

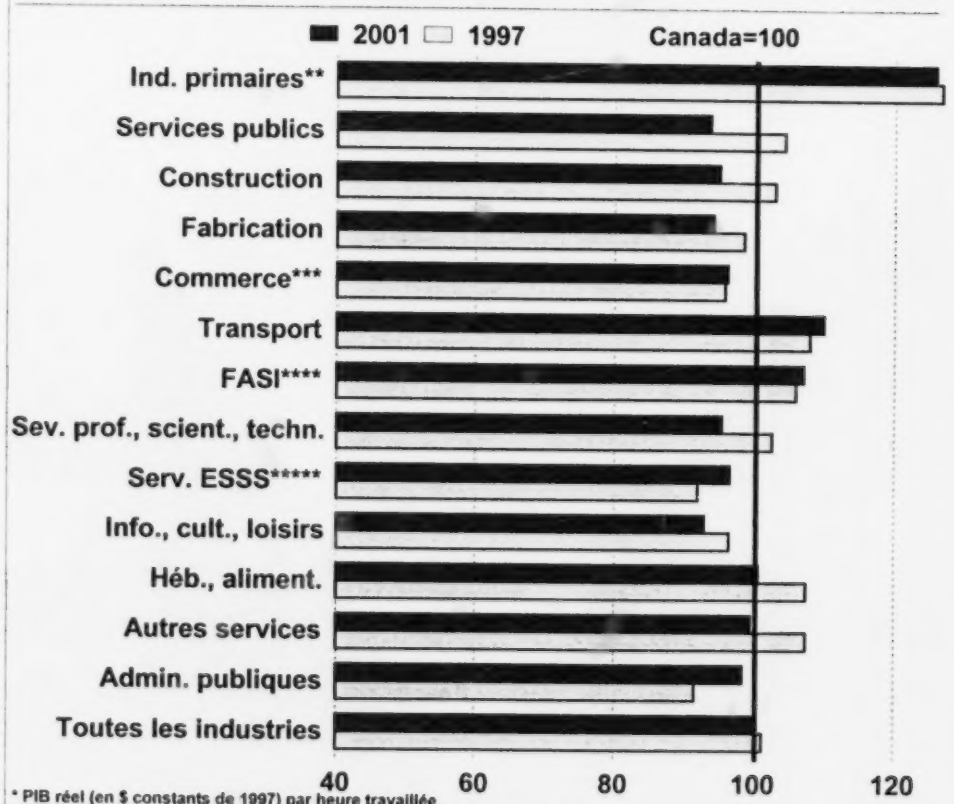
...et dans l'Ouest, la productivité du secteur primaire est forte

Dans les provinces de l'Ouest, la productivité du travail est supérieure à la moyenne nationale dans quatre des 13 secteurs.

- Grâce aux bons résultats enregistrés par la Colombie-Britannique et l'Alberta, la productivité du secteur primaire est supérieure d'environ 25 % à la moyenne nationale.

Comparativement à 1997, la productivité du travail est restée stable en 2001 par rapport à la moyenne nationale.

Productivité relative du travail* par industrie
Provinces de l'Ouest, 1997 et 2001



* PIB réel (en $ constants de 1997) par heure travaillée.
** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
***** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.
Nota : Les niveaux de productivité par industrie par province sont présentés en annexe.

LES INDICATEURS D'INNOVATION

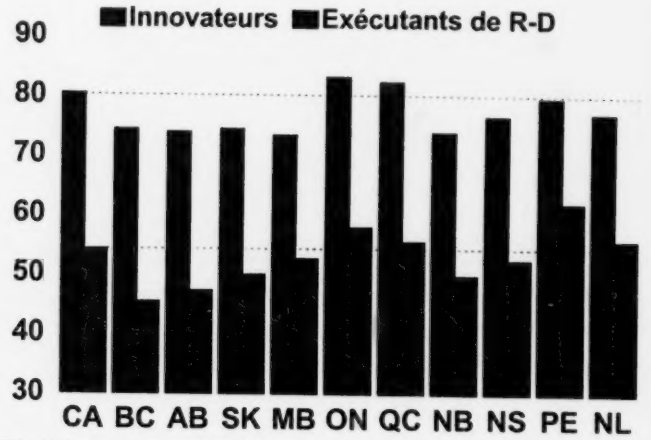
Pour créer et commercialiser des connaissances...

Selon l'Enquête sur l'innovation de 1999, environ 80 % des fabricants canadiens ont déclaré avoir innové de 1997 à 1999.

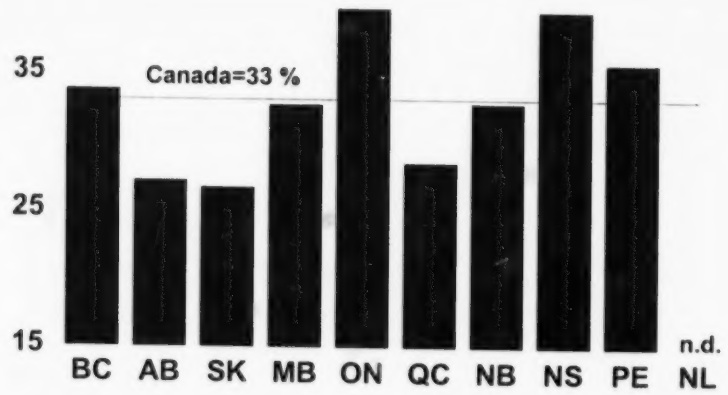
Parmi ceux-ci, plus de la moitié avaient mené des activités de recherche-développement (R-D) et environ un tiers avaient conclu des ententes de collaboration avec d'autres entreprises.

- Dans la plupart des provinces, la raison la plus souvent invoquée pour la conclusion de telles ententes est l'accès à un savoir-faire essentiel et à la R-D.

Pourcentage des fabricants qui étaient* :

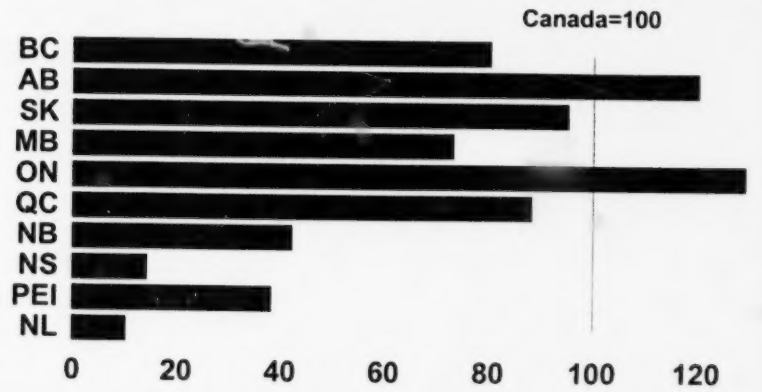


Pourcentage de fabricants innovateurs ayant des ententes de collaboration*



* Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation de 1999.

Nombre de brevets par habitant 2000**



** Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.

...il faut accroître les investissements dans la R-D...

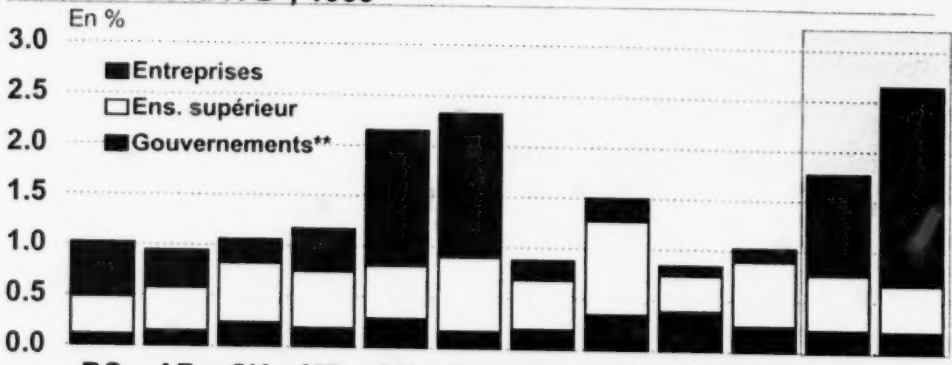
En 1999, les dépenses en R-D des gouvernements, en proportion du PIB, ont varié de 0,1 % en Colombie-Britannique à 0,4 % à l'Île-du-Prince-Édouard, tandis que l'intensité de la R-D des établissements d'enseignement supérieur s'est établi entre 0,4 % à l'Île-du-Prince-Édouard et 0,7 % au Québec.

Le secteur privé est intervenu pour 57 % du total des dépenses en R-D au Canada, comparativement à 75 % aux États-Unis.

- **Au Québec et en Ontario, le pourcentage s'est établi respectivement à 61 % et 63 %.**

Ces provinces comptaient aussi le plus grand nombre de travailleurs affectés à la R-D par habitant en 2000, ainsi que le taux de croissance des dépenses totales en R-D le plus élevé des provinces pour la période de 1990 à 1999.

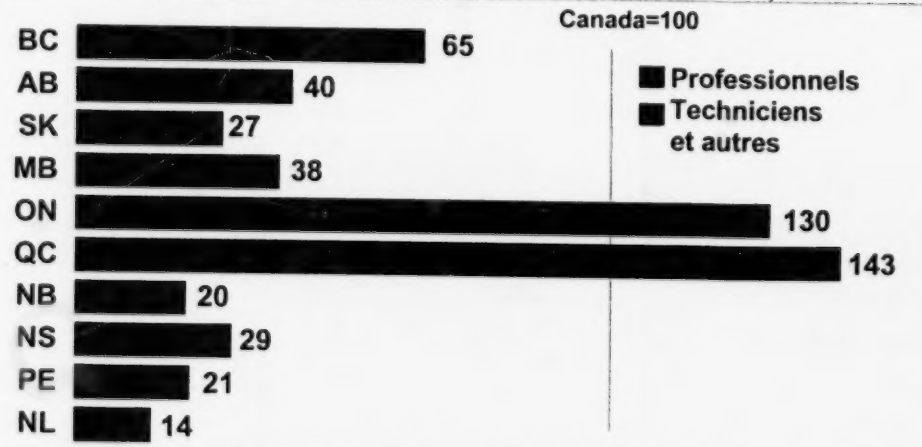
Intensité de la R-D*, 1999



	BC	AB	SK	MB	ON	QC	NB	NS	PE	NL	CA	US
TCAM*** 1990-1999	5,2	3,4	5,2	3,9	6,1	7,1	2,2	4,2	4,8	2,2	5,9	5,2

*Dépenses en R-D par secteur exécutant, en pourcentage du PIB.
**Sont incluses les dépenses en R-D des gouvernements fédéral et provinciaux (y compris les laboratoires fédéraux de la Région de la capitale nationale).
***Total des dépenses en R-D.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada et des données tirées des Principaux indicateurs de la science et de la technologie.

Employés affectés à la R-D industrielle par habitant, 2000



Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

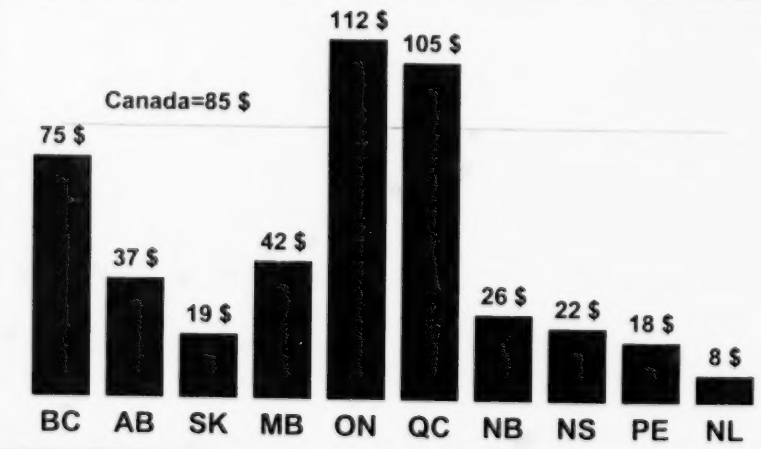
...et l'accès au capital de risque

Pour accroître l'investissement dans la R-D et l'investissement à risque élevé, il faudra notamment améliorer l'accès au capital de risque (CR).

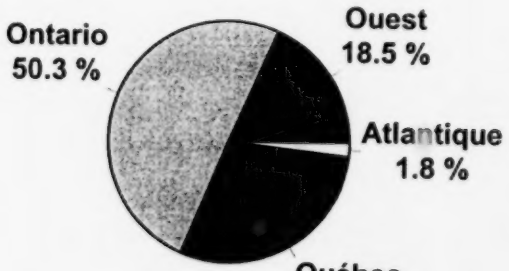
Les investissements en capital de risque sont habituellement destinés aux petites entreprises en vue d'appuyer et d'accélérer la commercialisation des nouvelles technologies.

Ces investissements sont concentrés en Ontario et au Québec et dans les technologies de l'information.

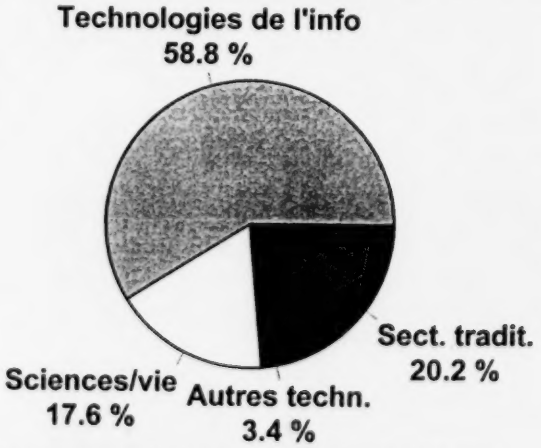
Investissements en capital de risque* par habitant



Investissements en capital de risque* par région



Investissements en capital de risque* au Canada, par secteur



* Flux annuels moyens de capital de risque entre 1996 et 2001.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada et de Macdonald & Associates Ltd.

Le régime fiscal canadien est généralement concurrentiel...

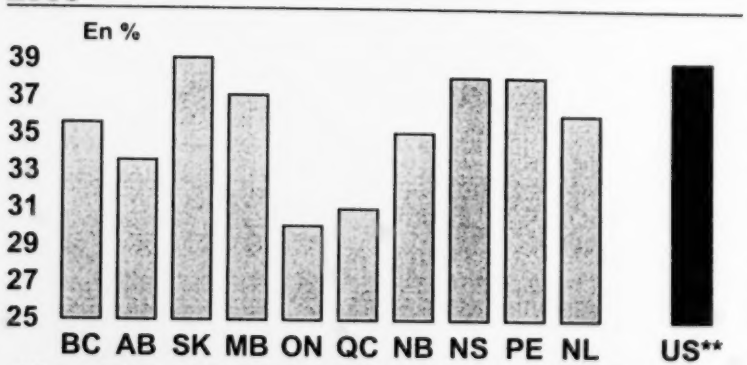
D'ici 2005, le taux combiné fédéral et provincial de l'impôt des sociétés de la plupart des provinces sera inférieur au taux moyen combiné fédéral-État des États-Unis.

- En effet, les taux varieront de 8 % en Ontario à 17 % en Saskatchewan.

Le coût après impôt d'une tranche de 1 $ consacré à la R-D varie selon la province et la taille de l'entreprise, par exemple de 0,29 $ dans le cas d'une petite entreprise au Québec à 0,58 $ dans le cas d'une grande entreprise à l'Île-du-Prince-Édouard. Le coût de la R-D des provinces canadiennes se compare avantageusement à celui de la plupart des États américains, où il varie de 0,52 $ à 0,60 $.

L'Île-du-Prince-Édouard et l'Alberta sont les seules provinces qui n'ont pas leur propre programme de crédit d'impôt à la R-D. Par conséquent, le coût après impôt de l'exécution de la R-D y est plus élevé.

Taux combiné fédéral et provincial de l'impôt des sociétés*
2005



* Taux combiné fédéral et provincial de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) applicable aux grandes entreprises non manufacturières.
** Taux d'imposition de 2002, y compris l'IBS fédéral de 35 % et l'IBS moyen des États de 4 %. Aucune réduction du taux d'IBS n'a encore été annoncée aux États-Unis.

Coût après impôt d'une tranche de 1 $ de dépenses en R-D (1999)

	Grandes entreprises	Petites entreprises
Colombie-Britannique*	0.448	0.473
Alberta	0.527	0.547
Saskatchewan*	0.484	0.462
Manitoba*	0.438	0.461
Ontario*	0.507	0.464
Québec*	0.482	0.288
Nouveau-Brunswick*	0.461	0.497
Nouvelle-Écosse*	0.444	0.477
Île-du-Prince-Édouard	0.581	0.537
Terre-Neuve*	0.517	0.477

* Provinces qui offrent des crédits d'impôt à la R-D.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur les taux officiels.

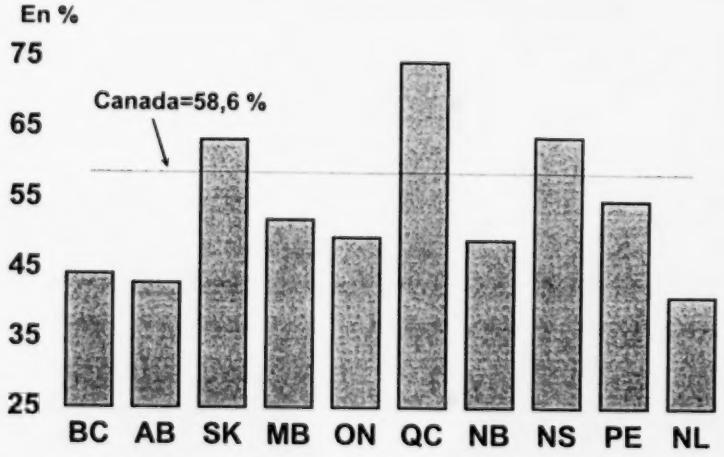
...mais le taux d'utilisation des crédits d'impôt à la R-D semble faible dans certaines régions

À cause de divers facteurs, notamment l'inadmissibilité de certaines dépenses, les coûts d'observation et les conséquences fiscales négatives, ce ne sont pas toutes les entreprises qui se prévalent des programmes de crédits d'impôt à la R-D.

D'après l'Enquête sur l'innovation de 1999, environ 59 % des fabricants canadiens qui ont effectué de la R-D se sont prévalus des crédits d'impôt provinciaux ou fédéraux durant la période de 1997-1999.

Les fabricants du Québec, de la Saskatchewan et de la Nouvelle-Écosse se sont prévalus des crédits d'impôt à la R-D dans une proportion plus élevée que la moyenne.

Pourcentage des fabricants exécutant de la R-D s'étant prévalus des crédits d'impôt à la R-D



Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur l'Enquête sur l'innovation de 1999 de Statistique Canada.

LES COMPÉTENCES ET LES GENS

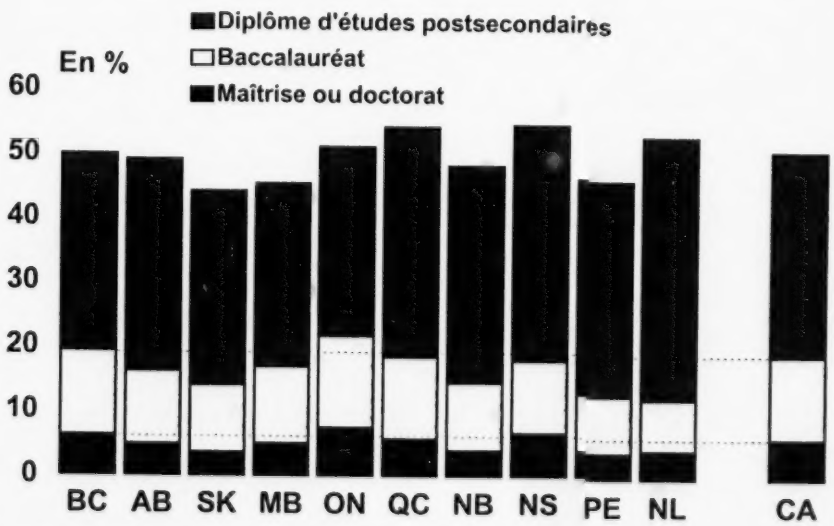
Toutes les provinces sont bien pourvues en travailleurs du savoir...

La proportion de personnes possédant un diplôme d'études postsecondaires est plus élevée au Canada que dans les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

La proportion de la population active qui détient au moins un diplôme d'études postsecondaires varie de 44 % en Saskatchewan à 55 % en Nouvelle-Écosse.

C'est en Ontario que l'on compte la plus forte proportion de travailleurs diplômés de l'université.

Pourcentage de la population active ayant fait des études postsecondaires
2000



Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

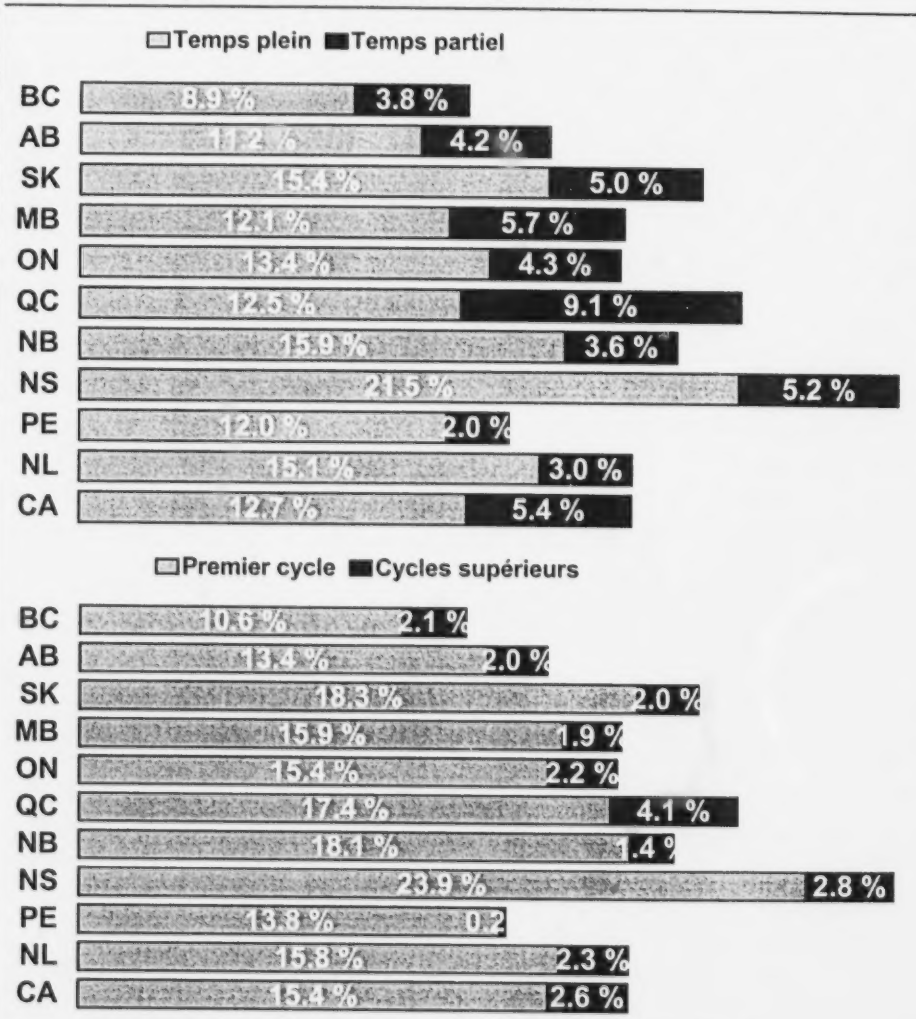
..et affichent des taux élevés d'inscription à l'université...

C'est en Nouvelle-Écosse que l'on observe le taux le plus élevé d'inscription à l'université des 19-29 ans au Canada. Un taux plus élevé d'inscription aux études de premier cycle rend compte, en majeure partie, de cette différence.

Le Québec affiche la plus forte proportion de 19-29 ans poursuivant des études à temps partiel et enregistre le taux le plus élevé d'inscription aux études supérieures.

Le taux d'inscription à l'université de la Colombie-Britannique est inférieur de cinq points de pourcentage à la moyenne nationale, principalement en raison du faible taux d'inscription aux études de premier cycle.

Inscription à l'université en pourcentage de la population de 19 à 29 ans, année scolaire 1998-1999



Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

...qui vont de pair avec le nombre de professeurs d'université

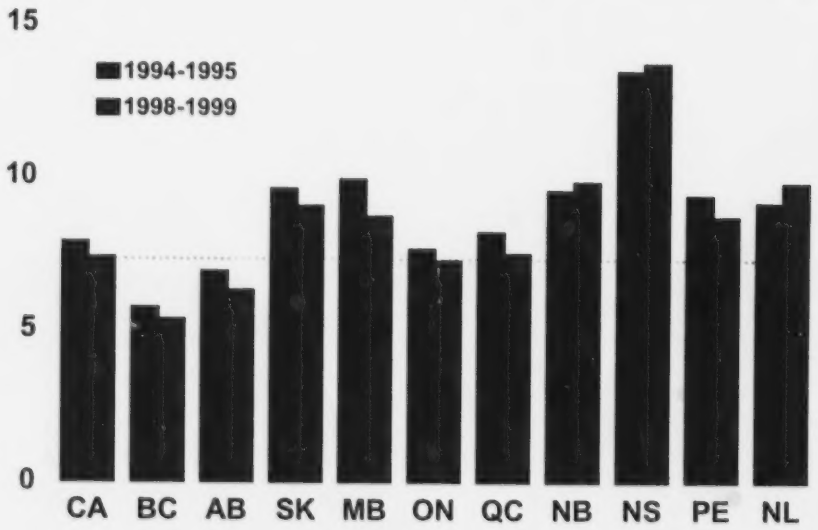
Les provinces dont le taux d'inscription à l'université est élevé comptent habituellement un plus grand nombre de professeurs d'université à temps plein par millier de personnes de 19 à 29 ans.

Durant l'année scolaire de 1998-1999, la Nouvelle-Écosse comptait plus de 13 professeurs d'université à temps plein par millier de personnes de 19 à 29 ans, soit près du double de la moyenne nationale.

Les plus faibles ratios de professeurs d'université ont été observés en Colombie-Britannique et en Alberta.

Cependant, à l'exception du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve, les provinces ont vu décroître la taille de leurs facultés universitaires.

Nombre de professeurs d'université à temps plein par millier de personnes de 19 à 29 ans



Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

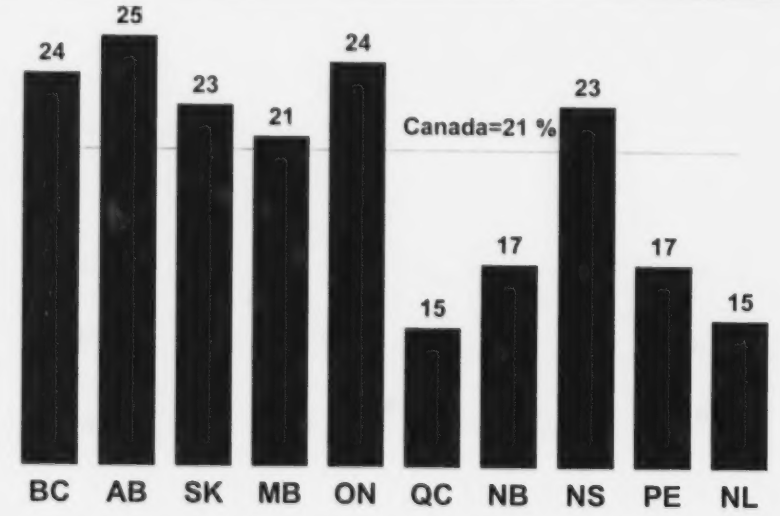
Pour avoir une main-d'oeuvre qualifiée, il faut mettre l'accent sur le perfectionnement des compétences et la formation liée au travail...

Selon les données disponibles, la participation des travailleurs canadiens à une formation liée au travail est inférieure aux niveaux observés dans la plupart des pays industrialisés.

La population adulte des provinces de l'Ouest, de l'Ontario et de la Nouvelle-Écosse qui ont déclaré avoir participé à une formation liée au travail était supérieure à la moyenne nationale (21 %) en 1997.

Le Québec affiche le taux le plus faible à cet égard, soit plus de six points de pourcentage de moins que la moyenne nationale.

Pourcentage de la population adulte ayant participé à une formation liée au travail, 1997



Source : Statistique Canada.

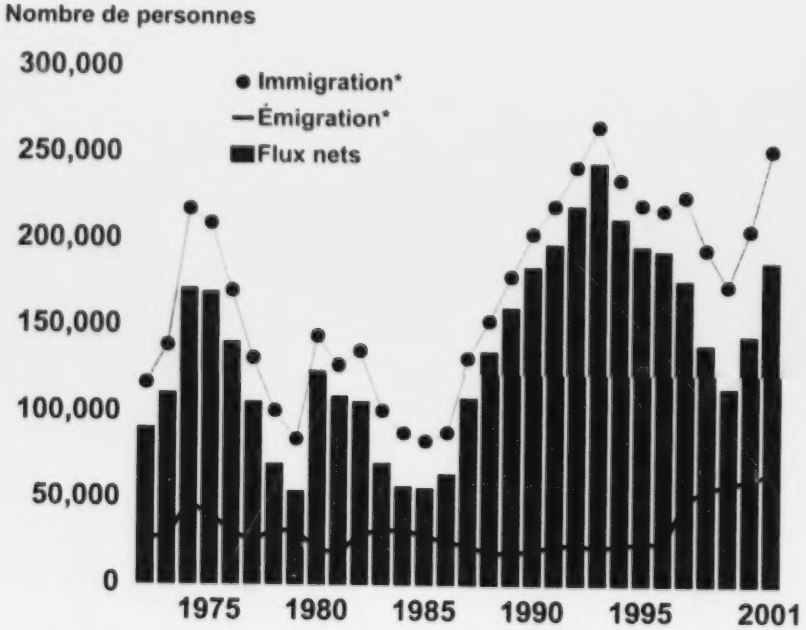
...et accueillir un plus grand nombre d'immigrants spécialisés

L'immigration sera un facteur déterminant de la croissance démographique et de la croissance de la population active dans les années à venir.

En raison du vieillissement de la population et du faible taux de natalité, les immigrants devraient être à l'origine de toute la croissance de la population active du Canada d'ici environ dix ans.

En 2001, le Canada a accueilli environ 252 000 immigrants, dont 52 % étaient des travailleurs spécialisés.

Tendances de la migration au Canada



* Moyenne mobile de 3 ans.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

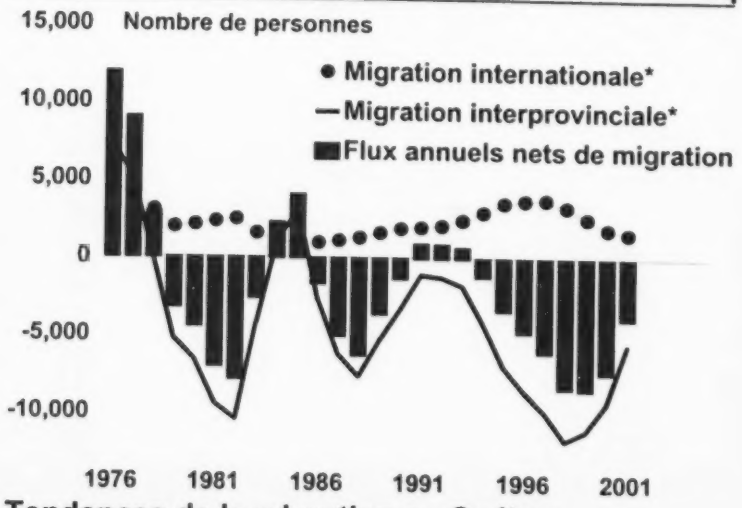
Les provinces atlantiques et le Québec sont perdants au chapitre de la migration interprovinciale...

Bien que l'émigration nette vers les autres provinces diminue depuis quelque temps dans les provinces atlantiques, elle dépasse toujours largement le nombre d'immigrants de l'étranger.

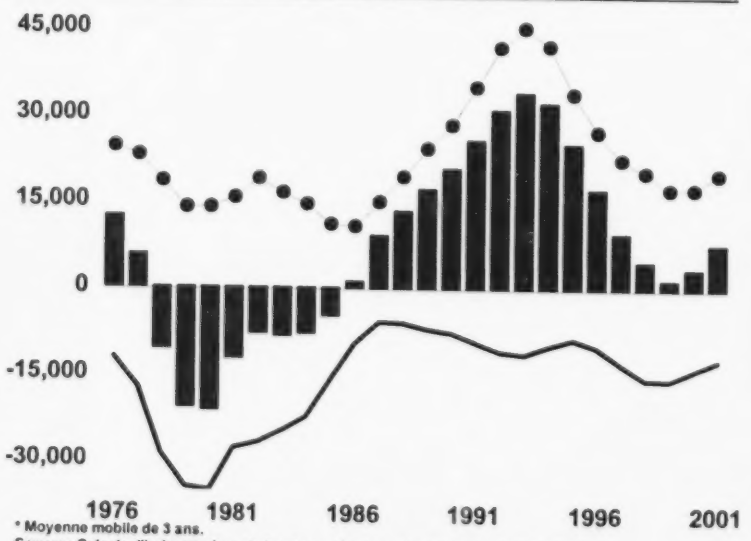
- Cela est le cas, en particulier, de Terre-Neuve-et-Labrador qui a vu partir plus de 30 000 de ses habitants vers d'autres provinces, alors qu'elle a accueilli très peu d'immigrants au cours des cinq dernières années.

Entre 1996 et 2001, le Québec a accueilli environ 95 000 personnes d'autres pays, mais il a perdu plus de 71 000 personnes au profit des autres provinces canadiennes, ce qui lui a donné un gain net de 24 000 migrants. Il s'agit de moins d'un cinquième de la croissance totale de la population du Québec durant cette période.

Tendances de la migration des provinces atlantiques



Tendances de la migration au Québec



* Moyenne mobile de 3 ans.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

...au profit de l'Ontario et de l'Alberta

Au cours des cinq dernières années, la moitié des immigrants au Canada se sont établis en Ontario. Depuis 1997, l'Ontario reçoit un plus grand nombre de migrants des autres provinces qu'il en perd.

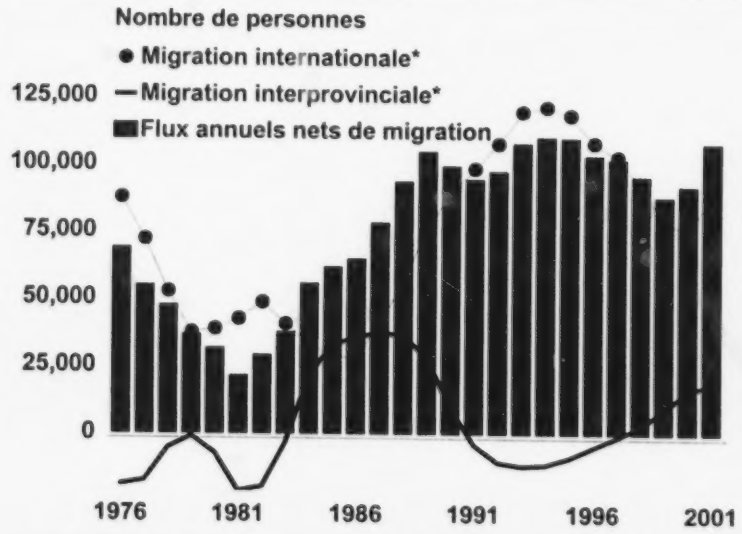
- Au cours des cinq dernières années, le gain migratoire net de l'Ontario s'est établi à plus de 500 000 personnes, ce qui représente les deux tiers de la croissance de sa population.

L'immigration de l'étranger et, surtout celle des autres provinces, a amené plus de 174 000 personnes en Alberta durant les cinq dernières années, ce qui représente environ 60 % de la croissance de sa population.

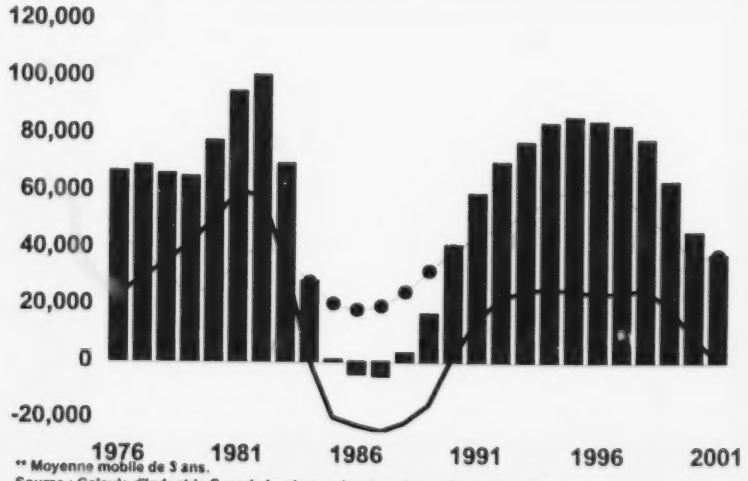
Au cours des cinq dernières années, la Colombie-Britannique a accueilli près de 20 % de tous les immigrants au Canada. Toutefois, les tendances de la migration interprovinciale se sont récemment inversées, ce qui fait que la province enregistre maintenant une émigration interprovinciale nette.

Le nombre d'immigrants en Saskatchewan et au Manitoba n'a pas été suffisant pour annuler l'importante émigration vers les autres provinces.

Tendances de la migration en Ontario



Tendances de la migration des provinces de l'Ouest



** Moyenne mobile de 3 ans.

Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

Conclusion

Conclusion

Même si toutes les régions du Canada ont grandement profité de l'expansion économique mondiale des années 90, il existe toujours des différences fondamentales sur le plan de la situation économique, que ce soit la structure industrielle, le niveau de vie ou la productivité du travail.

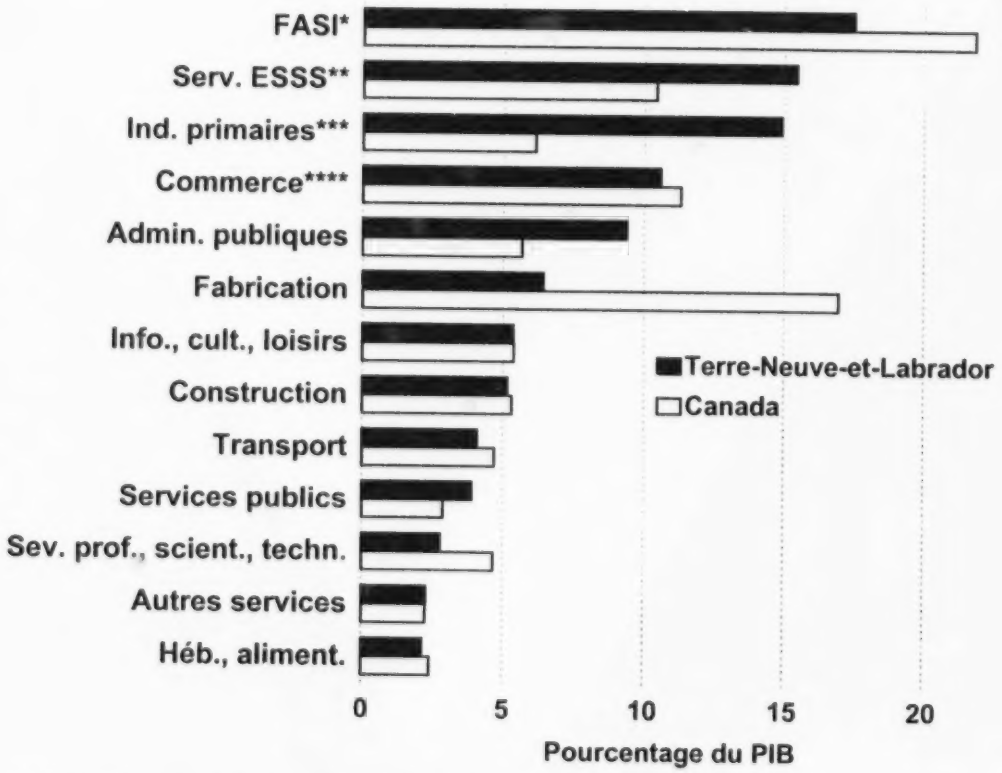
Ces différences ont une incidence sur le potentiel économique d'une région et jouent, de toute évidence, un rôle dans les résultats que celle-ci obtient relativement aux indicateurs utilisés pour mesurer sa capacité d'innover.

Bien qu'il soit reconnu que les principaux facteurs à l'origine de l'innovation sont les mêmes pour la plupart des provinces, les données laissent supposer que les moyens de stimuler ces facteurs pourraient varier de façon importante d'une région à l'autre.

Les annexes

Terre-Neuve-et-Labrador

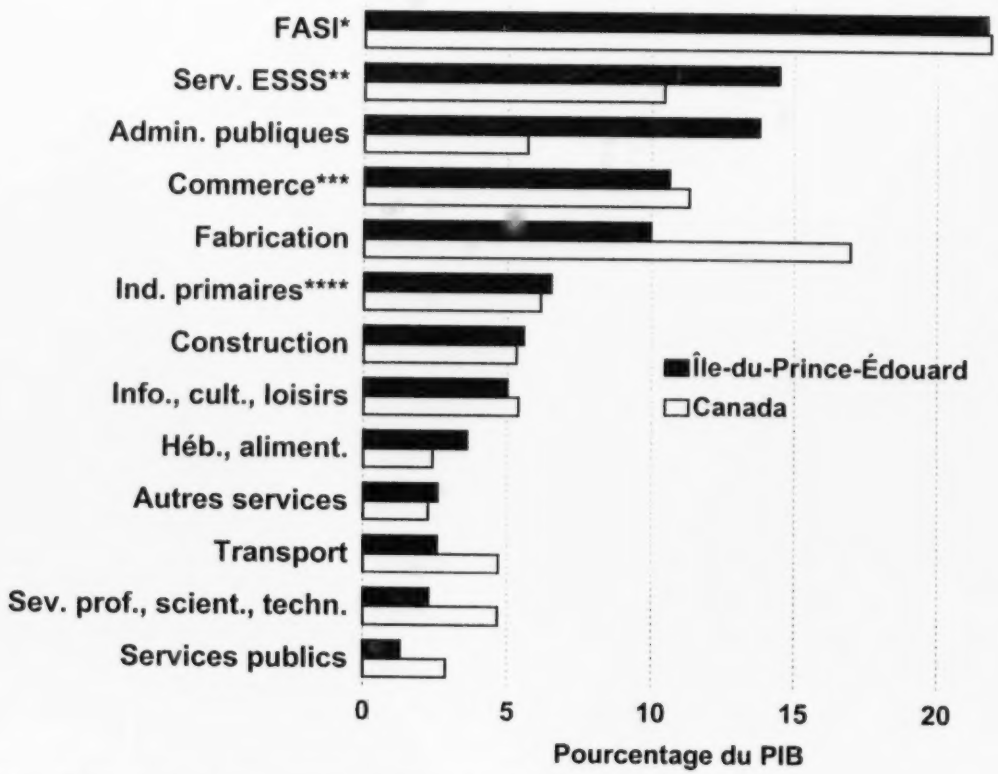
Structure industrielle de Terre-Neuve-et-Labrador et du Canada 2001



* Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
*** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
**** Commerce de gros et commerce de détail.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

Île-du-Prince-Édouard

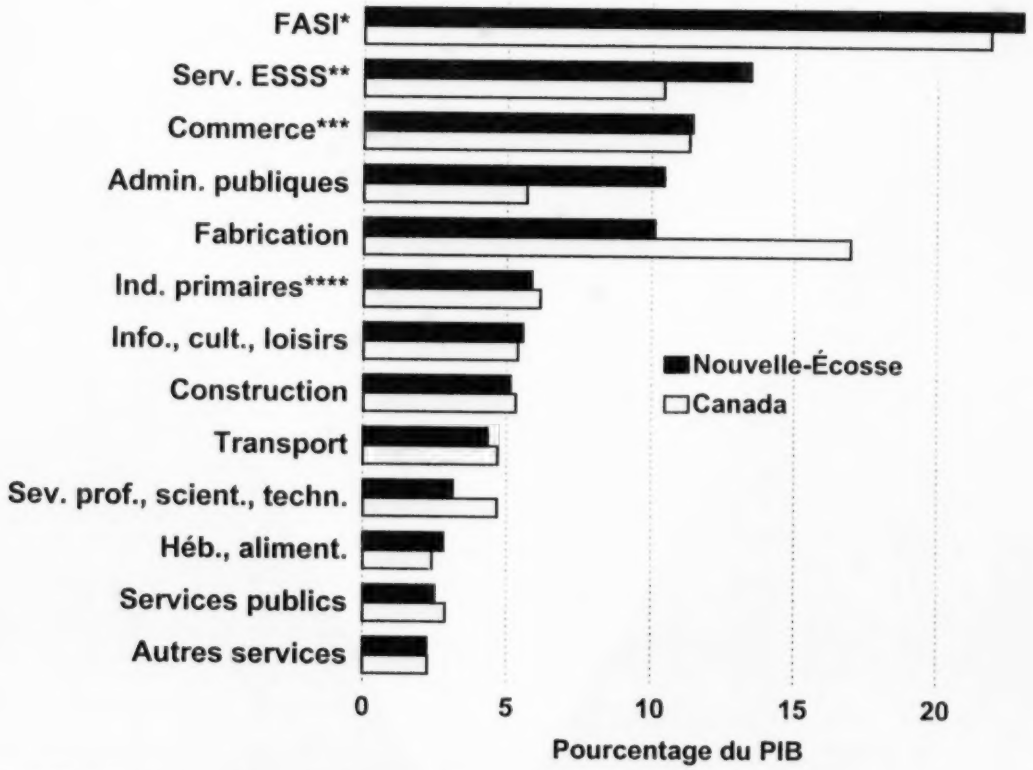
Structure industrielle de l'Île-du-Prince-Édouard et du Canada 2001



* Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

Nouvelle-Écosse

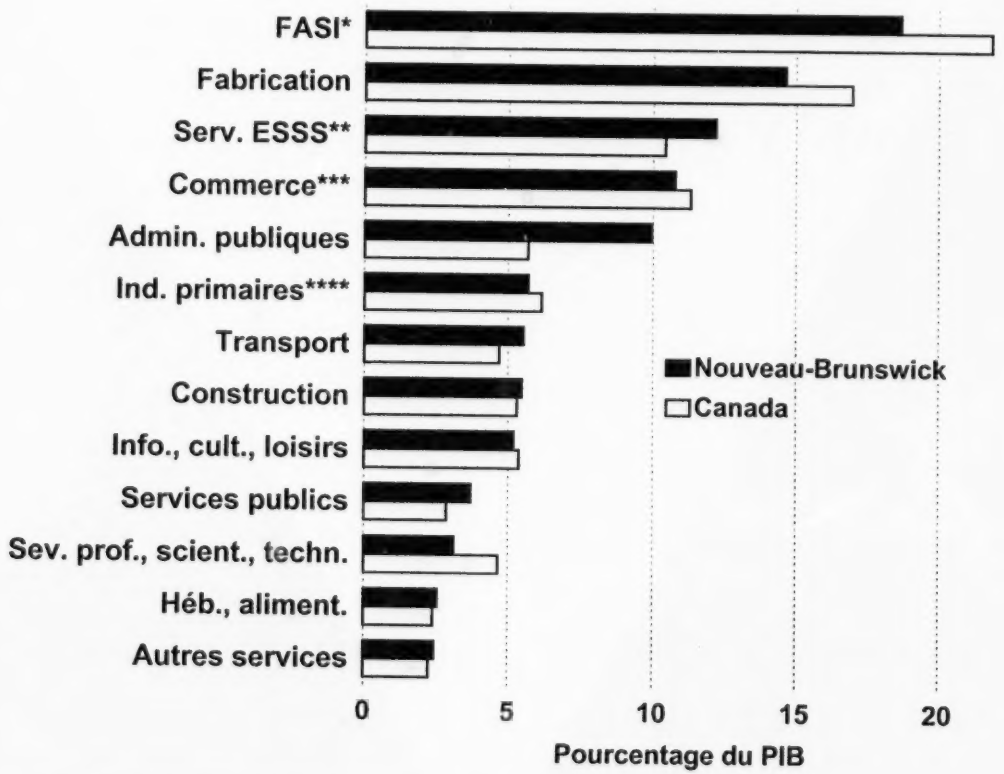
Structure industrielle de la Nouvelle-Écosse et du Canada 2001



* Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

Nouveau-Brunswick

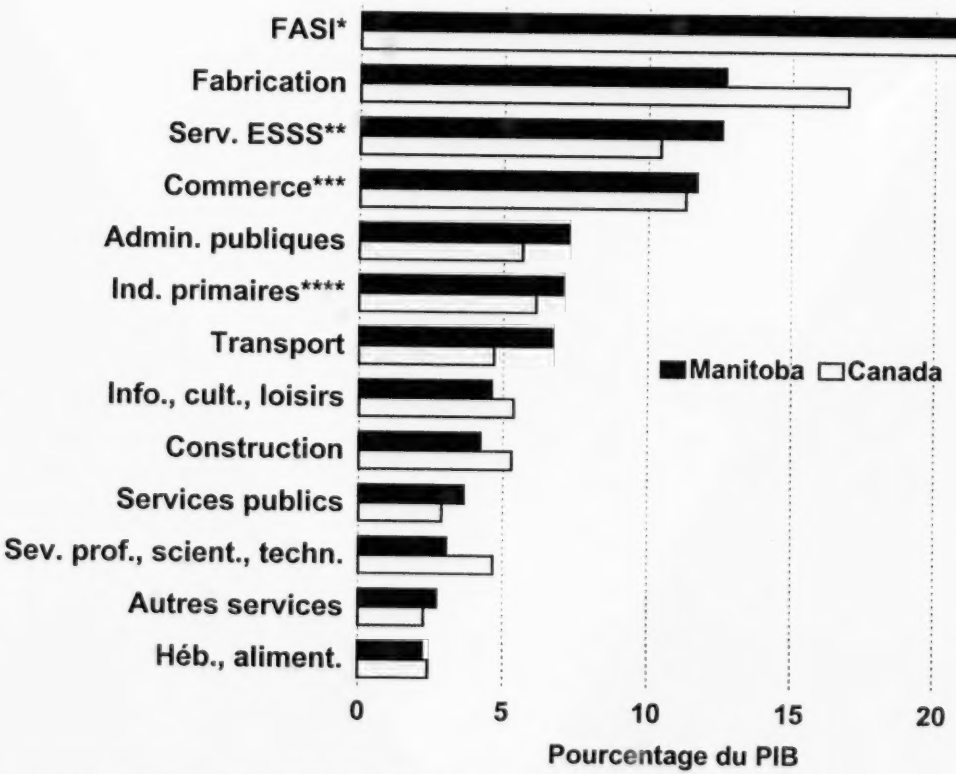
Structure industrielle du Nouveau-Brunswick et du Canada 2001



* Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

Manitoba

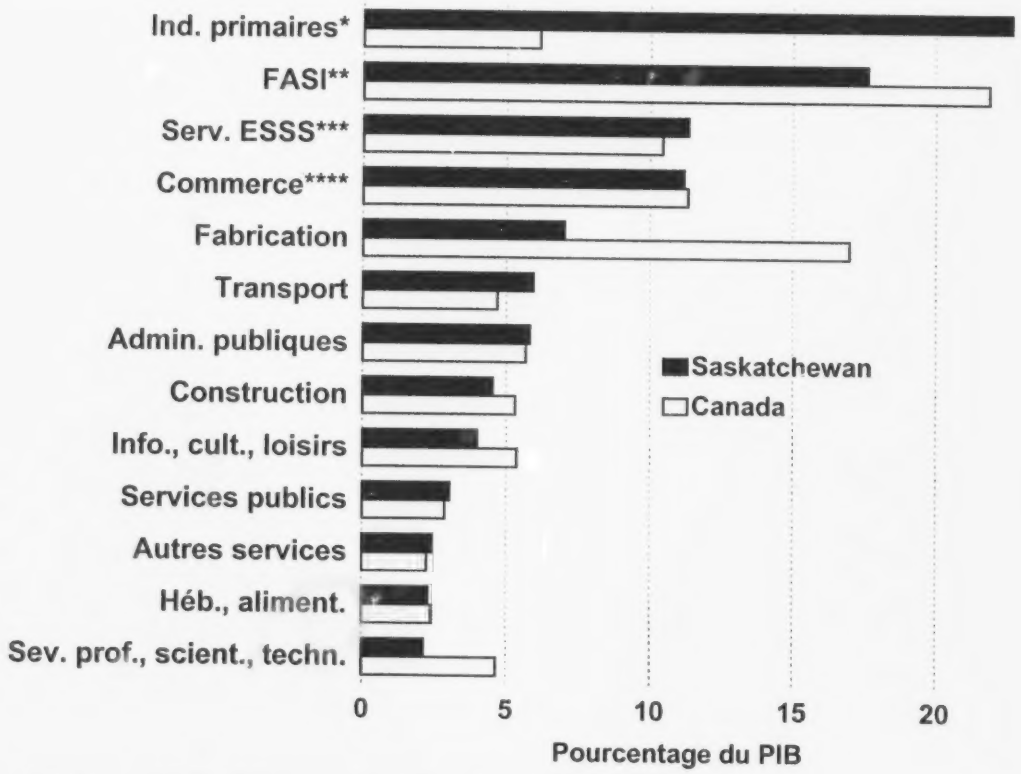
Structure industrielle du Manitoba et du Canada 2001



* Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

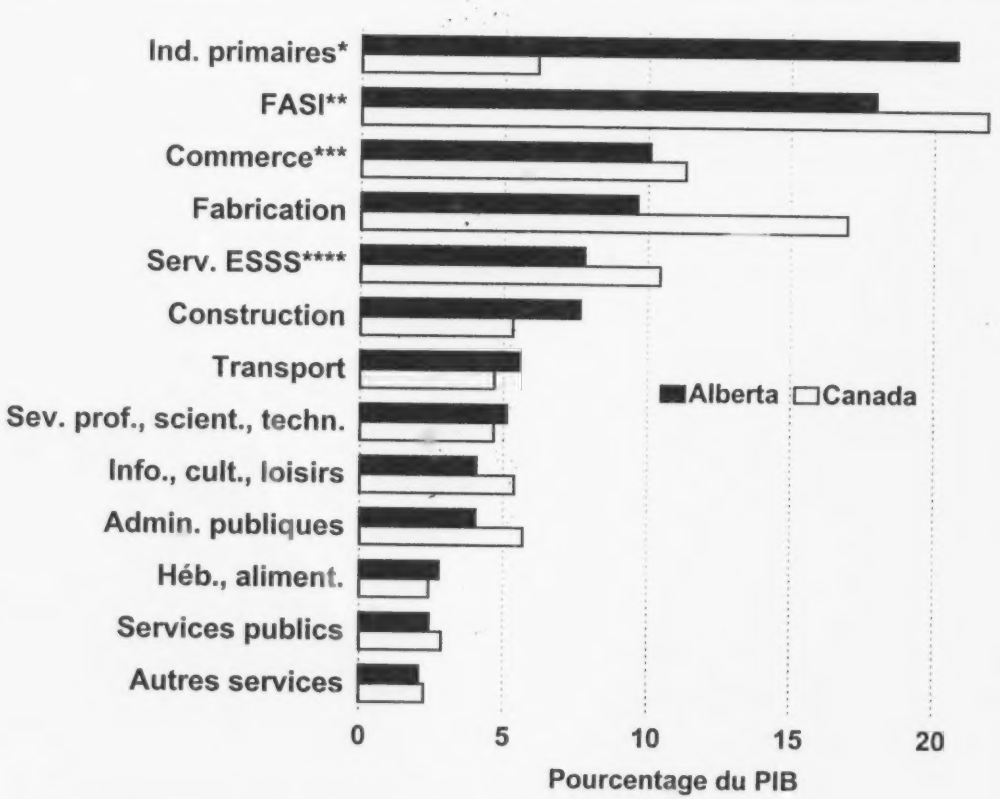
Saskatchewan

Structure industrielle de la Saskatchewan et du Canada 2001



* Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
** Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
*** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
**** Commerce de gros et commerce de détail.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

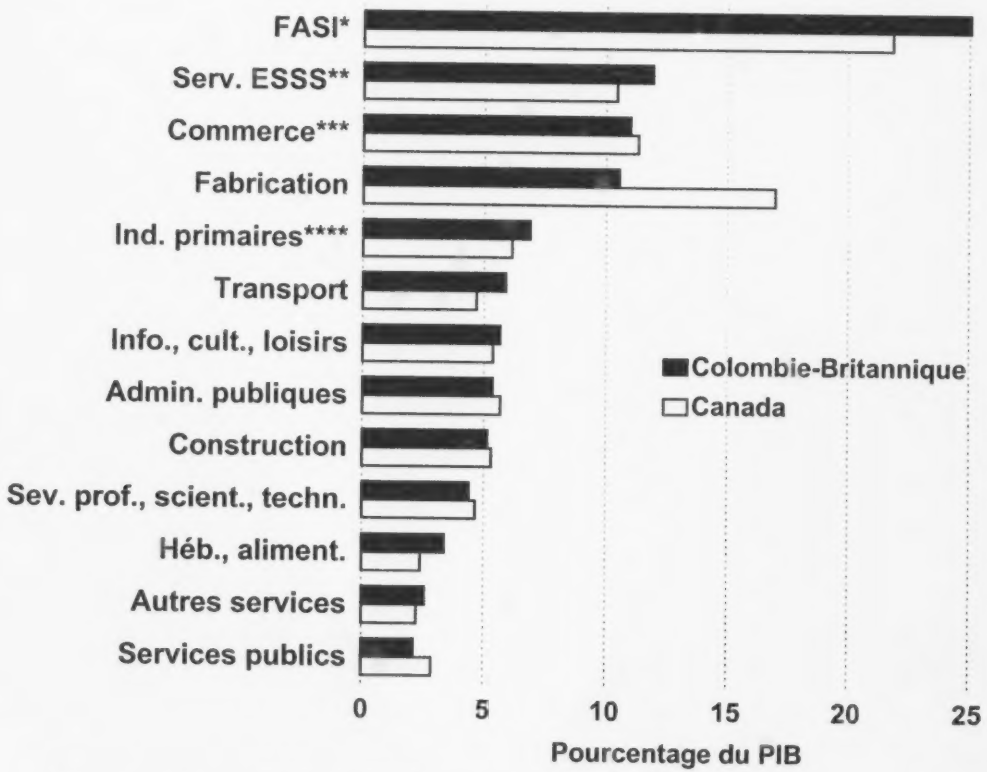
Structure industrielle de l'Alberta et du Canada 2001



* Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
** Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

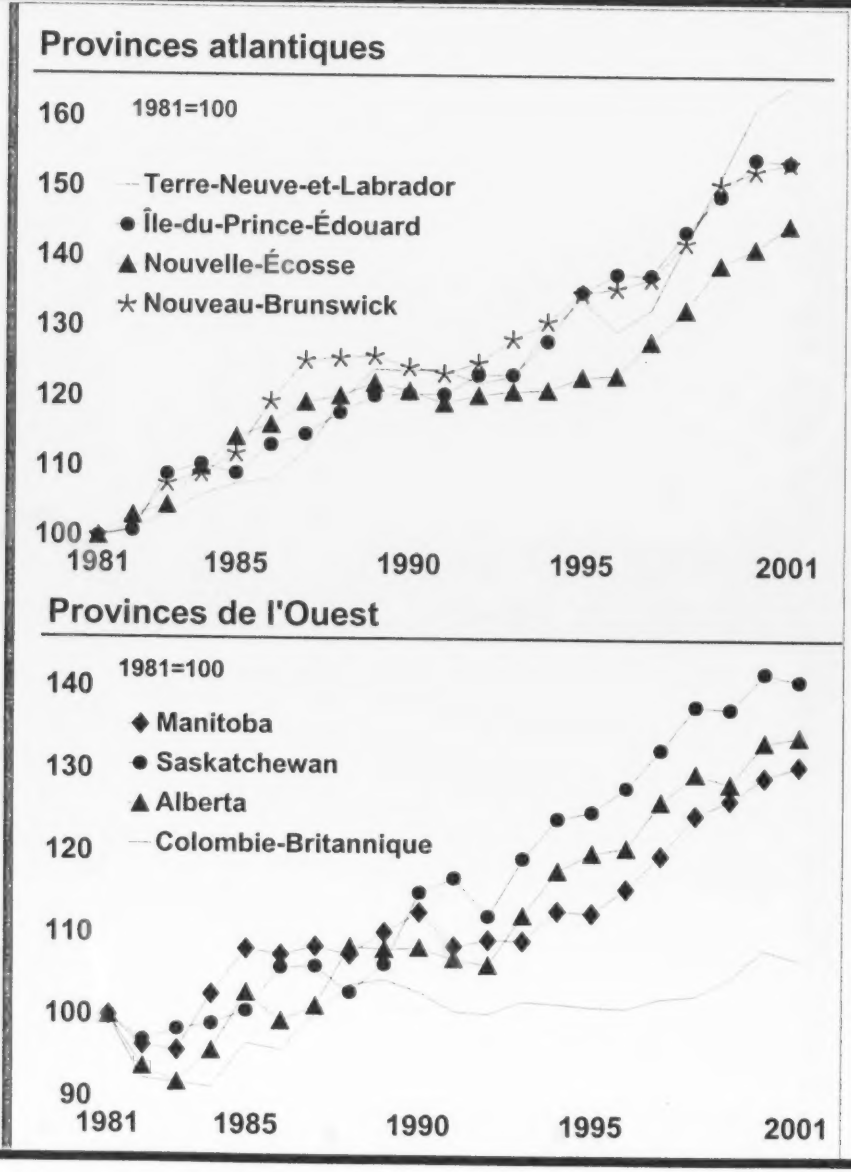
Colombie-Britannique

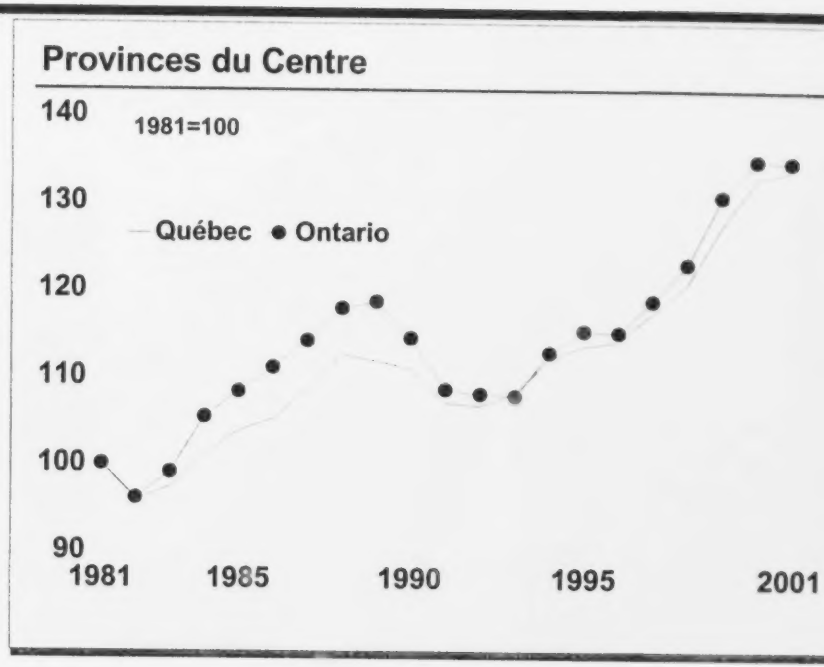
Structure industrielle de la Colombie-Britannique et du Canada 2001



* Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

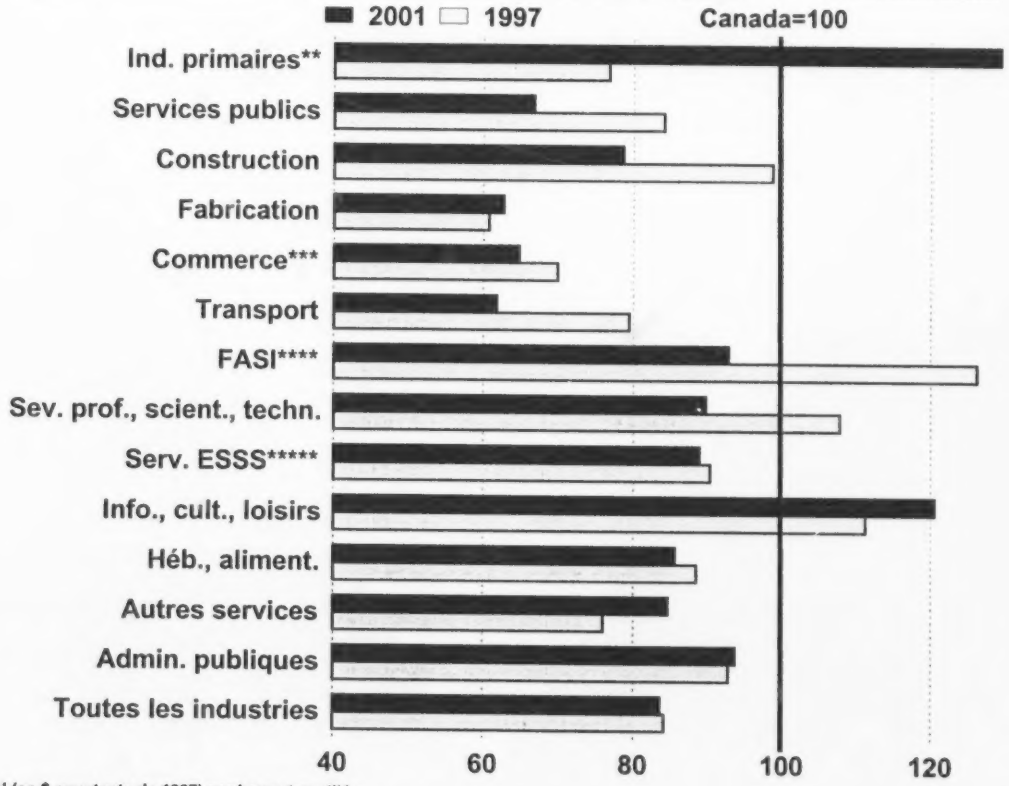
Tendances du revenu par habitant, 1981-2001





Terre-Neuve-et-Labrador

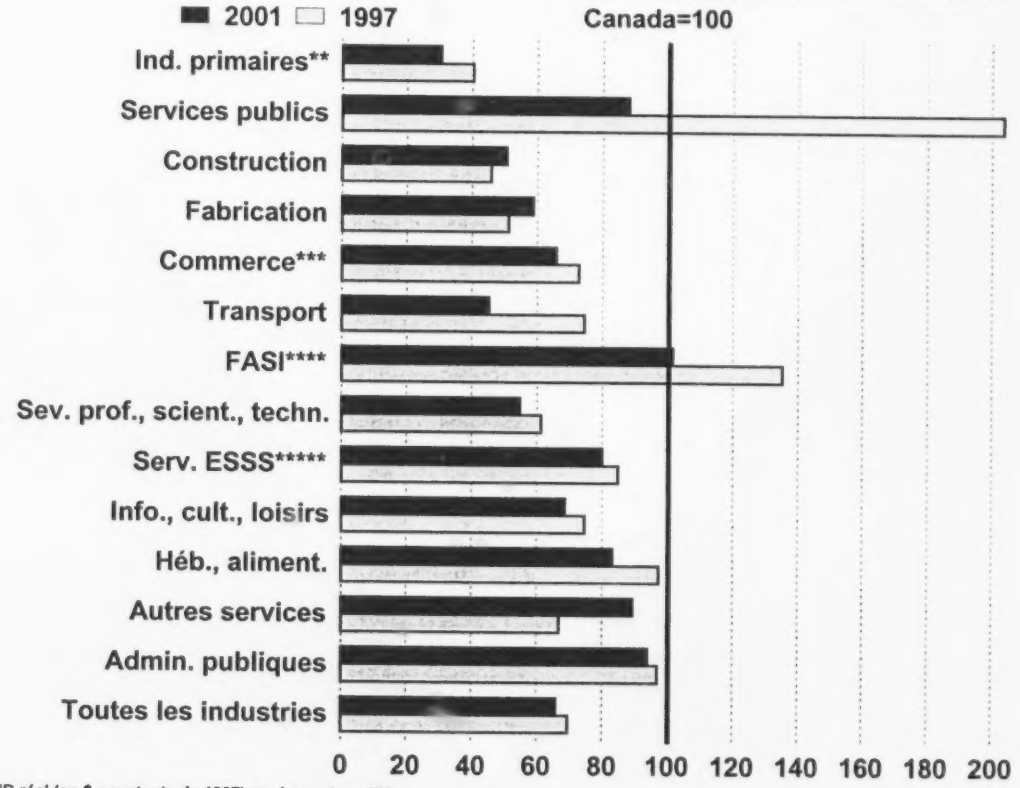
Productivité relative du travail* par industrie
Terre-Neuve-et-Labrador, 1997 et 2001



* PIB réel (en $ constants de 1997) par heure travaillée.
** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
***** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

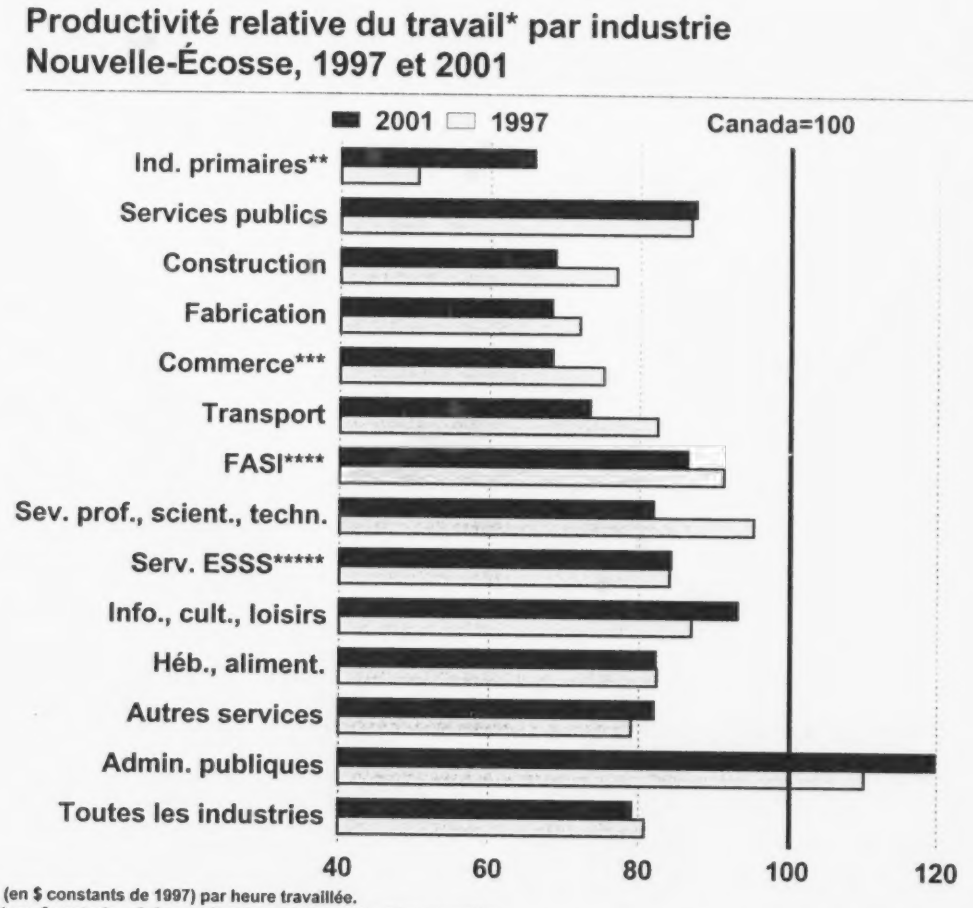
Île-du-Prince-Édouard

Productivité relative du travail* par industrie
Île-du-Prince-Édouard, 1997 et 2001

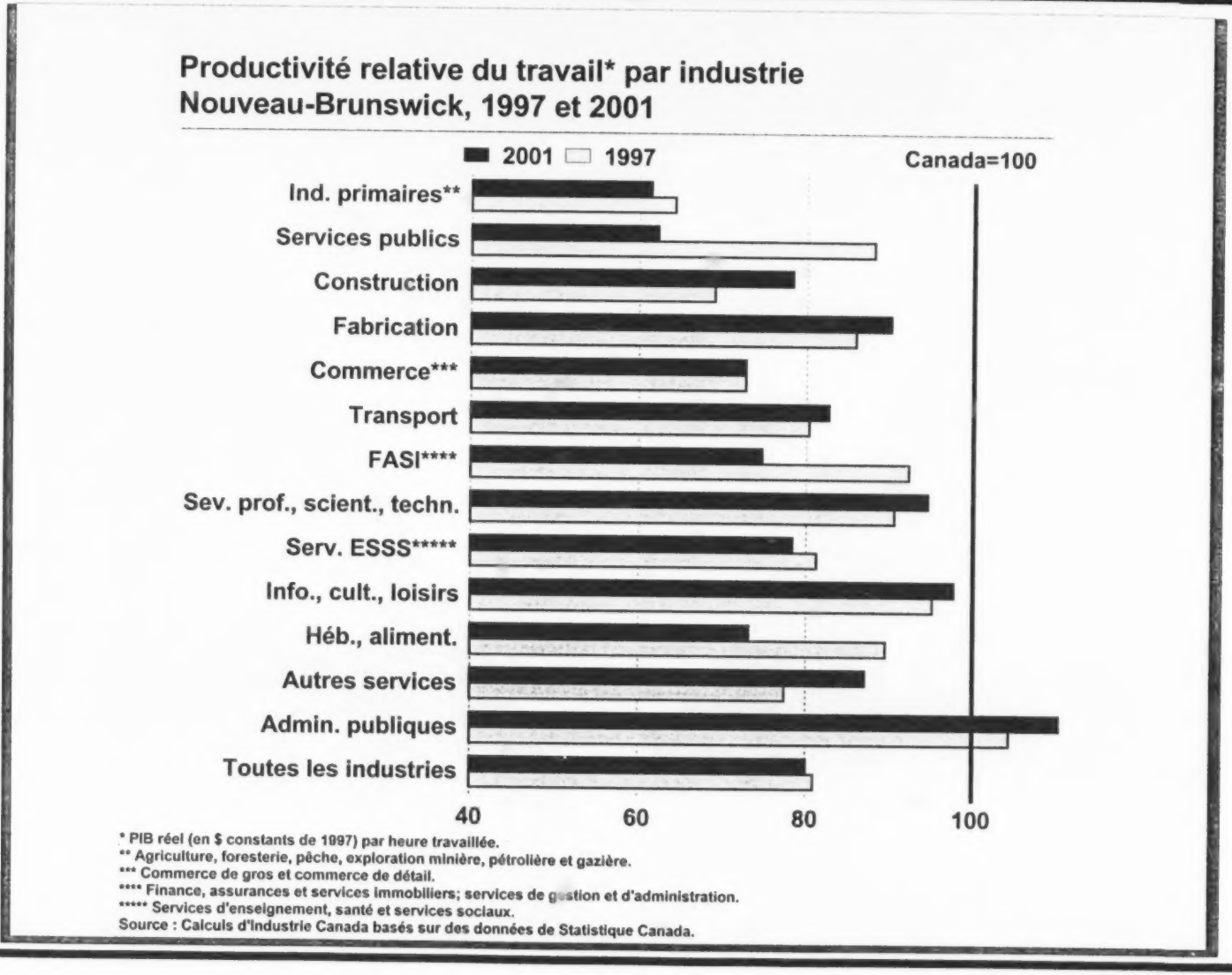


* PIB réel (en $ constants de 1997) par heure travaillée.
** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
***** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

Nouvelle-Écosse

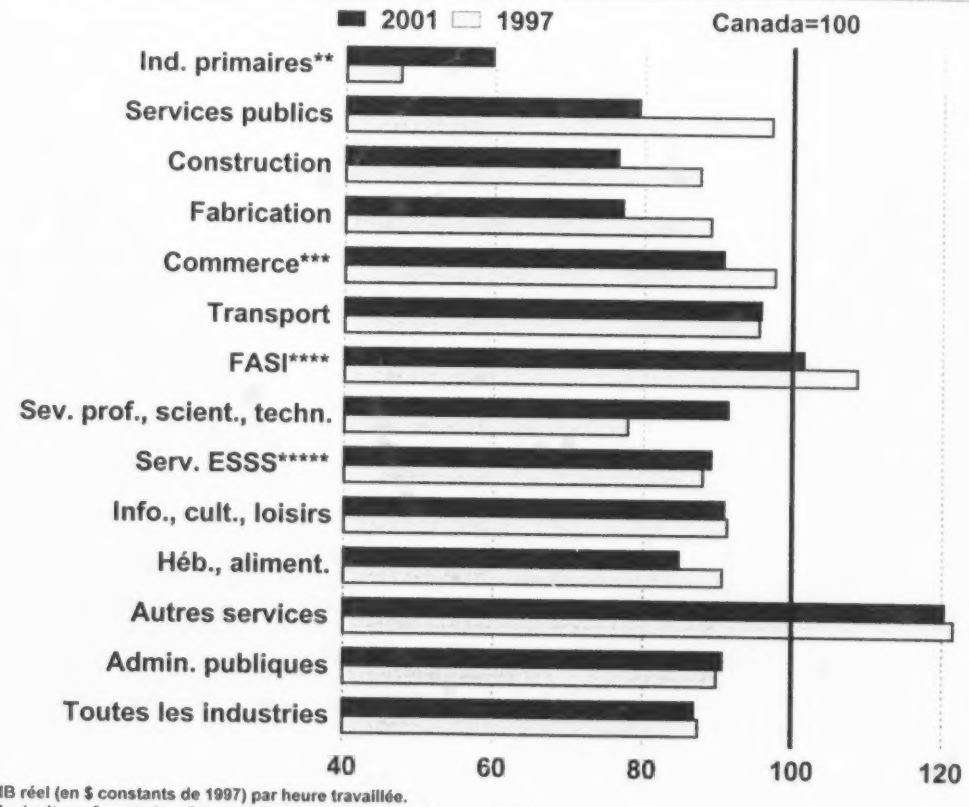


Nouveau-Brunswick



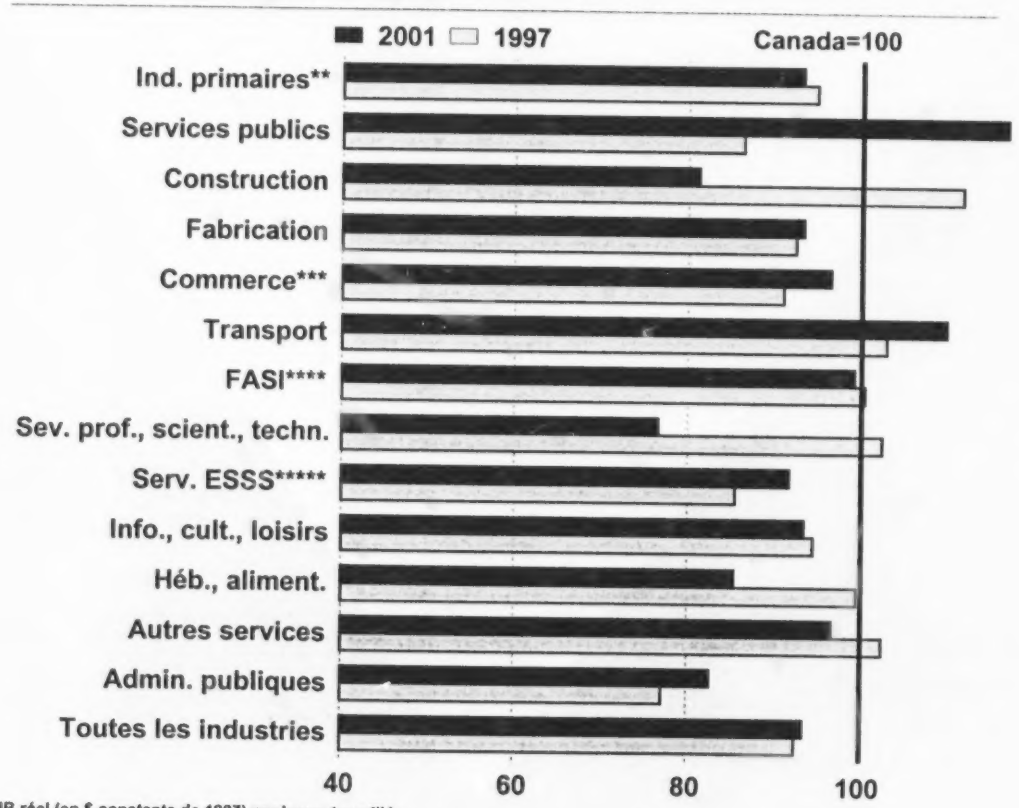
Manitoba

Productivité relative du travail* par industrie
Manitoba, 1997 et 2001



* PIB réel (en $ constants de 1997) par heure travaillée.
** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
***** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

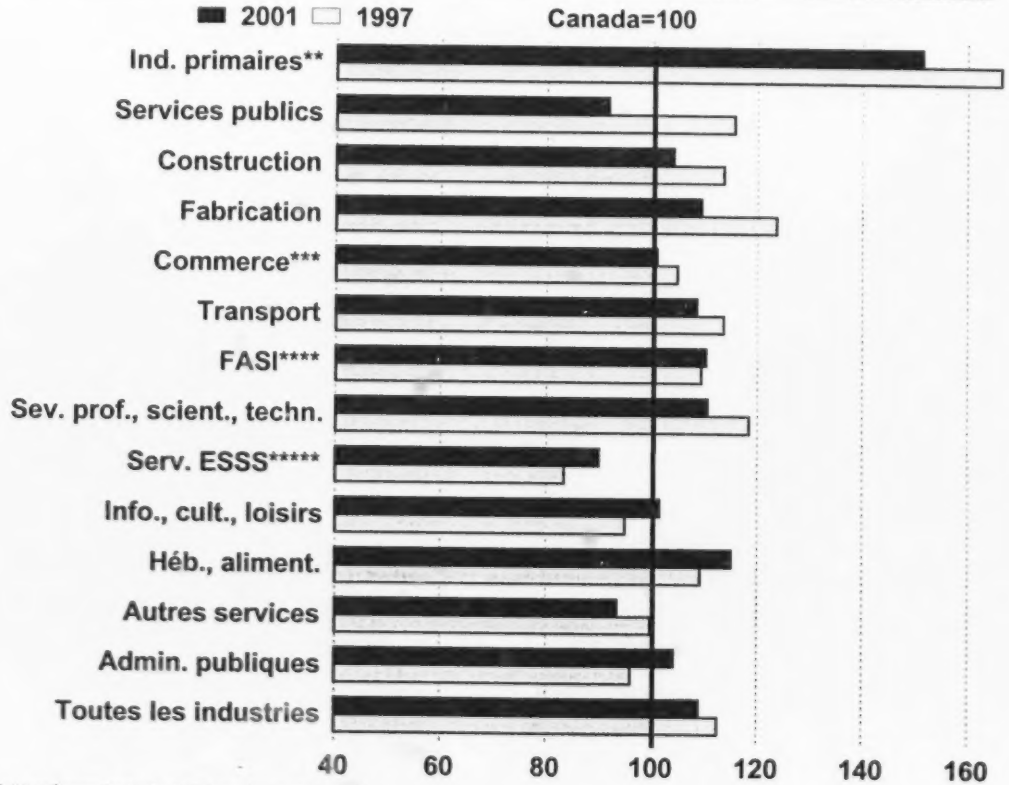
Saskatchewan



* PIB réel (en $ constants de 1997) par heure travaillée.
** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
***** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

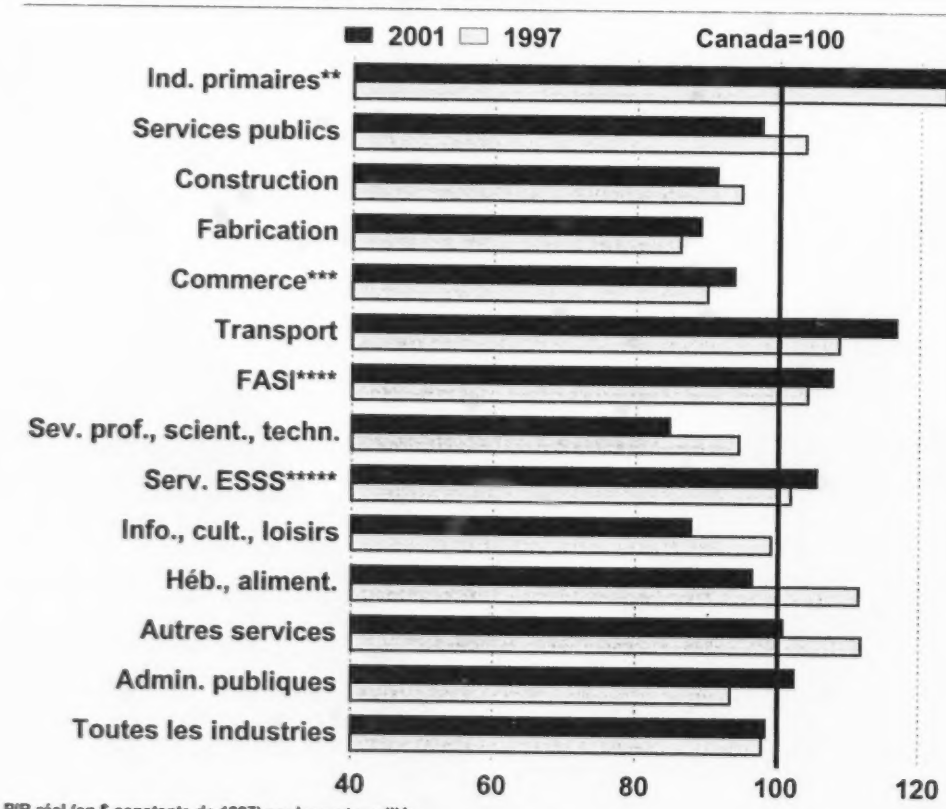
Alberta

Productivité relative du travail* par industrie
Alberta, 1997 et 2001



* PIB réel (en $ constants de 1997) par heure travaillée.
** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
***** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.

Colombie-Britannique



* PIB réel (en $ constants de 1997) par heure travaillée.
** Agriculture, foresterie, pêche, exploration minière, pétrolière et gazière.
*** Commerce de gros et commerce de détail.
**** Finance, assurances et services immobiliers; services de gestion et d'administration.
***** Services d'enseignement, santé et services sociaux.
Source : Calculs d'Industrie Canada basés sur des données de Statistique Canada.